¡VIVA LA FEDERACION!

LA GACETA MERCANTIL

DIARIO COMERCIAL, POLITICO Y LITERARIO.

AÑOS 16 de su publicacion.] BUENOS AIRES, LUNES 26 DE AGOSTO DE 1839. No. 4,846.

RÉSUMÉ ET SOLUTION

DE LA

Question Mexicaine,

POUR SERVIR A LA DISCUSSION SUR LES CREDITS SUPPLEMENTAIRES.

Par le Baron de Beaumont,

ANCIEN SOUS-PREFET DE MEAUX.

Paris—Chez Bohaire, Boulevart des Itâliens. 1839.

Résumé.

La France n'a pas de traité de commerce avec le Mexique; on a fait une première faute en essayant d'attribuer ce caractère à des actes non ratifiés.

En l'absence d'un traité de commerce, les marchands français établis au Mexique ont éprouvé des malheurs qu'aucune stipulation n'aurait prévenus. Le pays venait de se soustraire à la domination espagnole; mais il entrait dans la vie politique au prix des convulsions inhérentes à toute emancipation contrariée.—Nos compatriotes, et les autres speculateurs étrangers, ont été contraints de noter en perte un état de choses à coup sûr regrettable, mais qu'ils devaient prévoir, puisque, dans leurs données premières, il figure en tête de la colonne des profits.

Quelques Français ont également subi, dans leur personne, soit les atteintes de la loi du pays soit les effets d'une imperfection humaine qui n'est pas le lot exclusif des Mexicains.

La France est intervenue: elle a fait valoir, en faveur de son commerce, les considérations tutélairs qu'elle a pu trouver en dehors d'un traité spécial; elle a fait valoir, pour la sûreté personnelle de ses colporteurs, les considérations de justice et d'humanité que lui fournissaient le droit des gens et sa puissance.

La France agissait noblement; mais les demandes formulées par elle ont rencontré des obstacles qu'on n'a pas jugé à propos de faire connaitre au public. Voici les demandes et les obstacles; il est bon que l'on sache pourquoi le sang a coulé.

On demandait au Mexique:

1.º Une indemnité pécuniaire de 600,000 piastres, trois millions;

2.º La destitution d'un juge, d'un général et d'un colonel.

Sur le premier point, le Mexique répondit que l'étranger, commerçant sans l'appui d'un traité spécial, ne pouvait réclamer des avantages que le droit commun ne conférait point aux nationaux. Néanmoins, pour tenir compte de l'opinion contraire qui avait accompagné nos compatriotes au Mexique, et aussi pour donner à la France un témoignage de bon vouloir, le gouvernement mexicain consentit au paiement d'une indemnité, sous la double condition qu'elle serait réglée contradictoirement et qu'elle ne ferait point droit pour l'avenir.

Sur le second point, on répondit que les fonctionnaires incriminés n'avaient fait autre chose qu'appliquer la loi du pays. Qu'au surplus, la constitution mexicaine, en cela conforme à la nôtre, ne laissait pas au pouvoir exécutif la faculté de prononcer les révocations demandées; qu'au Mexique comme en France, la qualité de juge était indélébile d'une manière absolue, et les grades militaires irrévocables autrement que par jugement.

Ces objections, *dont la dernière à été admise plus tard*, furent repoussées en masse.—L'idée de procéder contradictoirement au règlement de l'indemnité parut outrageante pour la France: on decida que la France était insultée parce que le gouvernement mexicain croyait à l'utilité de réviser le chiffre rond de 600,000 piastres, chiffre rond formé des évaluations sans contesto opérées par les réclamans, et qui, dans sa plus grande portée, ne représentait que le total *des réclamations.*

De ce non-sens et de l'exigence qui capitula plus tard, naquit l'*ultimatum*, du 21 mars 1838. Cet *ultimatum* termine la période purement verbale de notre démélé avec le Mexique; et, comme, d'une part, il n'est pas jugé dans ses détails par ce qui precède, que, de l'autre, il porte seul la responsabilité du premier blocus, je l'attache au point culminant de la question jusqu'à nouvelle intervention de la diplomatie.

RESUMEN Y SOLUCION

DE LA

Cuestion Mejicana,

PARA SERVIR A LA DISCUSION SOBRE LOS CREDITOS SUPLEMENTALES.

Por el Baron de Beaumont,

ANTIGUO SUB-PREFECTO DE MEAUX.(a)

Paris—En lo de Bohaire, Baluarte de los Italianos 1839.

Resumen.

La Francia no tiene tratado de comercio con Méjico; se ha cometido una primera falta procurando atribuir este carácter á actos no ratificados.

En defecto de un tratado de comercio, los negociantes franceses establecidos en Méjico han experimentado desgracias que ninguna estipulacion habiera prevenido. El pais acababa de sustraerse á la dominacion española; mas entraba en la vida política á costa de las convulsiones inherentes á toda emancipacion contrariada. Nuestros compatriotas, y los otros especuladores extrangeros, han sido obligados á sufrir los perjuicios de un estado de cosas ciertamente doloroso, pero que debieron preveer, pues que, entre sus primeros datos, figuraba á la cabeza de la columna de ganancias.

Algunos franceses han sufrido igualmente en sus personas, ya los golpes de la ley del pais, ya los efectos de una imperfeccion humana que no es la suerte exclusiva de los mejicanos.

La Francia ha intervenido: ella ha hecho valer, en favor de su comercio, las consideraciones tutelares que ha podido hallar fuera de un tratado especial; ha hecho valer, para la seguridad personal de sus mercachifles, las consideraciones de justicia y de humanidad que le suministraban el derecho de gentes y su poder.

La Francia obró noblemente; mas las demandas prescritas por ella han encontrado obstáculos que no se ha juzgado conveniente hacer conocer al público. He aqui las demandas y los obstáculos; es bueno que se sepa porque ha corrido la sangre.

Se pedia á Méjico:—

1.º Una indemnizacion pecuniaria de 600,000 pesos, tres millones de francos;

2.º La destitucion de un juez, de un general y de un coronel.

Sobre el primer punto, respondió Méjico que el extrangero, comerciando sin el apoyo de un tratado especial, no podria reclamar ventajas que el derecho comun no conferia á los nacionales. No obstante, por consideracion á la opinion contraria que habia acompañado á nuestros compatriotas á Méjico, y tambien por dar á la Francia un testimonio de benevolencia el gobierno mejicano consintió en el pago de una indemnizacion, bajo la doble condicion de que ella seria arreglada contradictoriamente y que no estableceria derecho para en adelante.

Sobre el segundo punto, se respondió que los funcionarios acriminados no habian hecho mas que aplicar la ley del pais. Que por lo demas, la constitucion mejicana, en esta parte conforme á la nuestro, no dejaba al poder ejecutivo la facultad de pronunciar las deposiciones pedidas; que en Méjico, como en Francia, la calidad de juez era indeleble de una manera absoluta, y los grados militares irrevocables de otro modo que por juicio.

Estas objeciones, *de las cuales la última ha sido mas tarde admitida*, fueron rechazadas en masa. La idea de proceder contradictoriamente al arreglo de la indemnizacion pareció ultrajante para la Francia: se decidió que la Francia era insultada porque el gobierno mejicano creia en la utilidad de revisar el número redondo de 600,000 pesos, guarismo formado de los avaluos practicados sin contradiccion por los reclamantes, y que en su mas grande extension. no representaba mas que el total *de las reclamaciones.*

De este desproposito y de la exigencia que capituló mas tarde, nació el *ultimatum* de 21 de Marzo de 1838. Este *ultimatum* termina el periodo puramente verbal de nuestra desavenencia con Méjico, y como, por una parte, él no es juzgado en sus detalles por lo que precede sino que, por la otra, carga solo con la responsabilidad del primer bloqueo, yo le coloco en el punto culminante de la cuestion hasta la nueva intervencion de la diplomacia.

(a) Diputado á las Cámaras.

L'*ultimatum* du 21 mars n'a de pendand que dans l'affaire de Buénos-Ayres, où l'on découvre un autre *ultimatum*, du 23 septembre, évidemment calqué sur le premier.

Devant deux nations faibles et aux prises avec les misères d'une liberté naissante, nous avons parlé haut et ferme, je le reconnais; mais au lieu de ce langage qui révèle la force et la justice d'un grand État, on a mis, sous le nom de la France, de la colère et de l'exagération. Ce n'est pas tout. Des deux signataires d'*ultimatum*, l'un, celui de Mexique, fonctionnait malgré l'interruption de sa compétence; car il voyageait en vertu d'un congé, et après avoir accrédité à sa place son secrétaire de légation: l'autre, celui de Buénos Ayres, fonctionnait après l'épuisement total de sa compétence; car il avait mis fin à sa mission par la demande et l'obtention de ses passeports. Ce n'est pas tout encore. Les deux agens qui, pour notifier de menagantes exagérations, dépassaient le terme de leur compétence, avaient également dépassé la limite materiélle de leur ancienne juridiction; car ils se trouvaient, à l'abri des contre-coups, l'un, sur la frégate *l'Hermine*, l'autre, sur la frégate *la Minerve.*

La France ne reconnaît point là ses allures accoutumées. Si des formes blessantes, si des amplifications injurieuses doivent nécessairement faire partie de notre bagage diplomatique, il est à désirer qu'on y joigne quelque danger.—Le péril volontaire ennoblit bien des choses.

Impurs par l'inexactitude des allégations, non purifiés par l'audace qui se serait manifestée sous la seule garde de nos emblêmes, les deux *ultimatum* sont restés parallèles dans leur action malfaisante.

Mais le second n'est point en cause ici, et l'on compterait un tort de moins si, pour le mettre en cause ailleurs, on avait attendu la fin de notre démélé avec le Mexique. Puisse le nouveau cabinet n'être point forcé de donner à l'*ultimatum* de Buénos-Ayres les lourdes conséquences données à l'autre!

Dira-t-on que les vices de celui-ci ont été remarqués trop tard? Trop tard! mais je l'ai flétri à son apparition; je l'ai flétri publiquement; je l'ai flétri *officiellement*, et avant le départ de l'expédition Baudin! Je savais qu'il importait à la France de rétablir ses relations avec le Mexique; *je savais qu'une négociation sagement conduite pouvait facilement amener ce résultat*; je savais que, défectueux par le fond et par la forme, l'*ultimatum* du 21 mars ne pouvait être defendu que par la violence: je savais que la logique des armes ne serait pas plus entrainante que l'argumentation fiévreuse de notre diplomatie; je savais que le Mexique, gardé par deux mille lieues de mer, un littoral meurtrier, huit millions d'habitans et la vigilance intéressée de deux puissantes nations, pouvait nous créer de graves embarras: je savais que l'*ultimatum* préparait à mon pays, non seulement les ennuis d'une guerre sans but, mais le fardeau toujours pesant d'une guerre sans excuse; je savais, enfin, que cet acte infirme, protecteur supposé du commerce des deux mondes portait en lui le germe de complications que la France ne pouvait vouloir!

Voilà pourquoi j'ai mis le pied sur l'*ultimatum* du 21 mars. Le ministère devait le déchirer; il devait, faire rentrer la négociation dans les voies du sens commun; il devait, tout au moins, en biffant d'inutiles insultes, ouvrir une porte à la soumission. Il a ramassé l'*ultimatum* tel quel, et la France a dû se charger des corollaires de son infaillibité diplomatique!

D'abord un blocus de six mois, dans lequel nos efforts se sont épuisés à la tâche contradictoire de léser les Mexicains sans léser les neutres qui commercent avec eux.

L'expédition Baudin partit au commencement de septembre. Elle était trop considérable, si l'on n'avait en vue que le fort d'Ulloa; elle était mal constituée, si l'on voulait aller plus loin. Elle eût été bien conçue s'il se fût agi de continuer la guerre d'eunuque imposée à la première expédition; mais on sait ce qu'un blocus éternel peut rapporter de gloire, et ce que cette gloire peut traîner à sa suite. En fait, le ministère pensait que la soumission d'Ulloa amènerait la soumission du Mexique; en fait aussi, il a su en temps opportun que la conquête de cet inutile château ne serait embarrassante que pour nous.

J'arrive au 19 novembre. Le gouvernement connait cette date; mais le public ne connait, du mois de novembre, que le 27 et le 28, jours de l'attaque et de la redition d'Ulloa. Le ministère

El *ultimatum* del 21 de Marzo no tiene igual sino en el asunto de Buenos Aires, donde se descubre otro ultimatum del 23 de Septiembre, evidentemente calcado sobre el primero.

Delante de dos naciones débiles y luchando con las miserias de una libertad naciente, hemos hablado alto y firme, lo confieso; mas en lugar de ese lenguaje que revela la fuerza y la justicia de un grande Estado, se ha empleado, en nombre de la Francia, la cólera y la exageracion. Esto no es todo. De los dos signatarios del *ultimatum*, el uno, el de Méjico, funcionaba no obstante la interrupcion de su competencia; pues viajaba en virtud de una licencia, y despues de haber acreditado en su lugar á su secretario de legacion: el otro, el de Buenos Aires, funcionaba despues de la desaparicion total de su competencia; pues él habia puesto fin á su mision por la demanda y obtencion de sus pasaportes. Aun no es esto todo. Los dos agentes que, por notificar amenazantes exageraciones traspasaban el término de su competencia, habian igualmente traspasado el límite material de su antigua jurisdiccion, al abrigo de los rechazos, el uno sobre la fragata *Herminia*, el otro sobre la fragata *Minerva.*

La Francia no reconoce en eso su acostumbrado modo de proceder. Si formas ofensivas, si amplificaciones injuriosas deben necesariamente hacer parte de nuestro bagage diplomático, es de desear que se les añada algun peligro. El peligro voluntario ennoblece muchas cosas.

Impuros por la inexactitud de los alegatos, no purificados por la valentia que se habria manifestado bajo la sola guarda de nuestros emblemas, los dos *ultimatum* han quedado paralelos en su accion maléfica.

Mas el segundo no se halla en juicio aqui, y se contaría una culpa de menos, si para ponerlo en juicio en otra parte, se hubiera aguardado el fin de nuestra desavenencia con Méjico.—¡Que no se vea forzado el nuevo gabinete á dar al *ultimatum* de Buenos Aires las torpes consecuencias dadas al otro!

¿Se dirá que los vicios de este han sido reparados muy tarde? ¡Muy tarde! mas yo lo afeé á su aparicion; yo lo afeé publicamente; yo lo afeé *oficialmente*, y antes de la salida de la expedicion Baudin! Yo sabia que importaba á la Francia restablecer sus relaciones con Mejico; *yo sabia que una negociacion sabiamente conducida podia facilmente tra[illegible] este resultado*; yo sabia que, defectuoso en el fondo y por la forma, el *ultimatum* del 21 de Marzo no podia ser defendido sino por la violencia: yo sabia que la lógica de las armas [illegible] seria mas atrayente que la argumentacion f[illegible]bril de nuestra diplomacia; yo sabia que M[illegible]jico guardado por dos mil leguas de mar, un [illegible]toral mortífero, ocho millones de habitantes [illegible] la vigilancia interesada de dos naciones pod[illegible]rosas, podia suscitarnos graves embarazos; [illegible] sabia que el *ultimatum* preparaba á mi p[illegible] no solamente las incomodidades de una gue[illegible] sin objeto, sino la carga siempre pesada de [illegible] guerra sin excusa; yo sabia, en fin, que [illegible] acto insano, protector supuesto del come[illegible] de los dos mundos, llevaba en si el germe[illegible] complicaciones que la Francia no [illegible] desear!

Ved ahi porqué yo he increpado el *ultim[illegible]* del 21 de Marzo. El ministerio debió hac[illegible] pedazos, debió hacer entrar de nuevo las n[illegible]ciaciones en las vias del sentido comun, d[illegible] á lo menos, prescindiendo de insultos in[illegible] abrir una puerta á la sumision. El ha rec[illegible] el *ultimatum* tal cual era, y la Francia ha [illegible]do encargarse de los corolarios de su in[illegible]dad diplomatica!

En primer lugar, un bloqueo de seis m[illegible] el cual nuestros esfuerzos se han apura[illegible] tarea contradictoria de perjudicar á los Mej[illegible]nos sin perjudicar á los neutrales que come[illegible] con ellos.

La expedicion Baudin partió á principios [illegible] Septiembre. Ella era muy considerable si [illegible] se tenia en vista sino la fortaleza de Ulloa; [illegible] estaba mal constituida, si se queria avan[illegible] á mas. Ella hubiera sido bien conc[illegible] si se hubiese tratado de continuar la [illegible] de eunuco impuesta á la primera exped[illegible] mas se sabe lo que un bloqueo eter[illegible] de traer de gloria, y lo que esta glor[illegible] de arrastrar en pos de sí. Con efecto, [illegible]nisterio pensaba que la sumision de Ulloa [illegible]rearía la sumision de Mejico; con efecto [illegible] bien, él ha sabido oportunamente que l[illegible]quista de este inútil castillo no seria embar[illegible] sino para nosotros.

Llega al 19 de Noviembre. El Go[illegible] conoce esta fecha; mas el público no c[illegible] del mes de Noviembre, sino el 27 y el 2[illegible] del ataque y de la rendicion de Ulloa.

n'a pas dit ce qu'on a fait aux approches de la lutte; et sa presse, qu'elle ait ou non connu la vérité, nous a donné moins encore que son silence.

Tout le monde a pu lire, dans les journaux á gages, que l'attaque d'Ulloa avait eu lieu *parce que les Mexicains s'étaient refusés á tout accommodement;* cette assertion cache un fait diplomatique qui prouve précisément le contraire.

Il est certain que, le 19 novembre avant d'en venir aux mains, des pourparlers se sont engagés dans la petite ville de Xalapa, á vingt lieues de la côte, entre M. l'amiral Baudin, agissant, en sa qualité de plénipotentiaire, et M. le ministre Cuevas, délégué par le gouvernement mexicain. Ce fait, irrévocablement acquis á l'histoire, est constaté par *vingtquatre* notes, déclarations, projets, contre-projets, etc., que j'ai sous les yeux.

Mais, avant de dévoiler les secrets de Xalapa, je ferai remarquer que, sans nécessité aucune, on a jeté sur le terrain de la conciliation deux maladresses de nature á géner sa marche. En abordant ce terrain, déjà tourmenté par l'amertume de nos allégations et la fierté bien ou mal entendue des Mexicains, il convenait de laisser dans l'ombre la dernière raison des rois. Au lieu de procéder avec cette prudence, qui n'était pas sans dignité, qu'a-t-on fait?

Premièrement, on a remis á la même personne le soin de négocier et de combattre. Quelle que soit l'habileté diplomatique de M. l'amiral Baudin, sa seconde mission pouvait nuire á la première; aucun talent ne saurait donner le parfum de la paix au rameau d'olivier qui se présente á la pointe d'une épée.

En second lieu, on n'a pas suspendu le blocus. Et pourquoi? Où était l'avantage de forcer les Mexicains á négocier sous le canon? Par quel côté cette irritante combinaison estelle entrée dans nos préoccupations pacifiques? Non seulement il n'y avait aucun inconvénient á suspendre un blocus inutile, mais on pouvait, en prescrivant cette mesure, donner un digne préliminaire au fait d'armes que nous préparait la fortune. Tous les lauriers ne croissent pas dans le sang: l'interruption des hostilités, qui, avant l'arrivée de la division Baudin, eût été un acte d'impuissance, eût été magnanime après son arrivée: la France, montrant les avantages de la paix au moment où la guerre lui offrait les siens, n'eût pas été moins grande qu'á Saint-Jean d'Ulloa.

Au reste, le plénipotentiaire mexicain a eu le bon esprit de ne pas remarquer notre appareil belliqueux. A Xalapa, le Mexique a cédé malgré la menace et résisté malgré la menace: á Xalapa, le Mexique a fait accueil á l'une de nos demandes, parce que nous avons retiré l'autre; á Xalapa, le *Mexique a consenti au paiement intégral des six cent mille piastres*, et nous avons renoncé á la destitution du juge et des officiers militaires.

Il est probable que cette dernière concession entre pour quelque chose dans le secret gardé sur la conférence de Xalapa. Elle révéle, en effet, une faute grave; mais la faute ne réside pas dans l'abandon d'une demande qui s'adressait á la loi fondamentale du Mexique, elle réside dans l'irrationalité de la demande et dans le retard que l'on a mis á la retirer. Sait-on sous quelle influence s'est accompli le blocus Basoche tout entier? il s'est accompli sous l'empire de la première détermination. Sans elle, sans cette demande qui blessait la constitution du Mexique, nous n'aurions eu ni blocus ni guerre; car le Mexique, qui s'est montré inflexible tant que l'on a menacé ses institutions, eût concédé plus tôt ce qu'il a concédé á Xalapa.

On permetra aussi que la France ne mette pas sur la même ligne l'acte d'équité que l'on pouvait faire á la première réclamation du Mexique, et ce même acte d'équité venant á la suite de notre impuissant blocus.

Si notre concession de Xalapa avait mis fin á la lutte, il serait démontré qu'on a brisé la paix sans nécessité, puisqu'il résulte de la concession opposée á la nôtre que la nôtre, faite á temps, eût prévenu la résistance. Mais, loin de nous donner la paix, la conférence de Xalapa nous a donné la guerre formelle et active.

Pour renverser cette objection, il suffit de prouver qu'á Xalapa comme avant, il était possible d'en finir avec le Mexique; j'irai plus loin, je prouverai qu'on ne l'a pas voulu.

Et d'abord, pour quiconque sait les deux exigences de l'*ultimatum* du 21 mars, il est évident que la paix devait prendre place á la suite des concessions réciproques de Xalapa. Pourquoi le contraire est-il arrivé? parce que l'exigence, satisfaite par rapport á l'*ultimatum*, s'est reproduite sur trois demandes étrangères á l'*ultimatum*. On voulait un million pour solder les frais d'un blocus dont on venait á l'instant même de reconnaitre l'injustice en renongant á la prétention qu'il devait faire triompher! On voulait une stipulation qui eût eu pour effet de placer le commerce mexicain dans une condition que l'on repoussait pour le nôtre! on voulait une certaine forme de rédaction que le Mexique ne pouvait admettre sans flétrir la main qu'il tendait á la France!

Tout cela, je le répète, était étranger á l'*ultimatum*, et, si l'on s'était renfermé dans ses demandes, modifiées par notre concession, la paix eût été signée á Xalapa.

Il résulte de cet état de choses que la guerre sortie de la conférence, n'était pas la suite du blocus; c'était une guerre nouvelle, qui avait sa cause ailleurs que dans l'*ultimatum*.

Ainsi, on á brisé la paix sans nécessité; on a repoussé la paix sans nécessité; on a défendu, par un blocus de six mois, une pretention abandonnée depuis, et l'on a greffé la guerre active sur des exigences satisfaites!

Nous, France, trompés par les cris de l'*ultimatum* et par le silence de Xalapa; persuadés que nous marchions á la conquête des trois millions qui nous avaient été offerts et des trois destitutions que nous ne demandions plus, nous nous battions pour imposer le remboursement d'un injuste blocus; nous nous battions pour imposer un traité de commerce qui, dans aucun cas, ne pourrait naitre viable d'un tel conflit; nous nous battions, enfin, pour imposer une humiliation en représaille d'une insulte que personne ne peut indiquer!

Le lendemain de la conférence de Xalapa, la France elle-même devait une satisfaction pour l'enlèvement du pilote de l'*Express*. Je n'ai pas ouï dire que l'Angleterre essayât de tirer de ce malentendu un avantage sans rapport avec l'événement; mais il est certain qu'elle n'essaiera pas de nous imposer une humiliation. (1) Pourquoi cette différence? Si c'est á raison de la faiblesse de notre adversaire, ce n'est pas lui qui doit avoir la rougeur au front! Quand la France a des ennemis, elle les veut dignes d'elle, et, bien loin de flétrir ceux qui tombent noblement, elle se découvre en leur présence.

Un seul fait apparaît radieux sur cette mosaïque de fautes; c'est la prise du fort d'Ulloa. Mais ce fait d'armes, que les vaincus eux-mêmes peuvent admirer sans honte puisqu'il n'a laissé sans gloire aucune des parties contendantes, ce fait d'armes, en quoi et comment devait-il servir de base aux relations commerciales qu'il s'agissait et qu'il s'agit encore de réglementer? Au point de vue de la conquête du Mexique, la prise d'Ulloa serait le magnifique début d'une absurdité; dans la réalité des choses, c'était un contre-sens. Le jour où nos idées sur le Mexique ont reçu l'appui de la force, on a éloigné le but que se proposait la France; on a déplacé la question, non dans l'intérêt du commerce, mais á son préjudice, et au profit d'une diplomatie en défaut, qui prétendait monter au Capitole sur les épaules de nos soldats.

Le trophée purement militaire de Saint-Jean-d'Ulloa a-t-il arrêté le cours des erreurs diplomatiques? nullement; á cent erreurs qui se donnent pour la vérité, il faut cent fautes pour appui.

Sans les premiers torts de sa diplomatie, la France n'aurait pas subi une guerre dans laquelle chacun de ses coups la blessait moralement!

Sans cette guerre illogique, nous n'aurions pas á déplorer les tentatives faites au Mexique, aussi bien qu'á Buénos-Ayres, dans le but de susciter des révolutions qui pouvaient nous venir en aide; procédé assez peu grandiose, qui nous a valu la juste récrimination des pouvoirs ébranlés, et du quel est résultée cette autre inconséquence, qu'au Mexique nous recommandions le système fédéral alors qu'á Buenos-Ayres nous provoquions sa chute!

Sans cette guerre illogique, nous aurions de moins l'hyperbole qui a transformé en *violation de capitulacion* le rejet de la convention du 28 novembre, convention qui devait avoir pour effet d'enlacer la Véra-Cruz dans la soumission d'Ulloa; convention sujette á ratification et par sa nature et par une disposition de son texte; convention qui, dans aucun cas, ne pouvait recevoir le nom de *capitulation*, puisque, bien loin d'avoir capitulé, la ville de Véra-Cruz, á l'époque dont il s'agit, n'avait pas même été attaquée!

Sans cette guerre illogique, nous aurions de moins l'échauffourée du 5 décembre, dans laquelle un Français de Vera-Cruz a cru pouvoir livrer ses concitoyens á ses compatriotes; échauffourée si étrangement rapportée par les feuilles ministérielles, que l'une d'elles (17 mars courant), forcée d'admettre l'intervention d'un traître, applique cette qualification au général Santa-Anna, surpris et blessé dans son domicile!

Sans cette guerre illogique, la France n'aurait pas subi l'arbitrage d'un résident étranger, après avoir refusé la médiation du gouvernement de ce même diplomate, après avoir notifié ce refus au Mexique (le 24 novembre), et au risque de faire remarquer que cette subite modération se révélait non seulement á l'heure où, pour la seconde fois, l'insuffisance de notre armement devenait manifeste, mais á l'instant mathématique où la flotte anglaise se plagait devant nous!

Je le demande, la France doit-elle applaudir á tout cela?

A-t-elle aussi reçu quelque lustre de ces dédains officiels qui s'adressaient á une noble résistance comme ils pourraient s'adresser á la plus honteuse pusillanimité? Notre dignité collective gagne-t-elle á ces aménités de tavernes qui, des journaux et revues á gages s'écoulent vers le Mexique en retour des mensonges que nous expédie la Nouvelle-Orléans? Comment l'intelligence des écrivains ministériels ne va-t-elle pas jusqu'á comprendre l'intérêt louisianais qui se dresse contre le Mexique? Qui ne sait que la Louisiane vit de l'exploitation des noirs, et que, menacée dans cet odieux trafic, au nord, par la liberté des principaux états de l'Union, au midi, par la liberté mexicaine, la Louisiane, en suscitant des embarras au Mexique, combat pour l'esclavage! Supprimez le dévouement commercial qui égare la presse ministérielle, et vous verrez qu'on

(1) Un groom français a pensé le contraire.

nisterio no ha dicho lo que se hizo en vísperas de la lucha; y su prensa, que sabia ó ignoraba la verdad, nos ha dado menos aun que su silencio.

Todo el mundo ha podido leer, en los periodicos asalariados, que él ataque de Ulloa se habia verificado por haberse negado los *mejicanos á todo acomodamiento;* este aserto encubre un hecho diplomatico que prueba precisamente lo contrario.

Es cierto que, el 19 de Noviembre, antes de venirse á las manos, se entablaron conferencias en la pequeña villa de Jalapa, á veinte leguas de la costa, entre el Almirante Baudin, obrando en su calidad de plenipotenciario, y el Sr. Ministro Cuevas, delegado por el Gobierno mejicano. Este hecho irrevocablemente adquirido á la historia, está comprobado por *veinte cuatro* notas, declaraciones, proyectos, centra-proyectos, &c. que tengo á la vista.

Mas, antes de descubrir los secretos de Jalapa, yo haré observar que sin necesidad alguna, se han arrojado sobre el terreno de la conciliacion dos desmañas propias para entorpecer su marcha. Al abordar este terreno, ya tormentado por la amargura de nuestras alegatas y el orgullo bien ó mal entendido de los mejicanos, convenia dejar á un lado la ultima razon de los reyes. En lugar de proceder con esta prudencia, que no carecia de dignidad, ¿qué se hizo?

Primeramente, se cometió á la misma persona el encargo de negociar y de combatir. Cualquiera que sea la habilidad diplomatica del Sr. Almirante Baudin, su segunda mision podia dañar á la primera; ningun talento sabria dar el perfume de la paz al ramo de olivo que se presenta á la punta de la espada.

En segundo lugar, no se suspendió el bloqueo. Y porqué? ¿Donde estaba la ventaja de obligar á los mejicanos á negociar bajo el cañon?—¿Por donde entró esta irritante combinacion en nuestras preocupaciones pacificas? No solamente no habia ningun inconveniente en suspender un bloqueo inútil, sino que se podia, al prescribir esta medida, dar un digno preliminar al hecho de armas que nos preparaba la fortuna. No todos los laureles crecen en la sangre: la interrupcion de las hostilidades, que, antes de la llegada de la division Baudin, hubiera sido un acto de impotencia, hubiera sido magnánimo despues de su arribo: la Francia, mostrando las ventajas de la paz en el momento en que la guerra le ofrecia las suyas, no hubiera sido menos grande que en San Juan de Ulloa.

Por lo demas, el plenipotenciario mejicano tuvo el buen juicio de desentenderse de nuestro aparato belicoso. En Jalapa, Mejico cedió apesar de las amenazas; en Jalapa, Mejico dió acogida á una de nuestras demandas, porque retiramos la otra; en Jalapa, *Mejico consintió en el pago íntegro de los seis cientos mil pesos*, y nosotros renunciamos á la destitucion del Juez y de los oficiales militares.

Es probable que esta última concesion tenga algo que ver con el sigilo guardado sobre la conferencia de Jalapa. Ella revela, en efecto, una falta grave; mas la falta no está en el abandono de una demanda que se dirigia contra la ley fundamental de Mejico: está en la irracionalidad de la demanda y en la demora en retirarla. ¿Sábese bajo qué influencia se verificó en un todo el bloqueo Bazoche? Se verificó bajo el imperio de la primera determinacion. Sin ella, sin esta demanda que heria la constitucion de Mejico, no hubieramos tenido ni bloqueo ni guerra; porque Mejico, que se ha mostrado inflexible mientras se amenazaba á sus instituciones, hubiera concedido mas pronto lo que concedió en Jalapa.

Se permitirá tambien que la Francia no coloque en la misma linea el acto de equidad que se podia hacer á la primera reclamacion de Méjico, y este mismo acto viniendo en seguida de nuestro impotente bloqueo.

Si nuestra concesion de Jalapa hubiese puesto fin á la lucha, quedaria demostrado que se habia roto la paz sin necesidad, pues resulta de la concesion opuesta á la nuestra que la nuestra, hecha á tiempo, hubiera prevenido la resistencia. Mas lejos de darnos la paz, la conferencia de Jalapa nos dió la guerra formal y activa.

Para desbaratar esta objecion, basta probar que en Jalapa como antes, era posible concluir las dificultades con Mejico; me avanzaré mas, probaré que no se ha querido.

Y en primer lugar, cualesquiera que sean las dos exigencias del *ultimatum* del 21 de Marzo, es evidente que la paz debia tener lugar á consecuencia de las concesiones recíprocas de Jalapa. ¿Porqué sucedió lo contrario? porque la exigencia, satisfecha en cuanto al *ultimatum*, fué reproducida en tres demandas extrañas al *ultimatum*. Se queria un millon para costear los gastos de un bloqueo cuya injusticia se acababa en el mismo instante de reconocer, renunciando á la pretension que debia hacerla triunfar! Se queria una estipulacion que hubiera tenido por efecto colocar el comercio mejicano en una condicion que se rechazaba por el nuestro! Se queria una cierta forma de redaccion que Méjico no podia admitir sin manchar la mano que tendia á la Francia!

Todo esto, lo repito, era extraño al *ultimatum*, y, si se hubiese estado ceñido á sus demandas, modificadas por nuestra concesion, la paz hubiera sido firmada en Jalapa.

Resulta de este estado de cosas que la guerra proveniente de la conferencia, no era la consecuencia del bloqueo; era una guerra nueva, que tenia su causa en otra parte que en el *ultimatum*.

Asi es, que se rompió la paz sin necesidad; se rechazó la paz sin necesidad; se defendió por un bloqueo de seis meses una pretension abandonada despues, y se ingirió la guerra activa en exigencias satisfechas!

Nosotros, la Francia, engañados por las gritas del *ultimatum* y por el silencio de Jalapa; persuadidos que marchabamos á la conquista de los tres millones que nos habian sido ofrecidos y de las tres destituciones que ya no pediamos, nos batiamos por imponer el reembolso de un bloqueo injusto; nos batiamos por imponer un tratado de comercio que, en ningun caso, podria salir duradero de tal conflicto; nos batiamos, en fin, por imponer una humillacion en represalia de un insulto que nadie puede indicar!

Al dia siguiente de la conferencia de Jalapa, la Francia misma debia una satisfaccion por el arrebatamiento del practico del *Express*. Yo no he oido decir que la Inglaterra procurase sacar de este error una ventaja sin relacion con el suceso; mas es cierto que ella no procurará imponernos una humillacion. ¿Por qué esta diferencia? Si es á causa de la debilidad de nuestro adversario, no es el quien debe ruborizarse! Cuando la Francia tiene enemigos ella los quiere dignos de sí, y bien lejos de ajar á los que sucumben noblemente, se descubre en su presencia.

Un solo hecho aparece radioso sobre este mosaico de faltas; es la toma de la fortaleza de Ulloa. Mas este hecho de armas, que los vencidos mismos pueden admirar sin verguenza pues que no ha dejado sin gloria á ninguna de las partes contendentes, este hecho de armas ¿en qué y como debia servir de basa á las relaciones comerciales que se trataba y aun se trata de reglamentar? En el punto de vista de la conquista de Mejico, la toma de Ulloa sería el magnifico preludio de una absurdidad; en la realidad de las cosas, era un desacierto. El dia en que nuestras ideas sobre Mejico recibieron el apoyo de la fuerza, se alejó el objeto que se proponia la Francia; se cambió la cuestion, no en el interes del comercio, sino en su perjuicio, y en provecho de una diplomacia defectuosa, que pretendia subir al capitolio sobre los hombros de nuestros soldados.

El trofeo puramente militar de San Juan de Ulloa ¿ha detenido el curso de los errores diplomáticos? de ningun modo; para cien errores que se hacen pasar por la verdad, son precisas cien faltas para apoyo.

Sin las primeras culpas de su diplomacia, la Francia no hubiera sufrido una guerra en la cual cada uno de sus golpes le hiere mortalmente!

Sin esta guerra ilógica, no tendriamos que deplorar las tentativas hechas en Méjico, asi como en Buenos Aires, con el objeto de suscitar revoluciones que pudiesen venir en nuestro auxilio; proceder bien poco grandioso que nos ha valido la justa recriminacion de las potencias conmovidas, y del cual ha resultado esta otra inconsecuencia, que en Méjico recomendabamos el sistema federal mientras que en Buenos Aires provocabamos su caida!

Sin esta guerra ilógica, tendriamos de menos la hiperbola que ha transformado en *violacion de capitulacion* la repulsa de la convencion del 28 de Noviembre, convencion que debia tener por efecto incluir á Veracruz en la sumision de Ulloa; convencion sugeta á ratificacion asi por su naturaleza como por una disposicion de su texto; convencion que, en ningun caso, podia recibir el nombre de *capitulacion*, pues que, bien lejos de haber capitulado, la ciudad de Veracuz, en la epoca de que se trata, ni aun habia sido atacada!

Sin esta guerra ilógica, tendriamos de menos la refriega del 5 de Diciembre, en la cual un Frances de Veracruz creyó poder entregar sus conciudadanos á sus compatriotas; refriega tan singularmente referida por los papeles ministeriales, que uno de ellos (del 17 del corriente Marzo), forzado á admitir la intervencion de un traidor, aplica esta calificacion al General Santa Ana, sorprendido y herido en su domicilio.

Sin esta guerra ilógica la Francia no hubiera sufrido el arbitrage de un ministro extranjero, despues de haber rehusado la mediacion del Gobierno de este mismo diplomático, despues de haber notificado esta repulsa á Mejico (el 24 de Noviembre), y con riesgo de hacer notar que esta súbita moderacion no solo se revelaba en el momento en que, por segunda vez, la insuficiencia de nuestro armamento se hacia manifiesta, sino en el instante matemático en que la escuadra inglesa se colocaba delante de nosotros!

Yo pregunto ¿la Francia debe aplaudir todo eso?

¿Ha recibido ella tambien algun lustro de los desdenes oficiales que se dirigian á una noble resistencia como se podrian dirigir á la mas vergonzosa pusilanimidad? Nuestra dignidad colectiva ¿ganaba por esas gracias de taberna que los diarios y revistas asalariadas prodigaban hácia Méjico en cambio de las mentiras que nos espetaba Nueva Orleans? ¿Cómo no llegó la inteligencia de los escritores ministeriales á comprender el interes luisianense que se empeña contra Mejico? ¿Quien no sabe que la Luisiana vive del comercio de negros, y que amenazada en este odioso tráfico, al Norte por la libertad de los principales estados de la Union, al mediodia por la libertad mejicana, la Luisiana, suscitando embarazos á Mejico, combate por la esclavitud? Suprimase el egoismo comercial que estravia á la prensa ministerial, y se verá que se cesará de darnos las

cessera de nous donner les calomnies commerciales de la Nouvelle-Orléans pour les vérités telles quelles de Mexico.

En temps normal, la presse indépendante ne se fût point laissé prendre á de telles amorces; mais elle avait sur le cœur les créances américaines, Haïti, la Pologne, Ancône, et, par prévision, la Belgique. Fatiguée de sa campagne en faveur de la Suisse, n'osant combattre coup sur coup deux pensées belliqueuses, elle s'est mise. elle, la presse indépendante, á marquer le pas derrière l'autre qui, docile á sa tâche, marquait le pas derrière l'*ultimatum*.

Ce concours de deux forces opposées par nature n'est pas le fait le moins habile du dernier ministère; mais une telle habileté á des limites qu'elle ne peut franchir sans changer de nom. La presse toute entière á été trompée; si le ministère l'a trompée par sa propre erreur il l'a trompée bien autrement par son mutisme. Ce mutisme était-il entièrement couvert par la raison d'Etat? Les lèvres officielles n'ont-elles retenu aucune vérité qui se pût divulguer? Le président du conseil était ministre des affaires étrangéres: á ce double titre, il nous devait autre chose que les lauriers d'Ulloa; il nous devait les faits qui lui sont propres, et auxquels la diplomatie n'avait plus á mettre la main. Il devait nous dire comment la nécessité de modifier l'*ultimatum* ne lui est apparue qu'á Xalapa; il devait nous dire comment, á Xalapa, il a découvert l'utilité d'entraver de nouveau la réconciliation. Enfin, on devait nous mettre sur la voie du dernier mot, ne fût-ce que pour nous empêcher de l'accueillir avec stupéfaction. L'opinion publique est double comme la presse: que l'opinion sans ressort s'accroupisse où bon lui semble, les ministres, j'imagine, prendront le mal en patience; mais que, par leur faute, l'opinion nerveuse et active tourne le dos á la verité: que, par leur faute, elle arrive dans les tenèbres; que, par leur faute, elle se trouve acculée dans une impasse, croyez qu'au jour il surviendra quelque chose dont les guides n'auront pas á se louer. On l'a éprouvé en Suisse. Lá aussi, on s'élançait á la suite d'une erreur: lá aussi, on depassait le droit de la France: lá aussi, on obéissait á l'appel d'un *ultimatum* aveugle et passionné: lá aussi, on recevait les encouragemens d'une sorte de negriers qui ne l'emportent pas sur ceux de la Louisiane: lá aussi, on faisait de la force sans necessité: la aussi, on s'adressait á la faiblesse relative: lá aussi, on tenait en mains le noble drapeau de la France!...mais la france sait qu'en dehors du peril il n'y a pas de gloire pour les armes; elle sait qu'en dehors de la justice, la gloire ne remonte pas plus haut que les soldats: la France n'est pas á deux mille lieues de la Suisse; l'opinion nerveuse et active, celle-lá qui ne s'accroupit ni dans l'injustice ni dans la honte, a vu que le ministère faisait fausse route, elle s'est tournée contre lui.

Voyez où l'on a conduit la presse, la presse bicéphale qui, pour le Mexique, n'a qu'un œil: demandez-lui ce qu'elle pense de notre démélé avec ce pays.

On vous dira que *le Mexique a insulté la France*, parce qu'en l'absence d'un traité de commerce nos colporteurs ont dû passer sous le niveau commun: on vous dira *que la force est le droit commun du Mexique*, parce qu'on entendait spéculer sur les besoins d'une organisation naissante, sans tenir compte de sa faiblesse transitoire: on vous dira que *notre cause est celle de tous les peuples civilisés et commerçans*, ce qui ressort sans doute de notre correspondance avec l'Angleterre et les Etats-Unis: on vous dira que les *habitans du Mexique sont voleurs et assassins*, ce qui se prouve apparemment par la détermination de ne plus admettre nos marchandises, et par l'amertume des regrets que font entendre les marchand que l'on renvoie chez eux: on vous dira que *les Mexicains sont pirates*, probablement parce qu'ils ne possèdent pas dix bâtimens armés; on vous dira que *les Mexicains sont des barbares*, sauf á proclamer leur humanité dans le Moniteur (28 février 1839.) quand on aura reconnu la difficulté de les réduire par l'insulte: on vous dira que *les Mexicains sont des sauvages*, parce qu'ils ont expulsé les Français de leur territoire. Et l'on ne remarque pas que cet *acte sauvage* serait un acte d'humanité si, comme l'ont écrit les journaux á gages, nos compatriotes se trouvaient au Mexique sous le poignard des assassins! Et l'on ne remarque pas que le droit d'éloigner un étranger incommode, et qu'aujourd hui les écrivains ministériels ne reconnaissent qu'á l'habitant des forêts, la dernière administration l'a exercé en France et elle á tenté de l'exercer au-delá de nos frontières! Et l'on ne remarque pas qu'en présence des accusations outrageantes qu'on a fait circuler dans les deux mondes, en presence des canons qui étaient lá pour appuyer ces accusations, le Mexique, cessant toutes relations avec nous, renvoyait aux accusateurs la plus digne et la plus formidable des réponses!

Je n'ai garde d'enregistrer ici les développemens que l'on donnait á ces prémices; la vérité n'a rien á demander aux écarts de la presse fourvoyée par l'*ultimatum*. A côté des produits logiques de cet acte irrationel, chacun á pu voir des distractions qui prouvaraient au besoin que la colère transmise n'est pas moins fatale que l'autre. Par exemple, le 27 mai 1838, on faisait descendre les héritiers de Fernand Cortez de Montezuma. Le 24 septembre, le même journal nous apprenait que la Californie était un état *allié* du Mexique. Le 2 octobre, une autre feuille plaçait le golfe de Californie *dans l'intérieur* du Mexique. Le 24 septembre, on exaltait un succès des Texiens qui combattent pour mantenir l'esclavage aboli par la loi mexicaine. Le 4 octobre, un journal non ministériel insinuait que la question mexicaine n'était devenue grave que par le fait du comandant de notre première expédition: le fort d'Ulloa devait ètre emporté sans moyens *ad hoc*, et l'Empire qui a des versans sur deux mers devait tomber avec le fort! Le 4 septembre, on lisait dans un journal: "On ne compose point avec des voleurs "ni avec des assassins, on les châtie;" et le 8 du même mois, on lisait *dans le même juornal:* "Cette crânerie de langage, ces airs décidés, "cette répulsion de toute idée pacifique sont "bien étranges, lorsque l'on sait que nous blo-"quons vainement depuis quelques mois les cô-"tes du Mexique, et que ce blocus ne nous á "encore amenés qu'á reconnaitre que nous "avions dans ces parages des forces insuffisan-"tes." Le *Moniteur parisien*, lui, annonçait officiellement, le 27 octobre, sans crainte d'être démenti avant l'ouverture des chambres, que *le président Bustamente, epuisé par le blocus, demandait á renouer les négociations!* Une première édition de cette *erreur* nous avait été servie quelques mois avant; je n'ai pas la date de celle-ci, je l'aurais au besoin. Mais un fait bien autrement remarquable a été placé, par le destin, en regard de l'*erreur* du 27 octobre.—C'est précisément le 27 octobre qu'á deux mille lieues du *Moniteur parisien*, la France, ennuyée du blocus, *proposait au président Bustamente de renouer les négociations* (voir la première note des préliminaires de la conférence de Xalapa)! Quoi qu'il en soit, l'*erreur* du 27 octobre produisit son effet, et le journal, le même journal qui, le 4 septembre, excommuniait le Mexique en ces termes: "On ne compose "point avec des voleurs ni avec des assassins," écrivait le 30 octobre: "Nous accueillons avec "plaisir l'annonce des ouvertures faites par le "président Bustamente." Le 24 de Mars 1839, une autre feuille grave contenait des observations épileptiques sur le coup de main de la Véra-Cruz. Enfin, tous les journaux ont reproduit, sans commentaires, une lettre évidemment apocryphe qui aurait été adressée, le 20 janvier, par le commandant de notre escadre au commandant du sloop des Etats-Unis, *le Levant*. Dans cette lettre, on fait dire á M. l'amiral Baudin qu'il a donné l'ordre de laisser libre l'entrée du port de Tampico, parce que l'*état* de Tamaulipas n'a pas mis á exécution le décret qui expulse les Français; et qu'il agira de la même maniere á l'égard des autres ports qui imiteraient l'exemple donné par l'*état* de Tamaulipas. Premièrement, la qualification d'*état* donnée á la province de Tamaulipas ne pouvait se présenter á la pensée de M. l'amiral Baudin, qui était accrédité aupres du gouvernement non fédéraliste du Mexique; en second lieu, si l'on admet que le blocus pouvait cesser par le seul fait de l'inexécution du décret susdit, le blocus était un effet sans cause, puisque l'expulsion des Français, bien loin d'avoir précédé les hostilités, a été le résultat de l'attaque d'Ulloa. Dans l'hypothèse des journaux, la France, qui d'abord voulait des indemnités pecuniaires et des destitutions; qui plus tard voulait un traité de commerce et autre chose, se serait bornée á demander la fin des représailles suscitées par son agression! Après un an de guerre, nous devions nous tenir pour satisfaits si l'on remettait les choses dans leur premier état!

Ces pauvretés n'affectent en rien le mérite de la presse indépendante, car elles tiennent á la position qu'on lui a faite, position qui, sur ce point, et á part les bénéfices, n'est autre que celle de la presse ministérielle. La première comprend á merveille qu'elle est enserrée dans le faux; elle s'applique á trouver une issue, et, ne pouvant s'échapper par la voie que lui ferme *la raison d'Etat*, elle se heurte successivement á tous les nonsens. La presse ministérielle, qui n'est pas intéressée á decouvrir la verité, s'est elle-même trouvée trop á l'étroit dans ses renseignemens. C'est ainsi que notre démélé avec le Mexique, qui, selon l'opinion commune, devait être réglé par nos soldats; qui selon quelques journaux, devait être soumis á l'arbitrage d'une puissance neutre, nécessitait, au dire d'une feuille salariée, une croisade européenne. Où donc est-elle *la raison d'Etat* qui exige que la France se repaisse de chimères? Quelle consideration suprême a ti[illegible] voile qui entoure notre différend avec le [illegible]que? Quels secrets restent sous ce voile qui ne se peuvent divulguer sans mettre en péril la chose publique? De quelle chose publique s'agit-il? A-t-on craint d'exciter outre mesure l'indignation de la France, ou bien a-t-on redouté sa modération? Je prends les deux griefs qui, avec la question d'argent expliquée plus haut portent toute la responsabilité de notre aggression. Voici ces deux griefs.

Une famille française a été horriblement et publiquement massacrée dans un village du Mexique; deux autres Français, encore publiquement, ont été mis á mort á Tampico.

Je ne vois pas ce que l'on pourrait ajouter á la gravité de cette double accusation. L'*ultimatum* l'a fait valoir á sa manière; mais, en substance, il ne pouvait la montrer sous un jour plus odieux. C'était assez pour soulever notre indignation; ce n'était pas assez pour éclairer notre jugement. Si l'on voulait la vérité, toute la verité, rien que la vérité, il fallait nous dire les circunstances atténuantes qui ont accompagné l'une et l'autre catastrophe.

La première a son explication dans l'un des plus lamentables exemples que l'ignorance ait

calumnias comerciales de Nueva Orleans por las tales cuales verdades de Mejico.

En un tiempo normal, la prensa independiente no se hubiera dejado llevar de semejantes incentivos; mas ella tenia á pecho los creditos americanos, Haiti, la Polonia, Ancona, y, por prevision, la Belgica. Fatigada de su campaña en favor de la Suiza, no osando combatir uno tras otro dos pensamientos belicosos, ella, la prensa independiente, se puso á marcar el paso detras de la otra que, docil á su tarea, marca el paso detras del *ultimatum*.

Este concurso de dos fuerzas opuestas por naturaleza no es el hecho menos hábil del ultimo ministerio; mas una tal habilidad tiene limites que no se puede traspasar sin cambiar de nombre. La prensa entera ha sido engañada; si el ministerio la ha engañado por su propio error, él la ha engañado bien distantemente por su silencio. ¿Estaba este silencio enteramente disimulado por la razon de Estado? Los labios oficiales ¿no retuvieron ninguna verdad que se pudiese divulgar? El Presidente del Consejo era ministro de negocios extranjeros: con este doble título, él nos debia otra cosa que los laureles de Ulloa; nos debia los hechos que le son propios, y con los cuales la diplomacia no tenia que entrometerse. Nos debia decir como la necesidad de modificar el *ultimatum* no le ocurrió sino en Jalapa; nos debia decir como, en Jalapa, descubrió la utilidad de entorpecer de nuevo la reconciliacion. En fin, nos debia dar el hilo de la última palabra, si no fuera por otra cosa sino para impedir que la recibiesemos con estupefaccion La opinion pública es doble como la prensa: que la opinion sin resorte se encoja donde le parezca bien, los ministros, yo pienso, llevarán el mal con paciencia; mas que, por su falta, la opinion nerviosa y activa vuelva la espalda á la verdad; que, por su falta, se ponga á oscuras; que, por su falta, llegue á atascarse en un atolladero, créase que en ese dia vendrá á suceder alguna cosa de que no tendrán que alabarse los guias. Se ha experimentado en Suiza: allí tambien, se abalanzaba en pos de un error: allí tambien se traspasaba el derecho de la Francia: allí tambien, se obedecia al llamamiento de un *ultimatum* ciego y apasionado: allí tambien, se recibian los estímulos de una clase de negreros que no aventajan á los de la Luisiana: allí tambien, se hacia uso de la fuerza sin necesidad: allí tambien, era la debilidad relativa á quien se dirigia: allí tambien, se tenia en las manos el noble pabellon de la Francia!....... mas la Francia sabe que fuera del peligro no hay gloria para las armas; ella sabe que fuera de la justicia, la gloria no se eleva á mayor altura que los soldados: la Francia no está á dos mil leguas de la Suiza: la opinion nerviosa y activa, aquella que no se encoge en la injusticia ó en el oprobio, vió que el ministerio llevaba una ruta falsa, y se sublevó contra él.

Vease á donde se ha conducido á la prensa, la prensa bicefela que, para Mejico, no tiene mas de un ojo: pregúntesele que piensa de nuestra desavenencia con ese pais.

Se os dirá que *Méjico ha insultado á la Francia*, porque á falta de un tratado de comercio nuestros mercachifles han debido pasar bajo el nivel comun: se os dirá *que la fuerza es el derecho comun de Méjico*, porque se oia especular sobre las necesidades de una organizacion naciente, prescindiendo de su debilidad transitoria: se os dirá que *nuestra causa es la de todos los pueblos civilizados y comerciantes*, lo que consta sin duda por nuestra correspondencia con Inglaterra y los Estados Unidos; se os dirá que *los habitantes de Méjico son ladrones y asesinos*, lo que se prueba aparentemente por la determinacion de no admitir mas nuestras mercaderías, y por la amargura de las quejas de los comerciantes que se ven repulsados; se os dirá que *los Mejicanos son piratas*, probablemente porque no poseen diez buques armados: se os dirá que *los Mejicanos son bárbaros*, excepto que sea para proclamar su humanidad en el Monitor (Febrero 28 de 1839), cuando se haya reconocido la dificultad de reducirlos por el insulto: se os dirá que *los Mejicanos son salvajes*, porque han expulsado á los franceses de su territorio. Y *¿no se echa de ver que este acto salvage seria un acto de humanidad si, como han escrito los diarios asalariados, nuestros compatriotas se hallaban en Méjico bajo el puñal de los asesinos*! Y ¿no se echa de ver que el derecho de alejar á un extranjero incómodo, y que hoy dia los escritores ministeriales no reconocen sino en el habitante del bosque, la última administracion lo ha ejercido en Francia, é intentado ejercerlo mas allá de nuestras fronteras! Y no se echa de ver que en presencia de las acusaciones ultrajantes que se han hecho circular en los dos mundos, en presencia de los cañones que estaban alli para apoyar estas acusaciones, Mejico, cortando toda relacion con nosotros, daba á las acusadores la mas digna y formidable de respuestas!

Yo no he cuidado de registrar aqui los desarrollos que se han dado á estas premisas; la verdad no tiene que formar cargos á los estravíos de la prensa descarriada por el *ultimatum*. Al lado de los productos lógicos de este acto irracional, cada cual ha podido ver distracciones que probarian en caso de necesidad que la cólera transmitida no es menos fatal que la otra. Por ejemplo, el 27 de Mayo de 1838, se hacia descender á los herederos de Hernan Cortes de Motezuma. El 24 de Setiembre el mismo diario nos instruia que la California era un estado *aliado* de Méjico. El 2 de Octubre, otro periódico colocaba el golfo de California *en lo interior* de Méjico. El 24 de Setiembre se ponderaba un suceso de los Tejanos que combaten por mantener la esclavitud abolida por las leyes mejicanas. El 4 de Octubre, un periódico no ministerial insinuaba que la cuestion mejicana no habia llegado á ser grave sino por actos del Comandante de nuestra primera expedicion: la fortaleza de Ulloa debia ser tomada sin medios *ad hoc*, y el Imperio que tiene costas sobre dos mares debia sucumbir con la fortaleza! El 4 de Setiembre se leia en un diario: "No se transige con ladrones ni con asesinos, se les castiga"; y el 8 del mismo mes, se leia en el propio diario: "Esta temeri-"dad de lenguage, estos aires decididos, esta re-"pulsa de toda idea pacifica son bien estrañas "cuando se sabe que bloqueamos en balde des-"de algunos meses las costas de Mejico, y que "este bloqueo no nos ha traido hasta ahora si-"no el conocimiento de que teniamos en esos "parages fuerzas insuficientes." El *Monitor Parisiense* anunciaba oficialmente el 27 de Octubre, sin temor de ser desmentido antes de la apertura de las Cámaras, que *el Presidente Bustamante estrechado por el bloqueo, queria renovar las negociaciones!* Una primera edicion de este *error* nos habia sido servida algunos meses antes; no tengo la fecha, pero la tendria si fuera preciso. Mas un hecho bien distantemente notable, la ha proporcionado la suerte, con respecto al *error* del 27 de Octubre. Es precisamente el 27 de Octubre, que á dos mil leguas del *Monitor Parisiense*, la Francia fastidiada del bloqueo, *proponia al Presidente Bustamante la renovacion de las negociaciones* (véase la primera nota de los preliminares de la conferencia de Jalapa). Sea de ello lo que fuere, el *error* del 27 de Octubre produjo su efecto, y el periódico, el mismo periódico que el 4 de Setiembre excomulgaba á Mejico en estos términos; "No se transige con ladrones ni con asesinos," escribia el 30 de Octubre: "Recibimos con placer el anuncio de las aber-"turas hechas por el Presidente Bustamante." El 24 de Marzo de 1839, otro periódico formal contenia observaciones epilépticas sobre el golpe de mano de Veracruz. En fin, todos los diarios han reproducido, sin comentarios, una carta evidentemente apócrifa que habria sido dirigida el 20 de Enero, por el Comandante de nuestra escuadra al Comandante de la corbeta de los E. U. *Levant*. En esta carta se hace decir al Sr. Almirante Baudin que él habia dado órden de dejar libre la entrada de puerto de Tampico, porque el *estado* de Tamaulipas no habia puesto en ejecucion el decreto que expulsa á los franceses; y que obrará del mismo modo con respecto á los otros puertos que imitaren el ejemplo dado por el *estado* de Tamaulipas. Primeramente, la calificacion de *estado* dada á la provincia de Tamaulipas no podia presentarse á la imaginacion del Sr. Almirante Baudin que estaba acreditado cerca del Gobierno no federalista de Mejico; en segundo lugar, si se admite que el bloqueo podia cesar por el solo hecho de la inejecucion del enunciado decreto, el bloqueo era un efecto sin causa, pues que la expulsion de los franceses, bien lejos de haber precedido á las hostilidades, ha sido el resultado del ataque de Ulloa. En la hipotesis de los periódicos, la Francia, que al principio queria indemnizaciones pecuniarias y destituciones; que mas tarde queria un tratado de comercio y otra cosa, se habria limitado á pedir el cese de las represalias suscitadas por su agresion! Despues de un año de guerra, nos debiamos dar por satisfechos si se volvian las cosas á su primer estado!

Estas miserias no afectan e[illegible] nada el mérito de la p[illegible]independiente, porque ellas ocupan la [illegible] que se les ha señalado, posicion, que s[illegible]te punto, y los beneficios aparte, n[illegible]a que la de la prensa ministerial. La [illegible] comprende perfectamente bien que está [illegible]ita en falcedad; ella se aplica á hallar un[illegible], y no pudiendo escaparse por la via que le cierra la *razon de Estado*, tropieza sucesivamente con toda clase de desatinos. La prensa ministerial, que no está interesada en descubrir la verdad, se halla ella misma provista de harto limitados conocimientos. Es asi [illegible] nuestra desavenencia con Mejico que se[illegible] la opinion comun debia ser arreglada por nuestros soldados; que, segun algunos periódicos, debia ser sometida al arbitrage de una potencia neutral, necesitaba, en el sentir de un diario asalariado, una cruzada europea. ¿Donde está la *razon de Estado* que exige que la Francia se alimente de quimeras?

¿Qué consideracion suprema ha tegido el velo que rodea nuestra diferencia con Mejico? ¿Qué secretos quedan bajo este velo que no se pueden divulgar sin comprometer la cosa pública? ¿De que cosa pública se trata? ¿Se ha temido excitar desmedidamente la indignacion de la Francia, ó bien se ha dudado de su moderacion? Yo me hago cargo de los dos agravios que, con la cuestion pecuniaria explicada mas arriba, llevan toda la responsabilidad de nuestra agresion. He aqui estos dos agravios.

Una familia francesa fué horrible y publicamente asesinada en una aldea de Mejico; otros dos franceses, tambien publicamente, fueron muertos en Tampico.

Yo no veo que se pueda añadir á la gravedad de esta doble acusacion. El *ultimatum* la ha hecho valer á su modo; mas, en substancia, no la podia mostrar bajo un aspecto mas odioso. Esto bastaba para sublevar nuestra indignacion; no bastaba para ilustrar nuestro juicio. Si se queria la verdad, toda la verdad, y nada mas que la verdad, se debia decirnos las circunstancias atenuantes que acompañan una y otra catastrofe.

La primera tiene su explicacion en uno de los mas lamentables ejemplos que la ignoran-

sortis au monde. Cet exemple, c'est Paris qui l'a donné. La famille française, égorgée publiquement dans un village du Mexique, est fournis au monde. Cet exemple, cet's Paris tombée, á l'époque du choléra, sous cette absurde presomption d'empoisonnement qui, en 1832, dans notre foyer de lumières, a fait aussi des victimes. Rome a vu massacrer, sous l'influence du mêms préjugé, un Anglais non moins innocent que nos compatriotes. La France et l'Italie ont-elles été mises au ban de la civilisation? Chacun a déploré le malheur des victimes et l'égarement des bourreaux; mais nul n'a songé a donner pour complice á ces derniers le pays qui les a vus naître.

La seconde accusation, celle qui se rapporte á la catastrophe de Tampico, ne serait pas fondée, alors même qu'on la restreindrait aux auteurs directs du double fait incriminé. Les deux Français fusillés á Tampico avaient été pris les armes á la main faisant de l'insurrection. En août 1838, un citoyen des Etats-Unis nommé *James Monrow* a subi la peine capitale, á Kingston (haut Canada,) parce qu'il avait été pris les armes á la main dans les rangs des Canadiens révoltés. L'Angleterre a-t-elle été bloquée par les Etats-Unis?— L'étranger qui combat un pouvoir national serait-il moins coupable que celui qui combat une domination extérieure? La philanthropie peut déplorer la peine de mort infligée aux prisonniers de Tampico (parmi lesquels se trouvaient des aventuriers de plusieurs nations, bien que seuls nous ayons cru devoir intervenir); mais il faut reconnaître que, dans cette circonstance, le Mexique a très-légitimement usé de son droit. En soutenant le contraire, les ministres renonçaient au droit de punir l'étranger qui trouverait utile á ses idées personelles de porter l'insurrection en France. Mais ils faisaient plus les encouragemens que, dans ce même lien de Tampico, ils donnaient aux insurgés actuels du Mexique, reproduisaient toute la criminalité des voies de fait dont ils poursuivaient la réhabilitation. En donnant matériellement la main aux insurgés, dont le but, honorable ou non, ne nous regarde pas, on eût exposé ceux de nos braves soldats que la fortune des armes pouvait livrer au parti contraire á périr autrement que sur un champ de bataille.

Ainsi, bien loin de couvrir de son indulgence les faits que je viens de citer, *la raison d'état* les a dépouillés des explications qui libèrent l'un par la question intentionnelle et justifient l'autre complétement. Ainsi, on a noirci la question de sûreté individuelle comme on a noirci la question d'argent. Ainsi, on ne voulait pas de notre impartialité; on voulait notre indignation. Pourquoi? pour autoriser la guerre. Et pourquoi la guerre? pour faire de la force. Et pourquoi faire de la force au Mexique? parce qu'autre part on a fait de la faiblesse....J'entends; il fallait une victime expiatoire!

Il est fâcheux qu'on n'ait pas songé á la Russie, voire même au duc de Modène que défendent l'Autriche et le Piémont: la presse ministériélle eût suivi lá comme ailleurs; et la presse indépendante, qu'on n'a menée au Mexique qu'á l'aide des déceptions de *la raison d'Etat*, avait de bonnes raisons pour prendre l'autre route.

Après avoir abusé de sa presse, après avoir égaré la nôtre; après avoir perverti l'opinion publique, le ministère, qui s'était mis en quête d'une démonstration de force au meilleur marché possible, est arrivé devant les Chambres armé de la conquête d'Ulloa. Ici nouveau scandale. Les Chambres ont salué notre victoire, c'est á merveille; mais, de la politique qui á précédé ce fait d'armes, de la politique qui l'a suivi, pas un mot! Cependant on discutait ces *adresses* qui blâment ou approuvent: au silence gardé sur notre politique mexicaine, on eût pu croire, ou que la guerre entreprise depuis la dernière session avait été santionnée, ou que la conquête du fort d'Ulloa était un acte d'administration courante. Comment expliquer cette distraction quasi-législative? eh, mon Dieu! par l'opinion commune exaspérée contre le Mexique. C'est à l'impulsion venue du dehors que le ministère a dû ce vote étourdi par lequel 221 députés, ayant mission de voir, incriminent un gouvernement étranger, sans preuves, sans pièces, en un mot, sur parole! Que fallait-il pour éviter une bévue qui affecte la nation elle-même dans la dignité de ses représentans? il fallait communiquer aux Chambres les documens relatifs á notre différand avec le Mexique. Il le fallait, car on le pouvait; on le pouvait, car la negociation était close. La charte, qui, en matiere de diplomatie, ne livre á la publicité que les actes complets, permettait de déposer, sur le bureau, les antécédens du premier coup de canon. Peut-être se trouvera-t-il une raison d'État non moins puissante que l'autre pour faire remarquer aux Chambres et au pays que le ministère avait en poche les protocoles de Xalapa c'est-á-dire la preuve matérielle de l'inutilité de l'appel aux armes, au moment où, pour obtenir la sanction indirecte de ses erreurs politiques, il faisait fonctionner un succès militaire!

Alors on reconnaîtra qu'il n'est aucun repli de la question mexicaine qui ne cache une faute. Car, je le repète, l'arc de triomphe chargé d'abriter en même temps des faiblesses et des violences est lui-même un contre-sens; bien loin de faciliter l'écoulement de nos produits, il n'a livré passage qu'á l'industrie française expulsée du Mexique.

cia haya suministrado al mundo. Este ejemplo lo ha dado Paris. La familia francesa, degollada publicamente en una aldea de Méjico, cayó en la época del cólera, bajo la absurda presuncion de envenenamiento que, en 1832, en nuestro foco de luces, hizo tambien victimas.— Roma vió asesinar, bajo la influencia de la misma preocupacion, á un ingles no menos inocente que nuestros compatriotas. ¿Fueron la Francia y la Italia, proscritas por la civilizacion? Todos deploraron la desgracia de las victimas y el estravio de los verdugos; mas nadie soñó en dar por cómplices de estos últimos al pais que los vió nacer.

La segunda acusacion, la que se refiere á la catástrofe de Tampico, no seria fundada aun cuando se limitase á los autores directos del doble hecho acriminado. Los dos franceses fusilados en Tampico habian sido tomados con las armas en la mano haciendo insurreccion.— En Agosto de 1838, un ciudadano de los Estados Unidos nombrado *James Monrow* sufrió la pena capital, en Kingston (alto Canadá), por haber sido tomado con las armas en la mano en las filas de los canadienses sublevados. ¿Fué bloqueada la Inglaterra por los Estados Unidos? El extranjero que combate un poder nacional seria menos culpable que él que combate una dominacion extranjera? La filantropia puede deplorar la muerte infligida á los prisioneros de Tampico (entre los cuales se hallaban aventureros de muchas naciones, bien que nosotros solos hemos creido deber intervenir); mas es preciso reconocer que, en esta ocasion, Mejico usó muy legítimamente de su derecho. Al sostener lo contrario los ministros renunciaban al derecho de castigar al extranjero que hallase útil á sus ideas personales traer la insurreccion á Francia. Pero hacian mas: los estímulos que, en este mismo lugar de Tampicos, daban á los actuales insurgentes de Mejico, reproducian toda la criminalidad de las vias de hecho cuya rehabilitacion ellos persiguian. Al dar materialmente la mano á los insurgentes cuyo objeto, honorable ó no, no nos concierne, se hubiera expuesto á aquellos de nuestros bravos soldados que la fortuna de las armas podia entregar al partido contrario á perecer de un modo distinto que en el campo de batalla.

Asi, bien lejos de cubrir con su indulgencia los hechos que acabo de citar, la *razon de estado* los ha despojado de las explicaciones que exoneran el uno en cuanto á la cuestion intencional y justifican el otro completamente. Asi, se ha obscurecido la cuestion de seguridad individual como se ha obscurecido la cuestion pecuniaria. Asi, no se queria nuestra imparcialidad; se queria nuestra indignacion. ¿Porqué? por autorizar la guerra. Y ¿porqué la guerra? por emplear la fuerza. Y ¿porqué emplear la fuerza en Mejico? Porque en otra parte se ha usado de debilidad....Lo entiendo; era precisa una victima expiatoria!

Es lástima que no se haya pensado en Rusia y aun á la verdad en el Duque de Modena que defiende la Austria y el Piemonte: la prensa ministerial hubiera seguido alli como á otra parte; y la prensa independiente que no fué atraida á Mejico sino con el auxilio de las decepciones de *la razon de estado*, tenia buenas razones para tomar el otro camino.

Despues de haber abusado de su prensa; despues de haber extraviado á la nuestra; despues de haber pervertido la opinion pública, el ministerio que se habia puesto á buscar una demonstracion de fuerza en el mejor mercado posible, se presentó ante las Cámaras armado de la conquista de Ulloa. Aqui un nuevo escándalo. Las Cámaras saludaron nuestra victoria, es cierto; mas, de la política que precedió á este hecho de armas, de la política que le siguió, ni una palabra! Entretanto se discutian esos proyectos de contestacion que culpan ó aprueban: por el silencio guardado sobre nuestra política mejicana, se hubiera podido creer, ó que la guerra emprendida despues del último periodo de sesiones habia sido sancionada, ó que la conquista de la fortaleza de Ulloa era un acto de administracion corriente. ¿Como explicar esta distraccion quasi-legislativa? ah, Dios mio! por la opinion comun exasperada contra Mejico. Es al impulso venido de fuera que el ministerio ha debido ese voto aturdido por el cual 224 diputados, que tenian mision de ver, acriminan á un gobierno extranjero, sin pruebas, sin documentos, y en una palabra, sobre dichos! Que debia hacerse para evitar un yerro que afecta á la nacion misma en la dignidad de sus representantes? Se debia comunicar á las Cámaras los documentos relativos á nuestra diferencia con Mejico. Se debia hacer, porque se podia; se podia, porque la negociacion estaba terminada. La carta que, en materia de diplomacia, no entrega á la publicidad sino los actos completos, permitia poner sobre la mesa los antecedentes del primer cañonazo. Talvez se hallará una razon de estado no menos poderosa que la otra para hacer observar á las Cámaras y al pais que el ministerio tenia en la faltriquera los protocolos de Jalapa, es decir, la prueba material de la inutilidad de la apelacion á las armas, en el momento en que, para obtener la sancion indirecta de sus errores políticos, hacia ejecutar una hazaña militar!

Entonces se reconocerá que no hay ningun pliegue de la cuestion mejicana que no oculte una falta. Porque, lo repito, el arco de triunfo encargado de ostentar al propio tiempo debilidades y violencias es un desproposito; bien lejos de facilitar el esparcimiento de nuestros productos, no ha abierto paso sino á la industria francesa expulsada de Mejico.

Au mal que cette politique a fait á la France, il faut ajouter le bien qu'elle fait á l'étranger. Sous ce rapport, le jour commence á poindre: la naïve bonne foi, qui enlaçait dans une même pensée de justice commerciale les trois escadres réunies dans les eaux du Mexique a compris que le renvoi á la Havane de l'excédant de forces anglaisses n'était pas un symptôme de coopération. Les plus crédules verront bientôt que, sur ce point comme sur tant d'autres, *l'Angleterre gagne tout ce que perd la France.*

Et si l'on remarque que le nouveau monde, lui aussi, porte un colosse qui s'étend dans toutes les directions; que ce colosse, comme celui qui s'approche de Constantinople, gravite de préférence vers le midi; qu'il est san débouché sur la mer Pacifique; que le Mexique et Guatimala possèdent les débouchés qui lui manquent: si l'on remarque que, dans les mains d'une nation puissante, l'isthme qui joint deux mondes et separe deux océans, pourrait soit á Nicaragua, soit á Panama, faire place á quelque chose de mieux que le canal des Dardanelles: si l'on tient compte de l'immense progrés accompli dans cette direction: si l'on se rappelle qu'heureuses ou non, toutes les entreprises dirigées contre le territoire mexicain sont sorties des entrailles de l'Union du Nord: si l'on remarque qu'á l'instar de l'ambition russe, l'ambition américaine procède tour á tour par la guerre et par la protection, c'est-á-dire par les deux moyens qui permettent d'avancer: si l'on remarque qu'á l'instar de l'envahisseur russe, dont la sensibilité se meut pour les Turcs comme pour les Grecs ses coreligionaires, le gouvernement des Etats-Unis favorise, au Texas, le triomphe de l'esclavage, á Tampico, le triomphe local de son propre systême politique, c'est-á-dire, dans les doux cas, le morcellement qui peut lui permettre d'arriver: si l'on considére enfin que la réunion du Texas, demandée au congrès, n'a été ajournée que parce que les effets de la convoitise dirigée sur les possessions anglaises commandaient de faire halte sur *le chemin qui conduit á Byzance*, on découvrira derrière la question mexicaine, qui disparaît á cette heure, une *question d'Occident* aujourd'hui nébuleuse, mais qui, placée entre la France, l'Angleterre et la *Russie* d'Amérique, et soumise á leur action, doit tôt ou tard projeter sur le monde les couleurs animées de la *question d'Orient.*

En présence de cette donnée, la guerre, fût-elle sagement conduite, serait encore une faute; il est évident que l'*Union Américaine gagne tout ce que perd le Mexique*, et que la destruction de Saint-Jean-d'Ulloa, qui, au point de vue de la force, fut utile á nos ministres; qui au point de vue commercial, fut utile á l'Angleterre, fut, par rapport á l'ambition americaine, un autre Navarin.

SOLUTION.

Qu'avons-nous retiré de ce conflit où l'Angleterre gagnait ce que nous perdions; où les États-Unis gagnaient ce que perdait le Mexique; où la France, dépouillée par l'Angleterre, perdait avec elle ce que gagnaient les Etats-Unis?

Nous avons retiré les trois millions qu'on nous offrait avant la guerre; plus une capitulation, je me trompe, un traité de paix qui nous a permis de sortir avec armes et bagages de Saint-Jean-d'Ulloa!

Et les trois destitutions demandées par l'*ultimatum*? abandonées dès Xalapa.

Et les frais de blocus demandés á Xalapa? á notre compte.

Et le traité de commerce demandé á Xalapa? renvoyé au libre arbitre.

Et la rédaction injurieuse demandée á Xalapa? abandonnée.

Et les frais de la guerre? nous restent.

Et les morts, les blessés, la fièvre jaune, etc.? compensés.

Et les pertes réciproques? compensées.

Et le fort d'Ulloa avec ses 300 bouches á feu? échangé contra 12 canons francait autrefois pris par les Espagnols.

C'est le dernier mot du thême mexicain de nos hommes d'Etat! C'est ce mot, prononcé par l'Angleterre et qui a été accueilli avec stupéfaction, non seulement par ceux qui dormaient du sommeil des justes sur la jactance ministérielle, non seulement par ceux qui faisaient reposer leur espoir sur la cooperation des trois escadres, mais par ceux, qui ayant suivi de l'oeil le ministère en travail, connaissaient son embarras. Les uns et les autres se sont trompés: les uns, sur les choses; les autres sur les hommes. Pour mon compte, je demande pardon a Dieu des efforts que j'ai faits en vue de ramoner la négociation dans les voies pacifiques. Sans doute, le ministére avait tort de vouloir traiter par les armes une question qui se pouvait résoudre par la parole, et quatre questions qu'il a dù abandonner: je l'ai dit en temps utile, et quand je l'ai dit en lieu utile, j'ai pris soin d'ajouter: Souvenez-vous que votre épée est la nôtre: vous l'avez tirée sans raison; ne la déposez pas sans honneur! Mais j'oubliais que le naturel chassé revient au galop: je ne pensais pas que la politique partant pour *faire ses preuves* serait frappée de vertige si elle recontrait des preuves toutes faites (1)!

Deux occasions se sont offertes dans lesque-

(1) On a dit que nous devions rétablir le fort, cela n'est pas; mais les frais de ce travail tombent indirectement á notre charge, puisque *les pertes* réciproques doivent être compensées. L'Agletérre, appelée á tenir la balance, n'oubliera pas d'opposer les dommages du fort aux dommages de nos bâtimens; ce dont elle n'aura souci, c'est le dommage politique que nous vaut cette compensation.

Al mal que esta política ha hecho á la Francia, es preciso añadir el bien que ella hace al extranjero. Bajo este respecto, la luz empieza á asomar: la sencilla buena fé que enlazaba en una misma idea de justicia comercial á las tres escuadras reunidas en las aguas de Mejico ha comprendido que el envio á la Havana del exceso de fuerzas inglesas no era un sintoma de cooperacion. Los mas credulos verán bien pronto que, sobre este punto, como sobre tantos otros, *la Inglaterra gana todo lo que pierde la Francia.*

Y si se observa que el nuevo mundo, tambien tiene un coloso que se extiende en todas direcciones; que este coloso, como el que se aproxima á Constantinopla, gravita con preferencia hácia el mediodia; que está sin salida sobre el mar Pacifico; que Mejico y Guatemala poseen las salidas que le faltan; si se observa que, en manos de una nacion poderosa, el istmo que une dos mundos y separa dos oceanos, podria ya en Nicaragua, ya en Panamá, dar lugar á algo mejor que el canal de los Dardanelos: si se considera el inmenso progreso hecho en esta direccion: si se recuerda que felices ó no, todas las empresas dirigidas contra el territorio mejicano han salido del centro de la Union del Norte: si se observa que al ejemplo de la ambicion rusa, la ambicion americana procede alternadamente por la guerra y por la proteccion, es decir, por los dos medios que permiten avanzar: si se observa que al ejemplo del invasor ruso, cuya sensibilidad se conmueve por los turcos como por los griegos, sus co-religionarios, el gobierno de los Estados Unidos favorece, en Tejas el triunfo de la esclavitud, en Tampico el triunfo local de su propio sistema político, es decir, en los dos casos, la fraccion que le puede permitir arribar: si se considera en fin que la reunion de Tejas pedida al Congreso, no ha sido diferida sino porque los efectos de la codicia dirigida sobre las posesiones inglesas, mandaban hacer alto sobre el *camino que conduce á Byzancio*, se descubrirá detras la cuestion mejicana, que desaparece ahora, una *cuestion de Occidente* hoy nebulosa, mas que colocada entre la Francia, la Inglaterra y la *Rusia* de America, y sometida á su accion, debe tarde ó temprano arrojar sobre el mundo los colores animados de la *cuestion de Oriente.*

En presencia de este dato, la guerra aunque fuese sabiamente conducida, seria siempre una falta; es evidente que la *Union Americana gana todo lo que pierde Méjico*, y que la destruccion de San Juan de Ulloa, que, en el punto de vista de la fuerza, fué útil á nuestros ministros; que en el punto de vista comercial, fué útil á la Inglaterra, fué, con relacion á la ambicion americana, otro Navarino.

SOLUCION

¿Que hemos sacado de este conflicto en que la Inglaterra ganaba lo que nosotros perdiamos; en que los Estados Unidos ganaban lo que perdia Méjico; en que la Francia, depojada por la Inglaterra, perdia con ella lo que ganaban los Estados Unidos?

Hemos sacado los tres millones que se nos ofrecian antes de la guerra; mas una capitulacion, yo me engaño, un tratado de paz que nos ha permitido salir con las armas y bagajes de San Juan de Ulloa!

Y ¿las tres destituciones exigidas por el *últimatum?* abandonadas desde Jalapa.

Y ¿los gastos del bloqueo exigidos en Jalapa? cargamos con ellos.

Y ¿el tratado de comercio exigido en Jalapa? dejado al libre albedrio.

Y ¿la redaccion injuriosa exigida en Jalapa? abandonada.

Y ¿los gastos de la guerra? nos quedan.

Y ¿los muertos, los heridos, la fiebre amarilla, &c.? compensadas.

Y ¿las pérdidas reciprocas? compensadas.

Y ¿la fortaleza de Ulloa con sus 300 bocas de fuego? cambiada por 12 cañones franceses tomados en otro tiempo por los Españoles.

Esta es la última palabra del tema mejicano de nuestros hombres de estado! Es esta palabra, pronunciada por la Inglaterra y que ha sido recibida con estupefaccion, no solamente por los que dormian el sueño de los justos sobre la jactancia ministerial, no solamente por los que hacian reposar su esperanza sobre la cooperacion de las tres escuadras, sino por los que habiendo seguido con los ojos al ministerio apurado, conocian su embarazo. Unos y otros se han engañado: los unos sobre las cosas; los otros sobre los hombres. Por mi parte, yo pido perdon á Dios por los esfuerzos que he hecho con la mira de traer la negociacion á las vias pacificas. Sin duda, el ministerio tenia culpa en querer tratar por las armas una cuestion que se podia resolver por las palabras, y cuatro cuestiones mas que él ha debido abandonar: lo he dicho en tiempo útil, y, cuando lo he dicho en lugar útil, he cuidado de añadir: Acordaos que vuestra espada es la nuestra: la habeis sacado sin razon: no la embaineis sin honor! Mas, me olvidaba que lo natural violentado obra una pronta reaccion: no pensaba que la politica que salia á *hacer pruebas* seria acometida de vertigo si se encontrase con esas pruebas ya hechas. (1)

Dos ocasiones se han ofrecido en las que se

(1) Se ha dicho que nosotros debiamos restablecer la fortaleza, no es asi; mas los gastos de este trabajo recaen indirect[illegible] porque las *pérdidas* reciprocas deben ser compensadas. La Inglaterra llamada á tener la balanza, no se olvidará de oponer los estragos del Castillo á los estragos de nuestros buques: esto, de que á ella no se le dará cuidado, es el daño politico que nos vale esta compensacion.

les on pouvait, sans brûler une amorce, obtenir du Mexique le seul avantage que nous ait valu la guerre, c'est-á-dire le renoncement á la pensée, d'ailleurs très-rationnelle, de concourir avec la France á l'appréciation des pertes qu'il s'agit d'indemniser, c'est-á-dire la somme ronde de trois millions au lieu de celle que le Mexique voulait déterminer contradictoirement. On l'a pu, á Paris, avant le départ de la division Beaudin, et sans autres frais que le voyage d'un bâtiment de l'Etat; on l'a pu, á Xalapa, avant l'attaque d'Ulloa et sans autre bruit que la parole. Mais on tenait á tirer le canon, sauf á nous faire payer la poudre!

Quelque temps après la prise d'Ulloa, un illustre député adressait au ministère cette foudroyante apostrophe: *Vous êtes également en peine d'avancer et de revenir!* Le ministère avait en effet, devant lui, une entreprise á contre-sens, derière lui, les fourches caudines de l'Angleterre. Mais la politique d'Ancône ne se met pas en peine de si peu: elle a laissé là l'entreprise á contre-sens, et, en courbant légèrement la tête, elle est arrivée á point nomme pour la session de 1839.

Malheureusement les sessions se suivent et ne se ressemblent pas. Si, en 1838, on a exploité la victoire d'Ulloa, arrivée, elle, a point nommé pour l'adresse, il est douteux qu'en 1839 on trouve á placer avec bénéfice la paix que l'on rapporte. Si la dernière session n'a pas remarqué l'iniquité du départ, la session actuelle verra de prime-abord l'ignominie du retour!

L'ignominie du retour ne réside pas dans ce fait que nous n'avons obtenu après la guerre que ce que l'on nous offrait avant; car, en droit strict, le Mexique ne nous devait rien: plus fort, il eût dû reppousser jusqu'au bout l'arbitraire de notre chiffre de trois millions; notre égal en force, il eût dû refuser d'indemniser nos pertes individuelles.

L'ignominie du retour réside dans cette circonstance que les frais de la guerre restent a notre charge. Ils restent á notre charge, parce que nous n'avons pas l'ombre d'un prétexte pour les imposer au Mexique; nous n'avons pas l'ombre d'un prétexte pour les imposer au Mexique, puisque nous reconnaissons que l'offre á nous faite avant la guerre était satisfaisante. Si le ministère, quand on lui a dit: *Voulez-vous trois millions?* a trouvé utile á ses vues personnelles de placer une guerre entre la demande et la réponse, cela le regarde: le Mexique, qui a subi la guerre, n'est pour rien dans la cause. En n'exigeant pas du Mexique le remboursement d'une dépense qui devrait être supportée par les ministres, nous faisons un acte de justice privée, puisque le contraire serait une injustice; mais la justice privée, n'est pas celle des nations: la morale nous applaudit, la politique nous siffle: nous sommes sages devant Dieu; devant les pueples nous sommes vaincus!

L'ignominie du retour consiste encore dans cette circonstance que les ministres ont trouvé satisfaisant, dans les mains de l'Angleterre, ce qui, offert par le Mexique, ne les satisfaisait pas!

L'ignominie du retour réside surtout dans cette circonstance que les ministres ont accepté, en présence des forces anglaises, ce qu'ils refusaient de l'Angleterre elle-même, avant l'arrivée de sa flotte sur le lieux!

Il n'échappera pas non plus aux chambres qu'on a pris soin, par une mesure insolite, de rendre ce résultat irrévocable. Tout traité de paix est sujet á ratification par les deux puissances contractantes. Celui du 9 mars 1839 n'est pas sujet á ratification de la part de la France, en ce sens qu'il ne sera ratifie á Paris qu'en temps inutile, c'est-á-dire après l'execution des clauses qu'il met á notre charge, c'est-á-dire après l'abandon du fort d'Ulloa et l'éloignement de notre escadre. Cette circonstance place le traité du 9 mars, du moins par rapport á la France, dans les conditions d'une capitulation qui se ratifie par le fait du vaincu.

A l'abri de cette criminelle précaution, le traité du 9 mars entre de plein jet dans les archives et dans le trésor de l'Etat. L'Etat n'y peut rien; les ministres ont capitulé pour lui!

Cependant il importe aux chambres et au pays de répadier toute apparence de complicié avec les ministres. S'il était possible de déchirer le traité du 9 mars, si même on pouvait biffer la disposition qui, par rapport á la France, le rend exécutoire par provision, la clémence nationale pourrait relever les coupables; mais, je le répète, tout est consommé sans retour. Dès lors, le pays ne peut retrouver ce qu'il perd en dignité que dans le châtiment des ministres. Les Chambres décideront.

Au reste, l'heure approche où la politique motrice de toutes ces turpitudes doit forcément comparaitre devant le buget. Devant le budget, il n'est donné á personne d'étouffer la voix du sens commun en faisant appel á un succès militaire qui tombe á la charge des vainqueurs! Le budget dont il s'agit enregistra plus d'une victoire; il n'est pas dans l'habitude de les porter en dépense. Que la politique qui en 1838, se blottit derrière le triomphe d'Ulloa, essaie ou non de se couronner de lauriers, les Chambres verront la main qui demande: elles comprendront que cette main ne peut être celle qui a pris Ulloa, que c'est celle qui l'a rendu sans compensation! Alors, les Posthumius de 1839 répondront pour eux et pour les Scipions de 1838; la Chambre, qui acuse les ministres pourra leur dire:

podia, sin quemar un estopin obtener de Méjico la única ventaja que nos habia valido la guerra, es decir, el abandono de la idea, por otra parte muy racional, de concurrir con la Francia á la apreciacion de las pérdidas que se trataba de indemnizar, es decir, la suma redonda de tres millones en lugar de aquella que Méjico queria determinar contradictoriamente. Se ha podido, en Paris, antes de la partida de la division Baudin, y sin otros gastos que el vingo de un buque del Estado; se ha podido, en Julapa, antes del ataque de Ulloa y sin mas ruido que la palabra. Mas se empeñaban en tirar el cañon, sin perjuicio de hacernos pagar la pólvora.

Algun tiempo despues de la toma de Ulloa, un ilustre diputado dirigia al ministerio esta aterrante apóstrofe: *Os es tan penoso avanzar como retroceder!* El ministerio tenia en efecto, delante de si una empresa desatinada, detras de si las horcas caudinas de la Inglaterra. Mas la politica de Ancona no se affigió por tan poca cosa: dejó ahi la empresa desatinada, y agachando ligeramente la cabeza, llegó al tiempo preciso para la sesion de 1839.

Desgraciadamente las sesiones se siguen y no se asemejan. Si en 1838, se aprovechó de la victoria de Ulloa por haber llegado oportunamente para el proyecto de contestacion, es dudoso que en 1839 se pueda reportar beneficio de la paz que ella trae. Si la ultima sesion no notó la iniquidad de la partida, la sesion actual verá á primera vista la ignominia del regreso!

La ignominia del regreso no reside en el hecho de no haber nosotros obtenido depues de la guerra lo que se nos ofrecia antes; porque, en rigoroso derecho, Méjico no nos debia nada: aun mas, hubiera debido rechazar hasta lo último la arbitrariedad de nuestro guarismo de tres millones; nuestro igual en fuerza, hubiera debida rehusar indemnizar nuestras pérdidas individuales.

La ignominia del regreso consiste en la circunstancia de quedar los gastos de la guerra por nuestra cuenta. Quedan por nuestra cuenta porque no tenemos la sombra de un pretesto para imponerlos á Mejico; no tenemos la sombra de un pretesto para imponerlos á Mejico, porque reconocimos que la oferta que se nos hizo antes de la guerra era satisfactoria.—Si el ministerio, cuando se le dijo: *¿ Quereis tres* millones? halló útil á sus miras personales meter una guerra entre la pregunta y la respuesta él sabrá porque; Mejico que ha sufrido la guerra, no tiene que ver con la causa. Al no exigir de Mejico el reembolso de unos gastos que deberian ser sostenidos por los ministros, hacemos un acto de justicia privada, pues de lo contrario seria una injusticia; mas la justicia privada no es la de las naciones: la moral nos aplaude; la politica nos silba: somos sabios á los ojos de Dios: á los ojos de los pueblos somos vencidos!

La ignominia del regreso consiste todavia mas en la circunstancia de haber los ministros hallado satisfactorio, en las manos de la Inglaterra, lo que, ofrecido por Mejico, no les satisfacia!

La ignominia del regreso reside sobre todo en la circunstancia de haber los ministros aceptado, en presencia de las fuerzas inglesas, lo que rehusaban de la misma Inglaterra, antes de la llegada de su flota á esos parages!

No se escapará tampoco á las Cámaras que se ha tenido cuidado, por una medida insólita, de hacer este resultado irrevocable. Todo tratado de paz está sujeto á ratificacion por las dos potencias contratantes. El del 9 de Marzo de 1839 no está sujeto á ratificacion de parte de la Francia, en este sentido, que no será ratificado en Paris sino en tiempo inutil, es decir, despues de la ejecucion de las clausulas que nos impone, es decir, despues del abandono de la fortaleza de Ulloa y el retiro de nuestra escuadra. Esta circunstancia coloca el tratado del 9 de Marzo, al menos con respecto á la Francia, en la condicion de una capitulacion que se ratifica por el acto del vencido.

A favor de esta criminal precaucion, el tratado del 9 de Marzo entra de golpe en los archivos y en el tesoro del Estado. El Estado nada puede en ello; los ministros han capitulado por él!

Entretanto incumbe á las Cámaras y al pais repudiar toda apariencia de complicidad con los ministros. Si era posible hacer pedazos el tratado del 9 de Marzo, si aun se podia borrar la disposicion que, con respecto á la Francia, lo hace ejecutorio en el interin, la clemencia nacional podria absolver á los culpables; mas lo repito, todo está irremediablemente consumado; desde luego el pais no puede recobrar lo que pierde en dignidad sino en el castigo de los ministros. Las Cámaras decidirán.

Por lo demas, la hora se acerca en que la política motriz de todas estas infamias debe forzosamente comparecer delante del presupuesto. Delante del presupuesto, no es dado á nadie sofocar la voz del sentido comun apelando á un suceso militar que gravita sobre los vencedores! El presupuesto de que se trata registrará mas de una victoria; no es de costumbre que estas resulten en gravamen. Que la politica que en 1838 se encojió, detras del triunfo de Ulloa, procure ó no coronarse de laureles, las Cámaras verán la mano que les pida; ellas comprenderán que esta mano no puede ser la que tomó á Ulloa, que es la que lo devolvió sin compensacion! Entonces, los Posthumius de 1839 responderán por ellos y por los Escipiones de 1838; la Cámara que acusa á los ministros podra decirles:

"Vous avez porté la guerre chez une nation "faible et lointaine, dans l'espoir de faire ou-"blier vos lâchetés politiques par des manifes-"tations de force qui vous semblaint, lá, moins "dangereuses qu'ailleurs.

"Vous avez fomenté la guerre á l'aide de dé-"ceptions irritantes pour les deux pays: en Fran-"ce vous avez calomnié le Mexique pour détour-"ner de sa voie l'indignation qui s'adressait á "des humiliations sans rapport avec le Mexi-"que; au Mexique, vous avez calomnié la Fran-"ce en développant une insurrection sans rap-"port avec la France.

"Un éclatant fait d'armes a traversé votre "politique de ténèbres. Ce fait d'armes ne vous "appartenait pas; vous vous êtes emparé de "son eclat, et vous l'avez appliqué á votre po-"litique.

"La paix! vous l'avez subie! vous l'avez su-"bie aux conditions offertes avant la guerre! "vous l'avez subie lâchement! Après l'avoir "refusée au Mexique livré á lui-même; après "l'avoir refusée á la médiation diplomatique de "l'Anglaterre, vous l'avez acceptée de l'Agleter-"re en armes, et avec une telle hâte que vous "avez permis que le traité devint exécutoire "par le seul fait de la ratification mexicaine!

"Non, ce n'est pas vous qui avez pris Car-"thage la neuve en un seul jour! vous êtes les "ministres d'Ancône et vous arrivez de Cau-"dium! En ce qui vous touche, la France n'a "fait que des pertes au Mexique; elle a payé "de ses deniers votre guerre inutile; elle a "payé de sa gloire votre traité de paix!

"A nos braves marins les lauriers d'Ulloa! "A eux le dévouement d'un long et périlleux "blocus! A eux aussi la reconnaissance natio-"nale!

"A vous, la politique qui précéda notre fait-"d'armes, et qui, après notre fait-d'armes, s'est "rendue á l'Angleterre! Pour vous, la guerre "se résume dans la dépense, et la paix que vous "apportez se résume dans la honte!

"La chambre vous accuse de trahison et de "dilapidation!"

"Habeis llevado la guerra á una nacion dé-"bil y lejana, con la esperanza de hacer olvidar "vuestras vilezas politicas por manifestaciones "de fuerza que os parecian alli menos peligro-"sas que en otra parte.

"Habeis fomentado la guerra con el auxilio "de decepciones irritantes para los dos paises: "en Francia habeis calumniado á Méjico por "apartar de su via la indignacion que se dirigia "á humillaciones sin relacion con Méjico; en "Méjico habeis calumniado á la Francia prote-"giendo una insurreccion sin relacion con la "Francia.

"Un hecho de armas brillante atravesó vues-"tra politica tenebrosa. Este hecho de armas "no os pertenecia; os apoderasteis de su es-"plendor, y lo habeis aplicado á vuestra politica.

"La paz! vosotros la habeis sufrido! la ha-"beis sufrido bajo condiciones ofrecidas antes "de la guerra! la habeis sufrido vilmente!—"Despues de haberla rehusado á Méjico libra-"do á si mismo; despues de haberla rehusado "á la mediacion diplomática de la Inglaterra, "la habeis aceptado de la Inglaterra armada, "y con una precipitacion tal que habeis permi-"tido que el tratado llegue á ser ejecutorio por "el solo hecho de la ratificacion mejicana!

"No, no sois vosotros los que habeis tomado "la Nueva Cartago en un solo dia! sois los Mi-"nistros de Ancona y llegais de Caudium! En "lo que os toca, la Francia no ha experimenta-"do sino pérdidas en Méjico; ella ha pagado "con sus caudales vuestra guerra inútil; ella ha "pagado con su gloria vuestro tratado de paz!

"A nuestros bravos marinos corresponde-"los laureles de Ulloa! A ellos la consagra-"cion de un largo y peligroso bloqueo. A ellos "tambien el reconocimiento nacional!

"A vosotros, la politica que precedió á nuestro "hecho de armas, y que despues de nuestro "hecho de armas, se rindió á la Inglaterra!—"Para vosotros, la guerra se resume en los gas-"tos, y la paz que habeis traido se resume en "el oprobio!

"La Cámara os acusa de traicion y de dila-"pidacion!"

REVISTA

DE

PERIODICOS EXTRANGEROS.

MEJICO Y FRANCIA.

—

VERACRUZ.

El Editor del *Comercial Bulletin* que se publica en Nueva Orleans, ha recibido una carta fecha 18 de Diciembre en Veracruz, del comandante de la fragata de guerra *Erie* de estos Estados Unidos, la que damos aqui traducida integra, y cuyo tenor es el siguiente:

"Muy Sr. mio:—Acompaño á Vd. una relacion del ataque de Veracruz, dado por los franceses en la mañana del 5 de Diciembre. Estos hechos los he recogido de los extranjeros que quedaron en tierra, y de los mismos oficiales franceses: estos sin embargo no conceden á Santa-Ana tanto honor como aquellos.

"El dia 4 por la mañana se anunció que el General Santa Ana habia sido nombrado para reemplazar al General Rincon, y que se iba ha declarar la guerra. Los comandantes *Gardiner, Faragut* y el Cónsul M. Hargous, pasaron inmediatamente á ver al nuevo Comandante General, para cerciorarse bajo que piè serian considerados los ciudadanos americanos. Santa Ana los recibiò con la mayor urbanidad, y contestó á sus preguntas, que se guardaria toda clase de respeto á los americanos, pero que el Gobierno mejicano habia desaprobado la capitulacion de la ciudad firmada por el General Rincon; que este General habia sido llamado á Méjico para formarle consejo de guerra, y que en su lugar habia sido él (Santa Ana) nombrado con orden de notificar al Contra-Almirante frances, que el Gobierno mejicano estaba decidido á sacrificar la República, antes que ceder en un punto de los en cuestion; cuya comunicacion, dijo habérsela enviado ya al Contra-Almirante Baudin. Tambien añadio, que siendo dudoso el resultado, tal vez seria mejor que se fuesen á bordo los americanos, hasta que las cosas se arreglasen mejor.

"Luego que el Contra-Almirante Baudin recibió esta nota, pidió tres horas para embarcar á todos los súbditos franceses, lo que se le concedió; y en aquella tarde se embarcaron ó pasaron al castillo, no solo los franceses, sino todos los extranjeros: los americanos y otros varios fueron á bordo de los buques de guerra de los Estados Unidos, el *Consort* y la *Erie*. A las cuatro de la mañana del dia siguiente (*5 de Diciembre*) las lanchas de la escuadra francesa con una fuerza de 1200 á 1500 hombres, atacaron la ciudad bajo una niebla tan densa, que no fueron percibidos hasta que ya estaban en el muelle y en el fuerte.

"Desembarcaron pues en tres divisiones, dos sobre los fuertes del Sur y Norte, y la del centro en el muelle, mandadas por el Contra-Almirante Baudin en persona. Su llegada fué anunciada por la voladura de la puerta, y en pocos momentos se apoderaron de la ciudad. Las tropas mejicanas de la plaza no pasaban de 400 hombres, y estos tan desparramados, que no presentaron oposicion á los franceses; pero se retiraron á los cuarteles del Sur de la ciudad, donde pronto se les reunió Santa Ana, quien á duras penas escapó de su cama por la azotea de la casa inmediata, mientras la guardia de su puerta disputaba con la mayor bizarría la entrada á los franceses, los cuales no consiguieron forzarla, hasta que estaban ya para volar la puerta, en cuyo tiempo los mejicanos corrieron á salvar el equipaje del amigo de su General. Asi que el Príncipe de Joinville que mandaba esta partida, logró asegurar al General Arista, quien se hallaba en la cama al tiempo del ataque en el cuarto inmediato al de Santa Ana, y advirtió que se le habia escapado este ultimo, por que aun estaba la cama caliente, se abalanzó al ataque de los cuarteles, donde supo que habian hecho pié los mejicanos; pero fué recibido con un fuego vivo y fué rechazado, y despues de un choque largo arreado por delante con sus tropas, las que constantemente fueron acosadas por Santa Ana desde las casas &c., hasta el muelle, donde reunió este como doscientos cincuenta soldados mejicanos, y se echó sobre los franceses con el intento de agarrar al Principe ó al Contra-Almirante; pero por fortuna de estos tenian los franceses en la punta del muelle un cañon de campaña cargado de metralla hasta la boca, y al acercarse los mejicanos guiados por Santa Ana de la manera mas bizarra, dispararon la funesta pieza, que sin duda salvó á su Contra-Almirante, contra quien principalmente se dirigia el fuego de los mejicanos.

"Por esta descarga perdió el General Santa Ana la pierna izquierda y recibió una herida en el brazo derecho, cayeron muertos tres oficiales y tres soldados, y salieron heridos otros seis ó siete.

"Esto los contuvo por el momento, y los franceses lograron completar su embarque. El patron de la lancha del Contra-Almirante recibió seis tiros en varias partes de su cuerpo, y un guarda-marina y un muchacho fueron muertos á su lado. La pérdida de los franceses se gradúa en cosa de 15 á 18 muertos y 50 heridos; la proporcion de oficiales es muy grande. Los mejicanos, segun lo que he podido averiguar, no perdieron la tercera parte, siendo sin duda la causa el haber peleado bajo cubierta, excepto en el muelle, donde los extranjeros que los vieron los alaban mucho por su valentía, y el mismo Principe de Joinville dijo que habian defendido los cuarteles con la mayor bizarria.

"Esta última accion y quiza la mas brava de la vida de Santa Ana, ha hecho mucho para reponerle en la buena opinion de sus soldados. Desde la amputacion de la pierna (bajo de la rodilla) le vá bien, y aun retiene el mando. Los franceses dicen, que su objeto en este ataque, fué solamente destruir los fuertes para impedir que los molestasen por la parte del Norte, y prender á Santa Ana y Arista; y que si no hubiesen atacado los cuarteles, habrian conseguido su intento con casi ninguna pérdida; pero del modo que les ha salido la cosa, ellos pueden juzgar mejor que nadie, sobre si merecia su objeto tal sacrificio.—Este resultado ha dado gran confianza á los mejicanos, y los franceses los encontrarán mas dispuestos y voluntarios para la accion, cuando otra vez los ataquen. Se dice, y yo lo creo firmemente, que su sorpresa en la mañana del 5 de Diciembre, fué emanada de haber dicho el Contra-Almirante Baudin en su última comunicacion, que esperaria una respuesta hasta las ocho de la mañana del dia siguiente; en consecuencia de lo cual el General Santa Ana dió órden á la oficialidad de mantener las tropas fuera de la ciudad y no entrar en ella hasta las siete; pero que los franceses anticiparon el ataque pocos minutos despues de haber dejado la fragata el mensajero. En todo esto hay sin embargo mucha recriminacion. Los franceses acusan á los mejicanos de haber violado la fé arrestando á algunos de sus oficiales á la puerta de la ciudad, &c.

"Despues de la vuelta de las lanchas francesas á sus respectivos buques, el Príncipe de Joinville en la *Creole* y dos ó tres bergantines fondeados junto al castillo, dirigieron un bombardéo muy vivo contra aquella porcion de la ciudad interpuesta entre ellos y los cuarteles, con la mira de destruir estos, pero sin lograr su fin, por estar en medio dos ó tres edificios muy macizos. La iglesia de la Merced sufrió en particular mucho daño. A las dos de la tarde cesó el fuego, y desde entonces hasta el dia todo ha permanecido perfectamente tranquilo. El Contra-Almirante con su escuadra excepto los buques amarrados al catillo y la fragata-hospital fondeada en Sacrificios, se retiró el dia 6 á Anton Lizardo á cuarteles de invierno.

"El puerto de Veracruz por un edicto del Contra-Almirante Baudin de 22 de Diciembre, está declarado abierto para entrar, pero no para des-

embarcar efectos, pues la menor tentativa para hacerlo será castigada con la confiscacion del buque y cargamento. Tampico y los demas puertos están declarados en estado de bloqueo como anteriormente.

"Soy con el mayor respeto S. S. S.

"D. G. FARRAGUT—Ten. Comandante."

MEJICO Y FRANCIA.

Las noticias que damos hoy de lo acontecido en Veracruz y Tampico, desde la rendicion del castillo de San Juan de Ulúa vienen por fin en tal forma de verosimilitud, que creemos ya poder sin nota de ligereza hacer sobre ellos algunas observaciones. Nos parece que no podrá con razon acusarse al autor de parcialidad hacia los mejicanos. Su lenguage es templado, circunspecto y lleno de dignidad; lo que junto con un nombre tan conocido y su categoria de comandante de una fragata de guerra de una nacion neutral, no puede menos de inspirar la mayor confianza en su relato. Ahora bien, aquí vemos al Gobierno mejicano que en uso de sus imprescriptibles derechos de soberanía desaprueba la capitulacion hecha por uno de sus generales, nombra otro en su lugar, este con la mayor nobleza y buena fé comunica al contra-almirante frances la determinacion del gobierno de renovar las hostilidades; el Sr. Baudin pide el tiempo que necesita para embarcar los súbditos franceses, se le otorga su peticion, realiza su objeto, y en la última nota que pasa al General Santa Anna, le dice que aun esperará hasta las ocho de la mañana siguiente por la última respuesta sobre ~~la paz~~ ó la guerra. En esta confianza Santa Anna manda detener sus tropas fuera de la ciudad, pero Baudin desembarca á las 4 de la misma mañana á favor de una espesa niebla con una fuerza de 1200 á 1500 hombres con intento de destruir las baterias y llevarse presos á los Generales Santa Anna y Arista. ¿Quienes son aquí los caballeros, los nobles, los civilizados? ¿Lo son los franceses ó los megicanos? ¿De qué lado está la traicion, la alevosia y la mala fé? ¿De lado de los megicanos, ó de los franceses?

Por otra parte en la ciudad apenas habia 400 soldados megicanos, desembarcan de 1200 á 1500 franceses, estos alerta y obrando de acuerdo, aquellos dormidos y desparramados, pero entre la confusion de una alarma repentina despiertan, se reunen y arrojan á los franceses de la ciudad causándoles una pérdida infinitamente mayor que la que ellos tuvieron, ¿Quienes son los cobardes, quienes son los mandrias? ¡Son esos los grandes resultados que esperaba el Baron Deffaudis de esa ruidosa espedicion? ¿Què dirán á eso los que pensaban que el rey de las barricadas podia desde las Tullerias hacer temblar con un resoplido el pico de Orizava? Pues tengan entendido aun que el verdadero riesgo de un ejército estrangero que quiera invadir el pais no está en Veracruz, su mayor peligro aumenta con las victorias y en proporcion progresiva con la conquista de territorio. Mas adentro no hay buques donde acogerse, no hay lanchas, no hay brulotes ni bombardas.

Enfurecido, segun parece, Mr. Baudin por la resistencia que encontró, rompe el fuego desde los buques contra los edificios de la ciudad; fanfarronada indecente y contraria á todas las reglas de la guerra, porque no llevaba objeto alguno plausible en ello. Los megicanos no podian ofenderle, y así no tenia que hacerlo en propia defensa, ni él pensaba apoderarse ya de la ciudad; con que no fué mas que un vano, cruel y bajo desahogo, puro gusto de hacer mal, como si de ese modo pudiera lavar la verguenza de haber corrido delante de tan inferior número de tropas megicanas!!!

Y ¿qué diremos ahora, y que dirá el mundo civilizado de la conducta del comandante frances en ir á meter la cizaña entre los partidos que dividen la República? Mengua es y muy grande del nombre frances el usar de semejantes rastrerias. Nosotros jamas hemos querido mezclarnos en las diferencias interiores de los partidos políticos, por eso no entraremos en la cuestion respectiva de justicia ó derecho entre el Gobierno actual de Méjico y el partido en oposicion, pero ¿no es el gobierno que existe en la capital de Mèjico cerca del cual están acreditados los enviados diplomáticos de todas las demas naciones, que han reconocido la indepeudencia de la república? ¿Por qué pues ir á mendigar la amistad de un partido que está en oposicion del gobierno reconocido, manifestarle deseos de entrar en tratados y alentarle en su empresa con promesas de ayuda? ¿Es este un modo noble de hacer la guerra? ¿Es esa la decantada magnanimidad francesa? Que lo hagan los tejanos ù otra nacion que por su debilidad tiene que tocar todos los resortes, aunque no sean lícitos, de ofender á un enemigo poderoso, puede todavia hallar disculpa; pero ¿es posible que hasta este punto haya venido á parar la arrogancia de la *Grande Nation*? Vergonzoso es pero cierto, y bien lo pronosticamos nosotros en nuestro número 156 del 22 de Diciembre último, cuando hablando de la rendicion de Ulúa, estampamos estas memorables palabras. "Por evitar todas estas terribles consecuencias, "se ha manifestado tan moderado el contra-"almirante Baudin, y por eso no ha tomado á "Veracruz, y por eso tambien seguirá en su sa-"gaz sistema de dividir á los mejicanos; de "modo que no estrañaremos que satisfecho el "orgullo frances con la toma del castillo, la "guerra en adelante la haga el astuto Baudin "mas bien con dinero que con cañones, prote-"giendo al partido de los descontentos, para re-"cabar de otro gobierno de contrarios principios, "lo que del honor del actual no ha podido con-"seguir."

¡Y qué! ¿pensará el gobierno frances y creerán sus satélites, que si los federalistas empuñan el mando de la república, van á someterse inmediatamente á las degradantes condiciones del célebre *ultimatum?* Nosotros por lo menos estamos tan lejos de creerlo; que al contrario no dudamos que en su interior ya ha sabido el general Urréa dar el valor que merece á la falsa amistad prometida por el contra-almirante Baudin. Es muy probable que una risa de desprecio le haya arrancado tan menguada oficiosidad, y como sabe que un presidente de una república no está nunca obligado á cumplir lo que promete un gefe de un partido, no será estraño que acepte los servicios de los enemigos mismos de su patria, caso de no querer sostener al gobierno en la lucha comun, y luego lo que fuere sonará.

(*Del Noticioso de Ambos Mundos de 26 de Enero*)

MEJICO Y FRANCIA.

Hasta ahora no hemos publicado mas noticias de los acontecimientos de la República de Méjico desde que los franceses rompieron las hostilidades, que las que nos han venido por manos extrangeras; ya es tiempo pues que oigamos á los mejicanos. A este fin damos á continuacion los pormenores del ataque y rendicion del castillo de Ulloa, y el parte del general Santa Anna sobre la sorpresa que dieron los franceses á la ciudad de Veracruz el 5 de Diciembre, conforme han sido publicados en los papeles de aquella república.—Bien sabemos que el Príncipe de Joinville ha hecho publicar en la Habana el cuento de muy diverso modo, y que los papeles aduladores del rey ciudadano querran hacer creer que pasó la cosa de otra manera; pero los que conozcan un poco la prensa francesa y particularmente los periódicos ministeriales, se acordarán de lo famosos que estos se han hecho en todos tiempos por las continuas ficciones de victorias ganadas en su imaginacion, torcidas relaciones de batallas, y falsedades de todo genero publicadas en sus columnas con la mayor desverguenza; y si no que lo diga el *Moniteur* de Paris, cuando la España fué tan infamemente invadida por Napoleon. Es decir que como en ellos es maña vieja el desfigurar los hechos, ya el lector ilustrado sabe cojerles la debida alforza, así como sabrá hacer justicia á las mas verídicas relaciones de los periódicos de Méjico. Lo que en todas estas ocurrencias parece mas dificil de creer es el que 400 mejicanos echasen de la ciudad á la bayoneta á cuadruplicadas fuerzas francesas; pero este es un hecho que ya no admite duda alguna, porque podemos asegurar que hemos visto hasta ocho cartas diversas de Veracruz y Jalapa, de individuos que no son mejicanos, en las que todos convienen en que las fuerzas de Santa Anna que estaban en la plaza no pasaban de 400 hombres, y en cuanto al número de franceses, algunos le hacen subir á 2,000, otros á 1,800 unos dicen que eran 1,600, y el que calcula mas bajo es el comandante de la fragata de guerra de estos Estados Unidos, quien como ya han visto nuestros lectores en nuestro último número, los hace ascender á cosa de 1,200 á 1,500. Nosotros, que aborrecemos todo engaño y toda ponderacion, no tendriamos embarazo en manifestar nuestras dudas, si nos fuera posible tenerlas en vista de los testimonios que se nos han dado de la verdad del hecho. Lo único que nos ocurre decir en prueba de nuestra imparcialidad es que segun tenemos entendido, los franceses que atacaron á Veracruz no eran soldados de linea, sino marineros solamente ejercitados en las armas para batirse á bordo; pero la vanidad del contra-almirante Baudin creyó que les bastaba ser franceses para ser soldados capaces de aterrar á los mas veteranos de Mejico, sin saber que en Méjico tambien hay hombres á quienes no asustan los mas retorcidos bigotes de la Guardia Imperial. En suma, lo cierto es que corrieron los franceses delante de los mejicanos, siendo CUATRO de aquellos para cada UNO de estos.

(*De Idem de 2 de Febrero.*)

MEJICO Y FRANCIA.

Los lectores imparciales que hayan leido con atencion las dos notas que insertamos en nuestro último número, habrán desde luego conocido el distinto espíritu de ellas. En la del Contra-Almirante Baudin, asi como en toda su anterior y posterior correspondencia y en la de su predecesor Deffaudis, resaltan todos los vicios del poder, vanidad, impaciencia, altanería, presuncion, intolerancia y amor propio; al paso que en la del Ministro Mejicano se revelan los deseos mas sinceros de paz, concordia, dignidad, sencillez, persuasion lójica y condescendencia hasta donde es compatible con el honor; pero mucha firmeza en conservar este intacto en cualquier punto en que podria ser comprometido. Sentimos en estremo que la correspondencia que produjeron las conferencias de Jalapa, sea mas voluminosa que lo que consienten las columnas de nuestro periódico; porque de buena gana la insertariamos íntegra, para demostrar mas y mas al mundo entero el grosero abuso que ha hecho el gobierno frances de la fuerza brutal, contra la notoria justicia que asiste á los mejicanos, y las solidísimas razones con que la ha sabido sostener su dignísimo plenipotenciario el Sr. D. Luis Gonzaga Cuevas. Aun hay mas: no es solo su volumen la sola causa que nos retrae de su publicacion: si supieramos que esta cuestion habia de decidirse por los principios de la sana razon, no nos cansariamos en demostrarla; nada nos arredraria; hariamos resonar su voz en los oidos de todos: pero ay! el corazon desmaya y la pluma se cae de la mano al considerar que no es la verdad la que se busca, no es la justicia la que se desea, no es la buena fé, no es la lealtad de sentimientos la regla de los poderosos. Hartos satisfechos, y demasiado penetrados están ellos mismos de la iniquidad dè sus actos. De esta incontestable verdad responderán eternamente las referidas conferencias que trasmitirán á la posteridad la franqueza, la sencillez, la dignidad al par que hábil y noble comportamiento del Ministro mejicano; y por contraste el orgullo, el desden y la impaciente repugnancia del Contra-almirante frances á escuchar el convincente lenguage de la razon. Pero lo mas estraordinario aun es, que despues que prevalido de la fuerza formidable que tenia á su disposicion el Contra-almirante Baudin, ataca el castillo de Ulúa y hace capitular esta fortaleza y la plaza de Veracruz, solo porque el gobierno de Méjico no aprueba la capitulacion, por la solidísima razon de envolverse en ella condiciones, cuya concesion no era de la competencia de un general, se exaspera el ánimo de aquel marino, y escribe al General Urréa una carta en que habla del Gobierno mejicano y del Sr. Ministro Cuevas en términos tan descomedidos, tan poco urbanos y contrarios al uso y á la discrecion que suelen guardarse en la diplomacia, que no puede menos de encontrar la desaprobacion de todo hombre decente. Poco honor ciertamente hará el lenguage de esta carta al alto empleo que ocupa el Sr. Baudin, y todavia esperamos ver vituperada á lo menos en este punto su conducta por muchisimos compatriotas suyos que hay ciertamente discretos y juiciosos. Sí, no todos los franceses son preocupados; no todos son injustos; periódicos hay en Paris, inaccesibles al influjo y á las intrigas de su gobierno; ellos tratarán de lavar todas estas manchas que si con su silencio las autorizáran, podria recaer sobre toda la nacion.

Pero veamos que ha hecho el Gobierno mejicano para que merezca esa saña de sus enemigos. Jamas gobierno alguno sobre la faz de la tierra se ha portado con mas nobleza, moderacion y generosidad que el megicano en igualdad de circunstancias. Partamos del principio de que la Francia no quiso reconocer la Independencia de Mégico hasta seis ò siete años despues que la habian reconocido los Estados Unidos y la Inglaterra, y sin embargo en todo aquel tiempo fueron bien recibidos en la República todos los franceses que quisieron pasar á buscar en ella su vida, de los cuales hemos conocido á varios que han hecho buenas fortunas. La Francia por otra parte no ha celebrado todavia ningun tratado alguno con Mèjico; porque aunque el año de 1827 se firmò un convenio en Paris por el Ministro mejicano y el de aquel gobierno, bajo el nombre de "*Declaraciones provisionales para servir de bases á los tratados posteriores*" dos veces ha sido desaprobado por el Congreso de Méjico; por consiguiente ninguna obligacion existe de nacion á nacion, mas que las comunes que demarca el derecho de gentes. Los mejicanos en el momento que acababan de conquistar su independencia, poco espertos en la ciencia de la diplomacia, en medio de la embriaguez del triunfo, y aun mal seguros de que fuese durable si las naciones no llevasen á bien su emancipacion, recibieron con los brazos abiertos á las primeras que los quisieron reconocer, que lo fueron los Estados Unidos y la Inglaterra, y así es que estas potencias lograron ajustar unos tratados con Méjico, que despues acá los mejicanos han venido á descubrir á su costa que no le son de ninguna manera ventajosos, pórque les ha sucedido lo que al gigante y al enano, que hicieron el trato de comer juntos pagando á escote, lo cual, decia aquel, no podia ser mas justo y que en ello no cabia engaño, porque siendo dos á comer eran tambien dos á pagar, aunque al pobre enano en dos por tres le dejaba el plato limpio. Este supuesto, bien se deja conocer que si ahora que los mejicanos están amaestrados por la esperiencia, pudieran anular honrosamente los tratados que con tan poca premeditacion celebraron en aquel tiempo, sin duda no dejarian de hacerlo; mas ya que esto no pueden, serian muy simples en ajustar otros nuevos con otras naciones bajo las mismas condiciones. Pero la Francia se presenta y dice al gobierno mejicano: "no señor, Vd. no ha de mandar en "su casa; yo quiero ser tratada como la nacion "mas favorecida; y quiero mas; quiero que mis "súbditos no paguen contribuciones estraordi-"narias de guerra, ni se les impongan prèstamos "forzosos ni otras gabelas de este tenor, que eso "es bueno que las paguen los mejicanos solos; "pero tenga Vd. entendido que aun que no quiero "que los franceses queden sugetos á esas cargas "ni á ninguna clase de servicio militar ni civil "como los hijos del pais, quiero sí que tengan "los mismos privilegios que estos para tener "tiendas abiertas y ejercer el comercio del me-"nudeo, &c., &c." A esto responde el Gobierno mejicano; "Señora mia, yo estoy en mi casa "y mando y quiero mandar en ella, y para con-"seguir eso, ha corrido á torrentes la sangre de "mis hijos, y si los de Vd. no quieren venir acá "con estas condiciones, que se queden por allá, "que yo no los obligo á venir, y estése cada uno en su casa y Dios en la de todos."—"Pues no Señor." replica la Francia, yo quiero que "vengan y ahora que Vd. se atreve á negarme "esto, sepa Vd. que Vd. es un bárbaro y sus súb-"ditos salvajes, y yo les enseñaré á tratar á las "gentes; y ahora no solo ha de hacer Vd. ese "tratado conmigo de la manera que á mi me da "la gana, sinò que me ha de pagar Vd. inconti-"nenti 600,000 pesos por no haberse arreglado "los años pasados á estos mismos principios, y "se ha de castigar á tal general porque condenó "á dos pobres piratas franceses, y se han de dar "20.000 pesos á sus familias, y se han de privar "de sus empleos á tales y tales autoridades, y se "han de revocar tales y tales sentencias pronun-"ciadas contra franceses, y á mí poco me im-"porta que no residan en Vd. tales facultades se-"gun la constitucion mejicana, y ha de confesar "V. que todo esto es por los actos de barbarie "cometidos contra los inocentes franceses, &c., "&c., &c., y si así no lo hiciere, le voy á blo-"quear sus puertos."

En efecto los puertos fueron bloqueados, pero el gobierno frances vió que sus amenazas eran infructuosas. Envia entonces fuerzas considerables para hostilizar con mejor éxito, llevando el comandante de ellas el doble carácter de plenipotenciario para renovar la negociaciones de paz cerca del gobierno mejicano. Bien pudiera este haberse negado á tratar con un enviado que tenia á sus órdenes una fuerza tan imponente sobre las costas de la república y que tenia bloqueados sus puertos; pero eran tales los deseos que tenia de la paz, que no solo le recibe sino que deja á su eleccion el lugar de las conferencias. En ellas añade el Ministro Frances el insulto de pedir 200,000 pesos mas para gastos de la espedicion, sin desistir de las bases de los tratados, pero el Ministro mejicano no encuentra compatible con el honor de su nacion la concesion de tan injustas demandas. Rompe el orgulloso Baudin las hostilidades sin previa declaracion de guerra, y para ello usa de la felonia de acoderar sus buques á su gusto para poder con ventaja romper el fuego contra el castillo de Ulúa, aprovechándose para dirigir sin riesgo esta operacion, del largo intérvalo que detuvo a su bordo á los parlamentarios mejicanos, que aguardaban su respuesta á la última nota que le remitió desde Jalapa el Sr. Cuevas, y de cuyo resultado estaban pendientes en el castillo y en la plaza, durante cuyo tiempo no quisieron incomodar á los buques enemigos por respeto al parlamento.

A pesar de todos estos insultos y de otros que por no ser prolijos omitimos, como el apresamientos de buques mejicanos durante el largo bloqueo, el Gobierno mejicano ha llevado el sufrimiento y la circunspeccion hasta el punto que podia conciliarse con el honor, y no ha declarado la guerra á la Francia sinó hasta despues de invadido su territorio y de estar el enemigo posesionado de su mejor fortaleza. Al declarar la guerra, da, como era natural, un decreto para espulsar los franceses de la república; pero en este acto mismo es donde resalta mas la generosidad de aquel Gobierno, porque no solo esceptúa de la espulsion á los que han adquirido carta de naturalizacion en el pais, sino á los casados con megicana y á los enfermos ó impedidos: y lo que es mas, los que tengan que salir de la república, quedan en libertad de llevar consigo sus bienes, consignarlos ó dejarlos encomendados á los agentes que ellos elijan, sabiéndose que todos los gobiernos del mundo en cualquiera guerra con otra nacion, lo primero que han hecho ha sido confiscar los bienes de los súbditos de la nacion enemiga; y en prueba de esto, los ingleses en todas sus historias y demas obras donde hablan del carácter de los españoles, siempre han tributado los mayores elogios á la honradez de sus comerciantes, porque en las diversas guerras que ha habido entre España é Inglatera, estos han cubierto la propiedad inglesa, de modo que la han librado de las garras del fisco, devolviéndola al fin de la guerra con la mayor religiosidad á sus corresponsales de Inglaterra.

Agrègase á esto lo que aun es mas asombroso y menos podia esperarse, y es que en medio de tantos motivos de queja como tiene el pueblo mejicano contra el gobierno frances, y aun contra los mismos franceses residentes en la república, muchos de los cuales han sido la principal causa de atraer toda esta tempestad sobre el pais, por haber firmado una representacion de quejas al rey Felipe; y á pesar de ser de todos conocidos ya, y haberse hecho hartos insufribles por su sempiterna jactáncia y charlatanería, no ha cometido ese pueblo que ellos llaman bárbaro (ó siembárbaro cuando quieren honrarle mucho) ni la menor violencia, ni el mas mínimo insulto contra los franceses. Dígasenos ahora, si tal conducta tanto de parte del pueblo como del Gobierno de Méjico, merece los baldones y vituperios que les prodigan sus enemigos, y si el Sr. Baudin podrá hallar disculpa para el indecente y descortes lenguage de la carta al general Urrea.

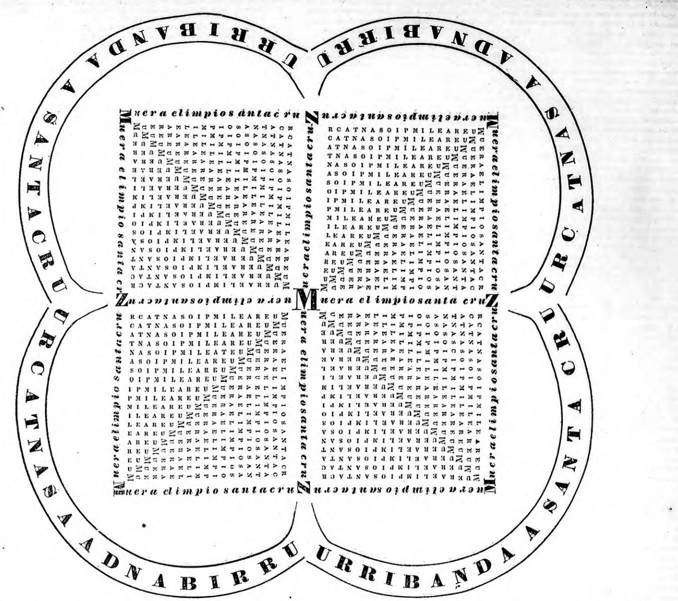
Lo que sobre todo nos abisma es, que debiendo ser la imprenta el azote de los tiranos, el broquel de la inocencia, la espada de la justicia, y el tribunal incorruptible donde con la mayor imparcialidad se examinasen las buenas y malas acciones, haciendo temblar hasta en su solio al poderoso injusto, denunciándole á la inexorable opinion pública, se vea por el contrario que tan formidable arma en manos de muchos se haya convertido en instrumento de pasiones bajas, de adulacion y de falsedad. Sí, no nos cansaremos de repetirlo, muchos editores rutineros, ignorantes ó venales, en vez de hacer el uso noble que todo el mundo tiene derecho á exigir de la prensa, no hacen mas que añadir el insulto á la opresion del poderoso, el vilipendio á la injusticia del mas fuerte. Se enconan contra el mas débil, le escarnecen en sus infortunios, y le calumnian cuando no pueden hallarle culpado. ¡O almas menguadas! y que despreciables os mostrais á los ojos de la filosofía!

Si ahora que los mejicanos pueden presentarse al mundo entero con la frente erguida, ahora que realmente en la cuestion actual han dado las mas relevantes pruebas de generosidad, cordura, sabiduría, dignidad, firmeza, y en fin de todas las nobles virtudes de que puedan jactarse las naciones mas adelantadas en civilizacion; si ahora que se manifiestan grandes en preferir el sacrificio de sus vidas, de sus haciendas, de sus fortalezas, de sus rentas, de su comercio y de sus ciudades, á someterse á las duras cuanto injustas condiciones de toda una Francia; si ahora que en medio de su debilidad, y aun cuando se hallan destrozados por convulsiones intestinas y sin recursos, ni tesoro, ni preparativos, anteponen una lucha tan desigual contra una nacion tan poderosa, á una vil sumision; si cuando arrostran una muerte gloriosa, y desdeñan una servidumbre degradante, no merecen de vuestras plumas mas que denuestos y sarcasmos, ¿qué títulos les dariais en caso de que hubieran inclinado la cerviz ante los arlequines de Luis Felipe, si hubiesen hincado la rodilla ante el poderoso? Si Mégico fuera la nacion poderosa y Francia la potencia débil, aun podrian tales editores hallar disculpa en su ignorancia, es decir que tal vez mal informados del fondo de la cuestion, solo habia en ellos la ligereza de decidir en puntos que no se habian tomado el trabajo de investigar; pero ¿no le basta á cualquira que tenga sentido comun el ver la desigualdad de poder, para desde luego sospechar que cuando el débil no quiere someterse al poderoso y prefiere pasar por todos los horrores de una guerra destructora debe de tener fuertes motivos para ello? ¿Y no es esta consideracion sola bastante fuerte para hacer á cualquier hombre de buena fé suspender por lo menos su juicio hasta estar mejor informado? Y la circunstancia bien sabida de que Méjico ha propuesto diferentes veces que se nombre un juez árbitro que dé su fallo en la materia, al cual debian someterse ambas partes, ¿no tiene ninguna fuerza en el ánimo de esos preconizadores de embustes, de esos claudicadores de la opinion, de esos profanadores de la santa libertad de imprenta? ¿Porqué se ha negado el gobierno francés al arbitramiento, sino porque teme un juicio imparcial? ¿Y porqué han clamado los mejicanos por el fallo de un árbitro, sino porque están satisfechos de que les asiste la justicia?

Sensible es en verdad que cuando un hombre, lo mismo que un gobierno ó nacion, merece alabanzas, encuentre solamente reconvenciones y calumnias, no solo por la injusticia que se le hace en el acto, sino porque cuando realmente sus acciones merezcan la acre censura, perderá nuestra reprobacion toda su fuerza y virtud, y de este modo hacemos incorregible al que con alguna justicia por nuestra parte podiamos haber hecho virtuoso.

Si, lo que Dios no quiera, se repitiesen en Megico excenas como las que en otros tiempos desgraciadamente se han representado, esas mismas prensas que ahora solo vomitan baldones contra los megicanos, tal vez serian las primeras en elogiarlos y aplaudirlos si les tenia cuenta; pero en nosotros jamas encontrarian apoyo; seriamos severos censores, y nos creeriamos con derecho á ser oidos, porque queremos que sean justos, humanos, nobles, circunspectos, sabios, firmes y generosos; en una palabra, los queremos tales como se han mostrado en la presente contienda con la Francia.

(*De Idem de 16 de Febrero.*)



LA GACETA.

BUENOS-AIRES, AGOSTO 26 DE 1839.

¡Viva la Federacion!

(*Continuacion del artículo pendiente del número 4,807—fecha 8 de Julio.*

No debe olvidarse lo que reiteradamente hemos manifestado respecto á que el ilustre General Lopez no era hombre de bufete, que no redactaba por sí su correspondencia; y que desde que empezó á deteriorarse su salud, Cullen estaba esclusivamente encargado de su política, y en su poder existia toda la correspondencia de aquel esclarecido Argentino. Vamos á presentar en esa misma correspondencia redactada y dirigida por ese salvage unitario Domingo Cullen una nueva prueba de su ferocidad y perfidia, como degradado infame instrumento del plan infernal de la salvage renegada logia unitaria.

Grandes y pérfidamente inicuos fueron los esfuerzos del foragido unitario Cullen para enemistar por una parte al esclarecido General Lopez con Nuestro Ilustre Restaurador de las Leyes, y por otra á aquel con el ilustre General Echague, y tambien á este eminente Argentino no solo con el esclarecido General Lopez sino tambien con Nuestro Ilustre Restaurador de las Leyes. Son incalculables los males y espantosas calamidades, las ruinas y desolacion sin ejemplo, que habrian concluido con la vida de la República, si no se hubiera interpuesto Nuestro Ilustre Restaurador de las Leyes á cruzar y destruir con su saber, tino, lealtad y energía las infames feroces maquinaciones del salvage unitario Cullen.

Júzguese de la ferocidad y perfidia del salvaje Cullen,—de sus maquinaciones infames para enemistar al ilustre General Lopez con Nuestro Ilustre Restaurador de las Leyes, desde el año 1831, por la siguiente carta redactada por el mismo feroz traidor Cullen.

Sr. General D. Juan Facundo Quiroga

Santa Fé, Noviembre 22 de 1831.

Mi apreciado compañero y distinguido amigo:—No tengo voces con que esplicar á Vd. la satisfaccion con que recibí el parte de 4 del corriente, en que comunica el glorioso triunfo que ha obtenido sobre los sediciosos en la Ciudadela del Tucuman; esta importante victoria, al paso que fija la suerte de nuestra tierra querida y determina irrevocablemente la total ruina de los malvados hace conocer cuan dignamente ha sabido Vd. corresponder á la confianza que los pueblos litorales depositaron en el General Quiroga, al confiarle la espinosa é importante empresa de dar libertad á las provincias de Cuyo y demas del Norte que sufrian la mas espantosa opresion; Vd. ha llenado mi buen amigo los votos de sus compatriotas, aun mas allá de sus deseos; esta es mi mayor satisfaccion y es por ello que cumplo con el mas grato deber al tributar á Vd. los plácemes y felicitaciones que tan justamente le son debidos. Pasemos á otra cosa—Ayer tarde llegó a mis manos el detall de la jornada del 4 que recibí con placer, pero no así la comunicacion del 5 que se acompaña á aquel, en que Vd. hace formal renuncia del mando del ejército Auxiliar de los Andes; esta circunstancia, mi amigo, ha venido á acibarar la satisfaccion que habia producido en mi ánimo el triunfo del ejército de su mando, porque en estas circunstancias y cuando aun no ha concluido la guerra, no se me ocultan las funestas consecuencias que debe producir la separacion de Vd. cualesquiera que sea el que lo reemplace; ellas no deben ocultarse á su penetracion, y es por eso que omito detallarlas. Pero lo que sobre todo me ha mortificado es la idea que demanda su ya citada comunicacion; ella es á mi ver que á mas del mal estado de su salud, lo que me es muy sensible, Vd. tiene un motivo de disgusto; profeso á Vd. una amistad sincera, y ella me impone el grato deber de hablar á Vd. con toda la franqueza de mi caracter, con la franqueza que debe presidir cuando se versan los intereses sagrados de los pueblos. Voy pues á hacerlo en la confianza que me inspira su honradez, caracter y su decidido patriotismo. Fui el primero, es verdad, que indiqué la necesidad imperiosa de restaurar las libertades de los pueblos hollados con tanto baldon, y desagraviar la dignidad Nacional, vilipendiada por un puñado de facciosos; mas al obrar asi, ni fui impulsado por algun interes personal, ni menos movido por deseos de figurar, lo uno y lo otro miré siempre con desprecio: Acordado y convenido llevar la guerra sobre nuestros implacables enemigos, nuestro comun amigo el Sr. Rosas fué el primero que exigió que me encargase del mando del ejército Confederado, y la Comision Representativa lo ordenó así, bien á mi pesar. No se me ocultó la posicion dificil en que se me colocaba y la debilidad de mis fuerzas para sostenerme en un puesto tan elevado: Tampoco desconocí lo embarazoso que era hacer mi marcha como General, cuando los principales elementos para la formacion del ejército, no los tenia en la Provincia de mi mando, y que por tanto mi representacion debia ser puramente nominal; asi fué que resistí con firmeza admitir aquel empleo; mas las continuas y reiteradas instigaciones de mis amigos, el deseo de que no se entorpeciese la expedicion, cuyo acuerdo y resolucion costó no poco trabajo, el temor de que se me considerase con poco valor para afrontar los azares de la guerra, y el deber en que me consideraba complacer al Sr. Rosas, á este respecto fueron las consideraciones que me persuadieron á resignarme admitir el mando, bien persuadido de los sinsabores que el debia producirme y de los compromisos en que su admision iba á colocarme. Mis presagios se han cumplido fielmente; son muchos los disgustos, que este cargo odioso me ha deparado, y es por esta y otras razones, que en mi entrevista en el Rosario con el Sr. Rosas, le manifesté que no seguiria por mas tiempo con el caracter de General y que asi se lo iba á escribir á Vd. y á todos los Gobiernos del interior. Si Vd. se fija en las poderosas razones que voy á detallarle, y que fueron las que me obligaron á obrar asi, no dudo que me encontrará razon. Desde que se dice General en Gefe del ejército Confederado se creerá sin duda que á tal nombramiento precedió la creacion de un fondo ó caja militar para hacer frente á los gastos del ejército, y subvenir á las necesidades de las distintas divisiones que se ponia bajo mis inmediatas ordenes. Se creerá que hay una comisaría para atender á la deznudez del soldado y á todas las demas atenciones que son de su resorte; se creerá que existe un parque para proveer á los varios inciertos sucesos de la guerra; se creerá que hay un ejército disponible á las inmediatas ordenes del tal General para ocurrir con él donde convenga en un caso desgraciado; se creerá que el titulado General está plenamente facultado para obrar en todos los casos con la celeridad que los sucesos de la guerra demandan, ó que hallandose en el punto donde reside la titulada Comision Representativa estará de acuerdo con ella para llenar debidamente los los altos deberes que á ambas autoridades competen: Tales son en fin los elementos con que se juzgará cuenta este General y los que carecen de ellos y sufren todo género de penurias dirán, y dirán con sobra la razon, que el General del ejército Confederado es indiferente á la suerte de los que están bajo sus ordenes, y á la del pais en general, y quien sabe si no le califican tambien de antipatriota. No soy capaz de creer que asi juzgue Vd. porque me conoce y porque lo supongo al corriente de todo; pero por si asi no fuere es preciso sepa Vd. y sepan todas las personas que Vd. juzgue deban saberlo: Que el General en Gefe del ejército Confederado, jamas tuvo caja militar de que disponer, y que no teniendo hoy un solo real destinado á gastos del ejército, los que le son indispensablemente hacer, son de su propio peculio; tampoco ha tenido ni tiene cosa alguna relativa á comisaria, mucho menos de parque ni cosa que lo valga, los soldados que hoy manda están reducidos á las de su Provincia, que apenas bastan á llenar la atencion de las fronteras; y lo que es mas, en la adopcion de medidas que constantemente ocurren, me veo en la mortificante necesidad de enviar constantemente chasques para consultar lo que debe hacerse perdiendo el tiempo, el dinero y la paciencia, en razon de que todo lo relativo á la guerra que segun el tratado de 4 de Enero debia ser del resorte de la Comision Representativa no puede convenirse con ella, causa de que habiendose retirado el Diputado de Buenos Aires, há mas de seis meses pretestando enfermedad, aquel Gobierno no ha llenado este deficit y este ha ocasionado que hoy no existe mas Diputado que el de esta Provincia.

El relato que acabo de hacer persuadirá á Vd. de la justicia con que he solicitado abdicar el mando del ejército y lo convencerá de la exactitud de mi cálculo cuando he dicho que siempre juzgué que tal nombramiento era puramente nominal, como en realidad lo es. Protesto á Vd. que la principal razon que me decidió á pasar por todo, fué el convencimiento de que esta era la oportunidad mas favorable para llenar los constantes y suspirados votos de los pueblos, y sacarlos de la espantosa miseria y degradacion en q' há tanto tiempo están sumidos, *la organizacion de nuestra Patria,* pero ¿cual habrá sido mi asombro y desaliento, mi buen amigo, cuando llamado al Rosario con instancia por el Sr. Rosas, y cuando yo juzgaba que el objeto de esta entrevista debia ser allanar los obstácalos que pudiera haber á la ejecucion de aquel sagrado é importantísimo objeto, me dice el Sr. Rosas la primera vez que allí hablamos sobre este negocio: *Este no es tiempo de constituir el pais, y es preciso compañero que presindámos de Comision Representativa.* Aseguro á Vd. que hasta la fecha no se ha separado de mi el estupor que á aquellas espresiones causaron en mi ánimo,

y que lo primero que en aquel desagradable momento me ocurrió fué que esto causaría mas males á la República que los que lo han originado los unitarios mismos. Vd. conocerá que desde que el Sr. Rosas opinó por la no constitucion del país, y desde que tengo motivo para creer que en esto mismo sentido se ha escrito al interior, para que se obre de igual modo yo no puedo dejar de estar alarmado y extremamente disgustado al ver una cosa que nunca pude ni debia esperar, y al contemplar cuan estériles é infructuosos han sido todos los esfuerzos y sacrificios que tan heroicamente han prodigado los Pueblos, hasta ponerse en aptitud de pensar en lo único útil que les resta que alcanzar, como único medio de reparar sus pasadas desgracias. En medio de todo esto observo con sentimiento que en el interior se tiene una idea equivocada respecto á mi posicion, y que en lo general se cree que me hallo con bastante poder para evitar los males que nos amenazan; mas Vd. conocerá por todo lo comprendido en esta carta que este juicio es inexacto, y sentiria que él diese lugar á conjeturas desagradables, partiendo del invariable principio que *todo aquello que se separa de la organizacion de nuestra pátria es ageno de mí, y que jamas prestaré mi deferencia á tales ideas.* Despues del bosquejo que hago á Vd. del actual estado de nuestros negocios, réstame hacerle una observacion que no puede Vd. desconocer y que espero confiadamente no desatenderá: Vd. por su posicion y mil poderosas razones que seria cansado detallar aparece con justicia á la cabeza de los negocios del interior; mientras Vd. permanezca en esta posicion no creo dificil que arribemos á la suspirada organizacion, mas si Vd. se separa va infaliblemente á resultar una espantosa divergencia en las opiniones, y de aqui partirá el pretesto de que en otras ocasiones se han valido nuéstros antagonistas para cruzar los empeñozos esfuerzos que se han hecho para organizarnos. Dije á Vd. al principio de esta carta que le hablaría con toda la franqueza de mi caracter, reproduciendo ahora lo mismo, y en la confianza que me inspira su amistad le diré: Que juzgo que Vd. no debe absolutamente dejar el mando del Ejército que está á sus órdenes, ni abandonar los pueblos á su politica particular; Vd. conoce el desquicio espantoso en que aquellos han quedado, y no es facil calcular los graves males que van á pesar sobre ellos, si no hay un centro de direccion: es Vd. únicamente quien en el interior puede darle.— En fin espero lleno de confianza que haciendo Vd. un grande esfuerzo querrá hacer al pais el bien de continuar siquiera hasta que hayamos puesto el primer plantel á nuestra organizacion, la cual prestando Vd. su cooperacion no presentará grandes dificultades, porque apesar de todo lo anterior dicho, estoy penetrado que nuestro comun amigo el Sr. Rosas, es un buen hijo de la tierra y un verdadero amante de las libertades públicas, y lo único que yo juzgo que puede haber en sus opiniones es, ó estravios en sus ideas sin conocerlo, ó sugestiones habilmente manejadas por los que nunca podrán ser amigos de la prosperidad de los pueblos, por considerarla incompatible con la de Buenos Ayres. Temiendo ser demasiado difuso cierro esta carta rogando á Vd. quiera contestarla usando del mismo lenguaje franco con que yo lo he hecho; indicándome tambien sus opiniones sobre todos los puntos que este abraza, y en todo aquello que Vd. crea conveniente. Quiera Vd. aceptar las sinceras protestas de cordial amistad que le profesa este su invariable amigo y apasionado compatriota Q. B. S. M.

ESTANISLAO LOPEZ.

Por esa carta se vé que Cullen arrojaba pérfidamente la idea de nuestra suspirada constitucion, mucho antes de la verdadera oportunidad, y cuando tratando de ella á destiempo, no es otra cosa que el tizon con que los unitarios salvages han pretendido incendiar á la República, anarquizarla, debilitarla y destruirla para entregarla. Se vé á ese foragido empeñado en dilacerar la leal amistad y perfecta conformidad de principios políticos entre Nuestro Ilustre Restaurador y el esclarecido General Lopez. Se vé á ese unitario traidor feroz tender la red al ilustre General Quiroga, con la bárbara intencion de enemistarlo con **NUESTRO ILUSTRE RESTAURADOR DE LAS LEYES**, como la habia tendido al ilustre General Lopez, á quien estaba traicionando con la mayor infamia y brutal perversidad. Mas, conociendo el ilustre General Quiroga toda la perfidia y ferocidad de Cullen, envió esa carta á **NUESTRO ILUSTRE RESTAURADOR** con la enérgica espresion de la mas justa profunda indignacion.

Llevando adelante su plan infernal de desolacion y de sangre, el salvage unitario Cullen promovió el desacuerdo y enemistad entre los ilustres Generales Lopez y Echague, y entre este y Nuestro Ilustre Restaurador de las Leyes. Esta nueva infame maquinacion de ferocidad y perfidia, consta por los siguientes documentos asi como resalta por ellos tambien la sabia energía y tino político con que fué contrastada por Nuestro Ilustre Restaurador de las Leyes, y por el esclarecido General Echague, prevaleciendo tambien en el ánimo patriótico del ilustre General Lopez el sentimiento del patriotismo y de la virtud sobre las feroces insinuaciones alevosas y traicion sin ejemplo del asqueroso unitario salvage Domingo Cullen.

En carta de 16 de Diciembre de 1835 redactada por Cullen, ya empezó este feroz unitario salvage á tender esa red pérfida inmunda. En ella escribió lo siguiente:

"Siempre he representado á D. Pascual la urgente necesidad de obrar vigorosamente contra los enemigos del sociego público; al fin se ha decidido á obrar contra algunos arrojandolos de su provincia; respecto á los demas hombres que alli hay, no sé como se conducirá: el dice que tiene mil ojos sobre ellos, y yo me inclino a creer que ese pretendido Argos vé tanto como un hombre atacado de incurables cataratas."

A esto contestó Nuestro Ilustre Restaurador de las Leyes en carta fecha 2 de Enero de 1836 lo siguiente:

"Respecto á nuestro leal y buen amigo el Sr. D. Pascual Echague, no considero fundados los recelos de Vd. La marcha sabia, firme, vigorosa y á todas luces federal de este compañero, prueba á mi juicio que vé claramente la senda precisa por la que debemos marchar para la salvacion de la República, y por lo tanto la patria y nosotros debemos esperar mucho de su acrisolado honor y patriótismo."

Continuó sin embargo, el infame Cullen en su alevosa feroz maquinacion y escribió la siguiente carta;

"*Sr. D. Juan Manuel de Rosas.*

Santa Fè, Febrero 1.° de 1836.

Mi querido compañero:—

"Me dice Vd. en su carta de 23 de Diciembre, contestando á mi anterior que D. Pascual Echague le ha anunciado está próximo el término de su mando, y considerando Vd. que su decenso debe traer, sin duda, males de mucha consideracion, me dice tambien que no debo perder ese negocio de vista, influyendo á su continuacion.

"Mucho tiempo há, compañero, que he tomado la firme resolucion de no tomar la mas pequeña ingerancia en los negocios del Entre-Rios desde que á su Gobernador lo veo conducirse con puerilidad y con falta de consecuencia á los principios proclamados, dandome bastante que sentir.

"En la franca y leal amistad que á Vd. profeso no debo por mas tiempo ocultarle esta circunstancia que importa mucho á mi delicadeza, y por que no quiero se crea que en las resoluciones del Gobierno de Entre-Rios, buenas ó malas, tenga la mas pequeña ingerencia.

"Desde que D. Pascual Echague fué nombrado Gobernador de Entre Rios, procuré que mis relaciones con él fuesen tan fraternales y amistosas cual deben ser entre Gobiernos aliados y amigos; cuidé mucho de conservar en ellas esa independencia y respeto con que se deben tratar los respectivos Gobiernos, con él aun mas que con los demas aliados, en precaucion de alguna siniestra interpretacion, pero conociendolo, no omití de manifestarle constantemente la politica que débia observar con los unitarios; y cuando me pidió mi opinion sobre asuntos generales, se la di francamente, deseandole el bien y el sociego público. Mis indicaciones han sido desatendidas, y él se ha separado absolutamente de la ruta que le marcaban sus deberes públicos como verdadero federal. Los primeros y mas importantes destinos fueron dados á unitarios conocidos, y que habian combatido contra la Federacion, dandoles una importancia que no debian tener; unitarios perros á quienes yo he hecho salir de aqui, él los ha acogido con benevolencia. Sus estravios le prepararon un disgusto con el Gobernador de Corrientes que, á no haber sido mi interposicion, pudo haberle costado muy caro. Estos hechos y otros que han sucedido y y están sucediendo me tienen muy disgustado tanto mas cuanto que veo muy á las claras que la marcha politica del Sr. Echague nos ha de preparar una desgracia que podrá acaso costarnos muy cara. Está visto, mi querido compañero, que nunca podemos vernos libres de disgustos, y lo peor es que estos nos los causen las personas de quienes menos debian esperarse.

"Siempre rogando á Dios por su buena salud y acierto, me repito su verdadero amigo y afectísimo compañero.

ESTANISLAO LOPEZ.

Nuestro Ilustre Restaurador de las Leyes, contestó lo siguiente;

Sr. D. Estanislao Lopez,

Buenos Aires, Marzo 6 de 1836.

"Mi querido compañero:

"Lo que se sirve Vd. decirme respecto de nuestro compañero el Sr. Echague ciertamente me ha tomado muy de nuevo, y me ha causado el sentimiento que es natural, cuando á mi juicio lo considero á Vd. equivocado en su modo de pensar á este respeto. No puede concebirse cuan profunda es la impresion que me han causado las quejas que se vierten contra el Sr. Echague, cuando sin duda es nuestro firme leal amigo, lo mismo que lo es de nuestra santa causa Nacional de la Confederacion Argentina; y nada es á mi juicio mas justo y conveniente que corresponderle en este sentido, cuando no hay razones poderosas en contrario; pues lo que Vd. me dice estriba en datos que van á arrancar su existencia de algun origen inmundo. La constante lealtad la capacidad y saber, decidida adhesion y la probidad á toda luz y prueba del Sr. Echague lo inclinan siempre hacia la prosperidad de la patria, hacia nosotros y bastan por si solas para destruir todos los recelos que puedan haber exitado los que se complacen en dividirnos, sin advertir que en los grandes asuntos de Estado nos une y unirá siempre el sagrado fuerte vinculo del honor y patriotismo.

"Por todo esto, compañero, y porque conozco la capacidad y gran fondo de patriotismo de Vd. es que considero que volviendo al examen y meditacion de las enunciadas quejas, y conociendo los únicos fundamentos de ellas, las relegará al olvido, para proseguir ocupandonos de los grandes intereses del pais, y de llenar honrosamente la alta mision en que nos hallamos constituidos de salvarlo á toda costa de enemigos feroces que no desdeñan usar entre sus vedadas armas la del chisme, el enredo y la calumnia.

"Que Dios conceda á Vd. salud, acierto y felicidad es el voto sincero de su compañero y amigo.

JUAN MANUEL DE ROSAS.

Persistió aun con mayor alevosía el salvage unitario Cullen y escribió la siguiente carta, en que vierte toda la ponzoña de su corazon feroz contra el esclarecido General Echague, y tambien contra el fiel y benemérito federal General Urquiza.

Señor D. Juan Manuel de Rosas.

Santa-Fé Junio 25 de 1836.

Mi querido compañero:—

"Al fin puedo empezar á ocuparme de contestar su estimable correspondencia, lo que no he podido ántes por el sinnúmero de atenciones del momento y de urgente despacho, y tambien por mi falta de salud.

"Reconocido hasta el extremo á la fina y leal amistad de Vd. tantas veces demostrada, ha venido Vd. á darme un nuevo testimonio de ella en esa franqueza é ingenuidad con que me habla en lo relativo á D. Pascual Echague, y en todo lo que respecto á él me espresa Vd. aunque disconforme conmigo en opinion é ideas. Correspondiendo, pues, como debo, á esa inestimable franqueza, tan imperiosamente reclamada por la intima amistad que nos une, y que es tan precisa al bien de los pueblos, cuyos destinos presidimos, no menos que al de todos los que forman nuestra República, voy a decir á Vd. lo que real y verdaderamente hay, y tambien lo que por mi moderacion he callado antes de ahora, ya que ese mozo ni siquiera por los respetos que tan justamente se merece Vd., y sin consideracion alguna á los que debe al puesto que ocupa, no se ha dignado, al menos en esta vez, abandonar su fatal calidad de embustero que forma su caracter; pero quiero antes, mi querido compañero, me haga Vd. la justicia de creer que al explicarme no me considere Vd. prevenido contra el referido D. Pascual, ni que esté distante de hermanarme con lo que dicte la prudencia y con las indicaciones y deseos de Vd., para mí tan respetables: he sentido, sí, sus inconsecuencias, como es natural, y aun mas el tener que revelarlas: pero ello ha sido preciso, despues de un largo tiempo que las sufria, desde que me penetré que el silenciarlas por mas tiempo debia producir muchas desgracias á nuestros compatriotas, y en cierto modo, me sometia á responsabilidades.

"Refiriéndose á D. Pascual, supone Vd. en él sinceridad &c. Si esto fuese cierto, mi querido amigo, él no habria incurrido en los defectos de que se ha hecho culpable, defectos que son notoriamente públicos, y que hubieran ya sido el origen de grandes calamidades para el pais, si yo no hubiese vivido muy precavido, y si por nuestro asiduo trabajo en perseguir y desbaratar las insidiosas maniobras de los unitarios no se hubiese conseguido aniquilarlos tan completamente en todos los ángulos de la República. Si esas protestas que ha dado á Vd. fuesen ciertas, él no habria jamas escuchado las negras invectivas de los malvados unitarios contra Vd. y contra mí como ha sucedido hasta el grado terrible de suponerme un imbecil entregado á sus caprichos, calificandolo á Vd. de un tirano insoportable; asi fué que cuando yo segundé la intimacion de Vd. contra los Reinafés, lo llevó muy á mal y llegó la osadia hasta el estremo de decirse que en tal negocio yo no me conducia por mis propios sentimientos, que me perdia sin remedio por esa deferencia que prestaba á las injusticias de Vd., entre las cuales era muy notable la intimacion á los Reynafes, y la persecucion a los de la revolucion de Octubre, á lo que tambien me habia prestado contra todo principio de justicia. A ser ciertas esas protestas de benevolencia, él no habria promovido la desercion de las tropas veteranas que guarnecen la frontera del Norte en la proteccion escandalosa que ha concedido á los desertores, hasta el grado de enrolarlos en su escolta en el momento mismo que se le han presentado: tampoco habria consentido oficiales desertores de esta.— Si esas seguridades de amistad fuesen verdaderas, él no habria promovido la emigracion de este pais al Entre-Rios, valiendose de cuantos arbitrios han estado á su alcance. Para que se le pudiesen creer sus seguridades de benevolencia seria preciso que se le hubiese visto obrar para con la tierra que preside con esa consideracion generosa tan compatible entre pueblos tan ligados; mas solo á D. Pascual Echague ha sido dado considerar á los habitantes de Santa Fé de peor condicion que á los extranjeros mas desconocidos. Jamas el Gobierno de Santa Fé ha cobrado derecho alguno al trigo que se ha introducido de la provincia de Entre-Rios, ni menos al que de esta se ha exportado para allí, hoy D. Pascual hace pagar al trigo cosechado en esta tierra 22 p ℥ a su entrada en Entre-Rios. El ganado de cria que varios lo han llevado de aqui para aquella Provincia sin cargo alguno de derechos, ahora al que se traiga para acá se le ha impuesto como un 40 p ℥, y á las ovejas un 50 p ℥. Para que se le pudiesen creer sus protestas seria tambien necesario que no hubiese dado una acogida tan decidida á varios hombres, infringiendo asi el tratado del 4 de Enero: tampoco habria admitido en su Provincia los hombres malos y discolos que yo he arrojado de aqui. Para poder creer á ese hombre, pudo y debio dar pruebas de amistad, cuando su hermano D. Bernardo se pronunció contra mi de la manera mas hostil. Instruido D. Pascual por una persona de mi amistad de la conducta infame de su hermano, para que lo enfrenase, se mostró muy sensibilizado, diciendo que esta pesadumbre le costaria una grave enfermedad, que ya habia increpado á su hermano, que lo iba á hacer llamar de nuevo para hablarle con toda severidad: en efecto lo llamó: pero obró en sentido contrario. Asi fué que el tal mozuelo volvió y continuó en su empresa en union con Benites, hasta que lo llamé, y le hablé de todas sus picardias, y aun le intimé orden de destierro, pero la revoqué luego, haciéndome cargo que era darle una importancia que ni tenia ni merecia.

"Es una equivocacion de D. Pascual el creer que encubiertos aspirantes del Entre-Rios son los que han influido en el disgusto en que me supone con él. El verdadero origen de todo consiste en su conducta y nada mas.

"Nunca he oido que el Comandante General de la frontera del Uruguay D. Justo Urquiza á quien tanto protege D. Pascual se haya empleado en favor de la Federacion, ni lo haya prestado el mas pequeño servicio; lo que si le he visto es pelear empeñosamente en union de los asesinos de Diciembre. D. Pascual me dió cuenta del Entre-Rios cuando lo envié allí con fuerza armada contra Espino, avisandome que Urquiza se hallaba en su campo, y ya conocí por el tenor de su comunicacion que estaba prevenido en su favor. Yo le contesté que lo remitiese preso; asi se ejecutó; y despues de estar aqui me hizo una historia de lo ocurrido en Entre-Rios concluyendo con solicitar que le permitiera regresar; se lo negué. Despues que D. Pascual entró á gobernar el Entre Rios, recibí una carta del tal Urquiza, avisandome que estaba de Comandante General del Uruguay, y esta fué la primera noticia que tuve de tal nombramiento. Se la contesté en el orden que era regular, y en seguida, al estar yo para marchar sobre los indios, me envió unos seis ó siete caballos para que me sirviesen en la campaña; y yo en agradecimiento le mandé un poncho guaicurú.

"D. Pascual dispensa gran confianza á Andrade y Sabid. Al primero lo hizo traer de Córdoba bajo grandes ofrecimientos, sin reparar que yo lo tuve preso en el ejército por unitario, como lo es hoy y enemigo mio por aquella razon; lo hizo su capellan, asignandole un sueldo, y á mas le dió un beneficio: lo ha tenido muy cerca de él; es depositario de sus confianzas, al grado que lo ha hecho nombrar Diputado en la Junta de Representantes, de la cual hoy es su Presidente.

"Sabid desterrado de aqui por mi para Corrientes por unitario perro y discolo, al pasar por el Paraná, lo hizo quedar; le ha conferido varias comisiones; diariamente le visita; y aun hay quien asegure que le asesora privadamente; por supuesto que en lo público es Asesor del juzgado ordinario.

"Apesar de todo lo que queda dicho por mi parte estoy pronto á transar, puesto que en ello se interesa Vd. tanto, y cuando nada hay para mi tan grato como complacer á Vd. Pero aun hay mas: yo conozco que ese hombre ha de procurar empeñosamente marchar bien con Vd., desde que á mí me vé preparado contra sus picardias, y que estoy bien al corriente de ellas. Yo me daré por muy satisfecho de esto, y celebraré muchísimo que, entregado á sus consejos y direccion obre con mas decencia de la que antes de ahora ha observado, aun cuando jamás se acuerde de mi para nada; pues aunque hay hombres visionarios y que de todo forman misterios alarmantes, Vd. sabe bien que yo no soy de esos y sobre todo, que deposito en Vd. una confianza sin limites cual en mi mismo. Limitaréme solo á hacer á Vd. una indicacion para este caso; ella consiste en que en mi opinion Vd. debe exigir de D. Pascual destierre del Entre-Rios á Andrade, Benites y Sabid; porque estoy cierto que, desde que asi se obre todo se compondrá facilmente, desde que considero á estos hombres autores de los estravios de D.

Paraná, y desde que estoy convencido que son enemigos irreconciliables de la Federacion, de Vd. y de mí.

Concluyo esta mortificante carta por el objeto que la motiva, volviendo á asegurar á Vd. que ninguna prevencion alimento contra D. Pascual Echague, antes bien le compadezco; porque sé bien que se pierde. Tambien es verdad que yo no podré ya dispensarle la confianza y amistad que antes le profesé, porque esto seria una degradacion vergonzosa; á que se agrega que ni él ha dado el mas pequeño paso para volver á ella y satisfacerme.

"Deseando siempre su buena salud y acierto me repito su verdadero fiel amigo y compañero.

ESTANISLAO LOPEZ.

A esta calumniosa pérfida inmunda invectiva, obra infame del salvage unitario Cullen, que tan ferozmente traicionaba la confianza del esclarecido General Lopez, contestó Nuestro Ilustre Restaurador de las Leyes con la siguiente importante carta.

Sr. D. Estanislao Lopez.

Santa-Fé.

Buenos Aires, Julio 21 de 1836.

Mi querido compañero.

"Aunque me asiste siempre la confianza de que ha de terminar felizmente el disgusto de Vd. con nuestro compañero el Sr. Echague promovido entre tinieblas por manos arteras y pérfidas, que por mas que se escondan, alcanzo á divisar puestas en juego por los feroces unitarios, y aunque estoy penetrado intimamente de que el patriotismo, saber y tino de Vd. contrastarán siempre estas maniobras infames, no me es dado prescindir de dirigir á Vd. algunas observaciones sobre el contenido de su estimada fecha 25 de Junio último á que contesto, y desvanecer las equivocaciones en que Vd. se halla.

"Mucho me ha desagradado el estilo en que se halla redactada esa carta, y que tanto se singulariza por la exaltacion en que han colocado á Vd. siniestros é inexactos informes. No puedo creer que al Sr. Echague cuadre una sola de tan odiosas calificaciones, porque su conducta, sus hechos, su veracidad y buena fé, su leal y constante amistad hácia nosotros, contrastan con elocuencia las acusaciones inadmisibles, no de Vd., mi querido compañero, sino de algun encarnizado enemigo nuestro que pérfida y solapadamente fomenta los zelos, la discordia y la enemistad, y, adulterando los hechos, suscita prevenciones funestas para estraviar el buen juicio de Vd., poniéndolo en una cruel lucha con sus mismos sentimientos los mas nobles y patrióticos. Embusteros y malvados son, amado compañero; no el Sr. Echague, á quien conocemos tan veraz, leal, franco y noble en su conducta, sino los feroces unitarios que, soplando la discordia, fabrican supuestos agravios é inventan pretendidos insultos para molestarnos, ya que no pueden dividirnos, y hacer vacilar nuestro juicio aun sobre las reputaciones mas sólidas, bien establecidas y honorables.

"Sostengo y sostendré siempre que el señor Echague es amigo verdadero de Vd., compañero, apesar de las nubes que han interpuesto sus enemigos entre Vd. y él. A no ser asi no se hallaria dispuesto, como lo está, á prestar una racional y sincera deferencia á nuestras indicaciones con tendencia al bien general del pais, como no dudo lo hará, porque conozco su gran fondo de patriotismo, capacidad y saber.

"Con respecto á los hechos que Vd. cita, creo que han llegado á su noticia por conductos muy prevenidos, y que ninguno de ellos ha existido. Me consta que el Sr. Urquiza, ha prestado ya útiles y muy leales servicios á la causa Nacional de nuestra Confederacion, y me consta tambien que esto Vd. mismo asi lo ha reconocido ya bajo su firma, haciéndole el justo elogio y distinguido aprecio á que se ha hecho acreedor entre nosotros. Mucho mas podria decir á Vd., compañero; pero lo creo innecesario desde que con lo espuesto, que es la sincera espresion de la franca amistad que le profeso y al mismo tiempo una prueba de ella, es lo bastante para que su ilustrado juicio y acendrado tino penetren en lo mas recóndito de las solapadas maniobras que hoy se ponen en juego contra nosotros.

"Es cuanto por ahora puedo decir á Vd., y ruego á Dios le conceda la mas completa salud, acierto, y prosperidad; que es el voto constante de su fino amigo y compañero

JUAN MANUEL DE ROSAS."

Completamente desbaratado el salvage unitario Cullen, confundido por la penetrante, sabia y enérgica política de NUESTRO ILUSTRE RESTAURADOR DE LAS LEYES, se vió obligado á desistir de su asquerosa feroz pérfida maquinacion, recogió de nuevo la red, y quedó asechando la ocasion de tenderla otra vez con su inaudita alevosía, ferocidad y salvagismo.

Mientras el salvage Cullen llevaba adelante el plan infernal de desolacion y de sangre fraguado por la bárbara asquerosa feroz logia unitaria, de que era instrumento miserable, tanto Nuestro Ilustre Restaurador de las Leyes como el Ilustre Restaurador del Sociego Público Brigadier D. Pascual Echague penetraban á toda luz la traicion inmunda, ferocidad sin cuento, é inaudita alevosía de ese salvage unitario. Entre muchas importantes cartas del Exmo. Sr. General Echague á Nuestro Ilustre Restaurador respecto al foragido Cullen, son dignas de toda recomendacion las siguientes que tenemos la satisfaccion de publicar en esta oportunidad para que se vea cuan bien conocia el esclarecido General Echague al salvage unitario Domingo Cullen, y cuan nobles y eminentemente honrosos son los principios y sentimientos que caracterizan á aquel distinguido campeon de la Confederacion Argentina.

Sr. D. Juan Manuel de Rosas.

Paraná, Febrero 6 de 1837.

Mi estimado amigo.

Cuando en Septiembre último anuncié á Vd. la transacion que habia tenido lugar entre el Sr. Lopez y yo, estaba muy distante de persuadirme que ella podria alterarse, mas no ha sido asi, porque desafortunadamente en el mismo Septiembre ya se hizo un sistema de silencio, sin que nadie sea capaz de adivinar que nueva causa pueda haber intervenido; de la campaña le escribí tres cartas participándole lo que ocurria en el Estado Oriental y á ninguna se dignó contestarme. Yo entonces ya no quise escribirle mas y quedamos en el mismo estado que antes. Esta ocurrencia la siento por Vd. y nada mas; tanto es que se la he ocultado hasta ahora por no darle este disgusto. Por lo que á mi toca despues que veo que este no es sino un plan concebido por la miserable intriga todo lo doy al desprecio merecido. Lo singular que hay en esto es que en medio de la incomunicacion con el Sr. Lopez, lo que ha necesitado para aquel Estado me lo ha mandado pedir por medio de Cullen, como ha sido piedra para sus obras, pasage de ganado, caballos, &a. Yo le suplico á Vd. que no se afecte por esto, pues ya se vé muy bien que no son sino niñerias indignas de hombres que ocupan una posicion tan distinguida.

Mucho y de alguna gravedad quisiera decirle á este respecto, pero no urge y no quiero molestarle mas.

Disimúleme esta confianza y cuente siempre con la invariable amistad que le profesa su firme amigo.

PASCUAL ECHAGUE.

Sr. D. Juan Manuel de Rosas.

Paraná, Julio 21 de 1838.

Mi querido amigo.

Despues que le escribí la anterior con el capitan Castañeda he sabido á no dudarlo que Cullen sigue hablando en favor de los Franceses, y añade que ahora mas que nunca está persuadido de la necesidad de cederles por la enemistad de Vd. con Heredia: ha dicho á varios sugetos que Vd. le ha mostrado alguna correspondencia del interior para hacerle ver la conducta indigna del referido Heredia, y que Vd. hablaba muy mal de aquel General, que estaba fuertemente resentido porque parecia que no queria sujetarse á Vd., que á este respecto le hizo Vd. muchas confianzas, y que lo comprometió á que viniese á tomar el mando de Santa-Fé ofreciéndole Vd. continuarle el subsidio mensual, mandarle vestuarios, armas y tal, lo que necesitase, con el fin de tener un hombre de su confianza allí, pero que él estaba muy distante de tomar parte en sus etiquetas personales, y de aquí concluye la necesidad absoluta de que cedamos á lo que nos piden los Franceses. Aquí alborotó dias pasados á algunos comerciantes, porque hizo correr la especie de que llevando guias de Santa-Fé podian ir con seguridad á Montevideo: dos fueron á pedirlas y les contestó que ese asunto no lo tenia concluido por causa de mi oficio á Vd. y por haber salido el Contra-Almirante Frances de Montevideo al Janeiro, con quien hubiera arreglado todo, pero que en breve tendria un resultado favorable á los intereses de Santa-Fé.

Siento presentarle motivos de disgustos, pero si no le revelase á Vd. lo que sé faltaria á la franca amistad que me honro en profesarle como que soy y seré su fino é inseparable amigo y compañero.

PASCUAL ECHAGUE.

Sr. D. Juan Manuel de Rosas.

Paraná, Mes de América 21 de 1838.

Mi querido amigo.

Con el mas positivo placer he leido su apreciables de 24 al del próximo pasado Abril, á cuyos pormenores no me contraeré ahora por ocuparme de lo mas urgente ó que casi ha hecho prevaricar á algunos. La escandalosa conducta del Cónsul Frances y la mas abominable aun del Contra-Almirante Le Blanc no pueden sino irritar á todo Argentino interesado en el honor y dignidad de su Patria. La conducta circunspecta y firme que Vd. ha observado forma un contraste con la de aquellos y honrará siempre á nuestra República: por ella le tributo á Vd. mis mas sinceras felicitaciones y reconocimiento.

Por apurada que parezca nuestra situacion no está aun para decidirnos á capitular con bajeza. Asi es que cuando yo estaba con el mejor suceso preparando la opinion pública de la Provincia para resignarnos con tiempo á todo género de privaciones y hacer ver á los débiles todo lo que podemos siempre que nos resolvamos se ha desparruna 'o de Santa-Fé como estudiosamente la especie de que si Vd. no cede nos perdemos, y que el Ministro Cullen habia dicho públicamente que iba á hacerle la forzosa en combinacion con Córdoba, á cuyo Gobierno lo tenia ya ganado. Yo siguiendo mi propósito he sostenido que Vd. no podia condescender con nadie en un asunto en que se comprometia tanto el honor de nuestra Patria, y que de contramarchar se seguia el descrédito de la República, sin mejorar su situacion, porque mañana con la misma Escuadra Francesa nos podrian pedir todo lo que quisiesen, porque desde que mostrásemos la mas pequeña debilidad los autorizábamos para todo.

Al principio me resistí á creer que Cullen pensase así y que él fuese el autor de estas especies, porque en su posicion no debia con perjuicio del crédito del pais halagar la avaricia de los egoistas. Mas ninguna duda me ha quedado desde que recibí la que le incluyo original con una copia de mi contesto. Por ella verá Vd. todo lo que capéa y todo el interes que tiene en que creamos que la cuestion es solo con Buenos Aires. Bien meditada esa carta encierra un veneno que á Vd., á mi y á todos los verdaderos Patriotas nos ofende altamente.

No es esto solo sino que ha tenido atrevimiento de hacer creer á muchos que todo esto no es sino un capricho de Vd. pero que él iba á mirar por el bien de Santa-Fé y Entre-Rios ya que yo no lo hacia. Asi ha pretendido darse importancia, y ha hecho correr la voz de que en el último caso vá á tener una entrevista con el Contra-Almirante Frances. Ha prometido que cuando menos arreglará el comercio de Montevideo con estas Provincias por el Paraná. Esto Vd. no lo dude; pues á no saberlo yo tan de cierto no me atreveria á comunicárselo.

Lo que me desagrada tambien en esta comision es el haberla publicado faltando á la circunspeccion y reserva con que deben tratarse asuntos tan delicados. Ella tampoco no es movida por un espíritu de patriotismo sino con designios particulares. Algunos empleados de Santa-Fé han dicho públicamente que si no se procura transar y conceder al Cónsul lo que pide aquella Provincia perece, porque entónces Buenos Ayres le retirará el subsidio mensual que ahora le pasa. Pero no advierten estos hombres que la pretension que hoy entablan es con miras mas avanzadas, y que con concedérselas asi sin mas formalidad, no se habrá hecho otra cosa que abrirles la primera puerta. Yo lo miro asi por las circunstancias que han elegido para entablar su demanda. Cuando los anarquistas del Estado Oriental unidos con los enemigos mas encarnizados de nuestra República han tomado cuerpo, entonces vienen, forman su escuadra y sin mas cumplimiento piden la derogacion de la Ley con la amenaza del bloqueo. Esto es irritante, y mucho mas cuando no se les niega absolutamente, sino que Vd. con toda justicia pide para tratar esta materia una persona suficientemente autorizada por el Rey de los Franceses. Lo que quieren es buscar pretexto y cuando este no les baste, inventarán otros mil, hasta no provocar torpemente para hacernos perder la moderacion, y hacer de nosotros como de los Argelinos. Esta es mi opinion, pero como he dicho ántes, si nosotros nos resolvemos y unimos se llevarán un gran chasco.

Le he hablado con la franqueza que debo como á un verdadero amigo, y, con la misma le protesto que mi opinion no será otra que la que Vd. resuelva: no le digo que se sostenga ó contramarche: lo que Vd. disponga eso será lo que yo he de sostener.

Estoy muy ocupado, y no tengo mas tiempo que para asegurarle que soy su firme amigo y leal compañero.

PASCUAL ECHAGUE.

Sr. D. Pascual Echagüe.

Santa-Fé, Mayo 7 de 1838.

Mi apreciable compadre.

Mucho tiempo ha que nada sé de Vd., me dicen que se halla en Alcarás restableciendo su salud, y celebraré que lo haya conseguido.

Supongo á Vd. instruido del cuadro lúgubre y desconsolante que presenta hoy nuestra República combatida de todo género de males, que solo podrá contrastar la constancia y valor argentino de que ha dado el pais tan multiplicadas pruebas, y espero en la Divina Providencia se reproduzcan en esta vez apartando de nosotros la maléfica estrella que nos persigue.

Despues de la infamia de Paucarpata, nuestro ejército del Perú se retiró á Miraflores, y los enemigos ocuparon las posiciones en Humahuaca que aquel tenia. Ayer hemos recibido una muy larga correspondencia del General Heredia y por ella consta en substancia: que el infame Coronel Carrillo Catamarqueño se pasó á los enemigos é insurreccionó la Provincia de Catamarca habiendo reunido una fuerza de trecientos hombres los cuales fueron batidos y deshechos completamente por el segundo general del Ejército D. Felipe Heredia; mas esta circunstancia ha llamado mucho la atencion del General en Gefe y le ha hecho distraer de su general objeto. A mas Vd. sabe lo que importa un asunto de esta naturaleza en la causa que sostenemos contra el Cholo.

El General Heredia se hallaba disgustado suponiendo que no se le auxiliaba debidamente y habia hecho su renuncia del generalato, que no le ha sido admitida por el Sr. Rosas. A esto agregue Vd. los sucesos de Chile, la invasion de los salvages del Sud sobre la Provincia de Buenos Aires de que da idea el adjunto parte; y lo que es aun peor que todo la actual cuestion del Cónsul y Contra-Almirante Frances con el Gobierno de Buenos Aires, y el bloqueo que en consecuencia han puesto á aquel puerto, y lo demas que se propusen egecutar como se deduce de sus piezas oficiales y de la adjunta proclama del Contra-Almirante Leblanc; porque con bloqueo no hay recursos, y sin estos no sé que será de nuestro ejército del Perú en el estado en que se halla actualmente; ademas de otras consecuencias funestisimas que yo preveo de ese bloqueo, y que son muy palpables.

Segun se deduce de la circular de doce del pasado del Gobierno de Buenos Aires parece que el tal bloqueo solo fuese estensivo á aquella Provincia; porque ella dice "Esta conducta &a. le ha producido *el bloqueo del Puerto de Buenos Aires y del litoral de la Provincia* y esta espresion de la nota del Sr. Rosas se ajusta sin duda á que la causa ostensible de esta grave cuestion no tiene mas origen que sostener el Sr. Rosas la sancion de 10 de Abril de 1821 de la Sala Provincial de Buenos Aires respecto a los estrangeros establecidos y residentes en aquella Provincia. En fin Dios lo ilumine á este grande y buen amigo en tan delicado asunto.

Entre tanto yo no me he fijado en la resolucion que podrá y deberá tomarse respecto á la antedicha circular, y para proceder con mas acierto desearía que me manifestase su opinion sobre este asunto de alta gravedad.

Digame como se halla su salud; la del Sr. Lopez sigue con sus alternativas; ahora está en el campo que es donde mejor le vá.

Su afectisimo compadre y amigo——

DOMINGO CULLEN.

P. D. Ruego á Vd. me conteste á esta con la brevedad posible.

Sr. D. Domingo Cullen.

Alcarás. Mayo 14 de 1838.

Mi estimado compadre.

El 11 por la mañana recibí su apreciable de 7 del presente, y no he podido contestarla hasta hoy por haber estado cuatro dias atacado de un fuerte dolor de cabeza de resultas de un resfriado, y hoy recien estoy bueno. El asunto de que me habla es de la mas alta importancia, y en las circunstancias difíciles de nuestra Patria debe llamarnos toda nuestra atencion. Por todas partes se nos presenta nublado el horizonte político, y solo desplegando con energia las virtudes que han dado tanta gloria al nombre Argentino podremos hoy aumentarla, y conjurar la tormenta. Nuestra situacion es ciertamente azarosa, pero nuestra union decidirá ventajosamente de nuestra suerte.

Nada nos supondria la guerra contra Santa-Cruz, las pequeñas invasiones de los salvages, en las que por lo comun salen escarmentados, ni las amenazas del resto de unitarios foragidos sostenidos por los anarquistas del Estado Oriental, si no fuese el bloqueo de los franceses, que coartará nuestros recursos. Pero ¿que remedio podremos aplicar á este mal, cuando no ha podido evitarse sino envileciendo el honor de nuestra nacion? El Cónsul y Contra-Almirante frances no aducen otra razon para justificar el atentado escandaloso que han cometido á nombre de su Soberano, sino que el Gobierno de Buenos Aires no ha condescendido en la exagerada pretension, que entabló sin autorizacion suficiente, pidiendo la derogacion de la ley de 10 de Abril del año 21. Esta ley por otra parte está en perfecta consonancia con los principios que la misma Francia ha sostenido y practicado. Ella está tambien apoyada en el derecho inter-nacional, y ¿será justo por salvar de un peligro del momento hacer concesiones humillantes? Aun cuando el bloqueo fuese solo á los puertos de B.s Aires, nosotros no podriamos ser indiferentes sin renunciar solemnemente el derecho que tenemos á sancionar la misma ley. Pero asi mismo ninguna ventaja que no fuese efimera habriamos reportado. Los franceses envanecidos con este triunfo llevarian mas adelante sus pretensiones; no reconocerian otros límites que los de su ambicion, y sin sentirlo vendriamos á ser vergonzosamente colonos de la Francia. Yo preveo que un solo acto de debilidad por nuestra parte va á traer la ruina de la Patria ó á colocarnos en circunstancias mas dificiles y peligrosas que las presentes. No nos queda en mi humilde opinion otro

partido que tomar sino alzar la voz contra el derecho de la fuerza, y sostener á espensas de todo género de sacrificios los derechos y el honor nacional. Este es compadre el sentido en que pienso contestar á la circular del Gobierno Encargado de nuestras Relaciones Exteriores. En nuestra union y patriotismo escollarán las miras ambiciosas del extrangero: así lo espero de la Divina Providencia que no abandonará la causa de la justicia, y de cuya proteccion tenemos tan clásicos testimonios. Estoy por otra parte persuadido que cuando en un Estado el derecho y la libertad son todas las cosas, los inconvenientes son nada.

Le he hablado cou la franqueza que debo como que soy su afectisimo compadre.

PASCUAL ECHAGUE.

Señor D. Juan Manuel de Rosas.

Paraná, Agosto 16 de 1838.

Mi querido amigo.

El silencio que le decia á Vd. que habia de observar inviolablemente hasta no saber su opinion sobre la eleccion de Cullen para Gobernador de Santa-Fé, ha llenado de sospechas furiosas contra mí á aquel hombre débil. Sé por conductos seguros que ha tenido el temerario arrojo de querer sorprehender á Vd. con inventos calumniosos que ofenden en lo mas sagrado á mi delicadeza. Yo miraria con el desprecio que merece este procedimiento, y reposaria con confianza en la persuasion de que Vd. obrará del mismo modo desde que se digne comparar mis sentimientos con los del individuo que pone en egercicio medios tan odiosos y viles; pero convencido de que la sagacidad del calumniador crece á medida de la inocencia del acusado ó calumniado, y que en deficiencia de comprobantes que acrediten la impostura se apuran los resortos de la maldad y mala fé para dar realidad á los fantasmas y sombras, he creido conveniente dirigirme á Vd. con el fin de imponerle sobre las causas q' en mi concepto han dado motivo á Cullen para obrar de un modo tan precipitado é indigno del puesto que ocupa. Vd. está bien impuesto con respecto á mis sentimientos en cuanto á su eleccion para presidir los destinos del pueblo Santafecino; sabe tambien que mi opinion la subordinaba á la de Vd., y todo por razones en las que no tiene parte la prevencion, ni interes alguno particular, sino el bien general de la República. Así fué que me propuse observar un profundo silencio y no interrumpirlo hasta no imponerme de su opinion á este respecto, para marchar en un perfecto acuerdo con Vd., como se lo tengo protestado y ratifico: así tambien por evitar compromisos que pudieran trastornar su marcha, procaré evitar la entrevista que por repetidas veces intentó realizar, y todo con el designio de tomarme tiempo para recibir su contesto á las dos últimas que le dirijí el mes pasado á este respecto.

Esta ha sido la causa que ha inducido á Cullen á entrar en recelos y sospechas tan temerarias. Sin duda su amor propio ofendido con esta conducta que me la prescribia la lealtad á mis compromisos, le representó que se disponian elementos de su ruina por parte de este Gobierno. Agitado de esta prevencion ya no se ocupó de las indagaciones que la prudencia dicta en semejantes casos para llegar al conocimiento de la verdad, y solo puso en egercicio los medios que sugiere la venganza. El primer paso que dió en este odioso plan, fué diseminar en la Provincia de Santa-Fé, que en la de Entre-Rios habia estallado una revolucion contra mi Gobierno: es fácil calcular el objeto que se propuso con esta invectiva alarmante, y no fué otro que deprimir el crédito que yo tenia, sin fijarse en las circunstancias del pais que reclaman urgentemente de nuestra parte la mayor circumspeccion y desprendimiento. Mas viendo que esta impostura no podia subsistir adoptó el perverso designio de querer persuadir á los habitantes de Santa-Fé que yo queria turbar la paz que gozaban y encender el fuego de la discordia, y para llegar al fin de tan depravado intento se apresuró á tomar medidas que indicasen al público la verdad de estos temores.

Por dos veces fueron apresados algunos individuos inocentes, á quienes por medio de amenazas se les queria arrancar una confesion favorable á su reprobado proyecto, mas no pudiendo obtenerlo, procedió á hacer por tercera vez igual tentativa con dos ó tres paysanos, y colgándolos consiguieron hacerles decir lo que querian que digeran, y cuya confesion segun se me ha informado ha sido puesta en su conocimiento. Estoy persuadido que Vd. al solo tender la vista por el informe, se habrá convencido de que el calumniador tiende para sí mismo las redes en que intenta hacerme caer. Se me imputa que yo he mandado agentes para mover á los indios del Sauce; yo confieso que al llegar á mi noticia semejante impostura, no pude menos que sorprenderme, no tanto de una calumnia tan negra, cuanto del concepto que Cullen que ha dado crédito á ella, habria formado de mi ineptitud para semejantes casos al que él se figuraba. El Canton del Sauce es el mas distante que está de aquí, y solo hay en él treinta indios los mas inútiles, porque los mejores se sublevaron en vida del finado General Lopez. En el Departamento del Rincon, en un lugar llamado los Calchines, distante únicamente cinco á seis leguas de aquí hay una colonia de los indios de San Javier, donde se encuentran mas de doscientos hombres de pelea: de estos tengo seis aquí con sus familias, y dos de ellos de los de mas crédito, ¿Como, pues, se imagina Cullen que en el caso que me supone habria dirigido mis tentativas á aquel punto distante, omitiéndolas en este mas cercano, y en el que cuento con mejores elementos? Como no advierte que para mover los 30 Abipones del Sauce no me hubiese valido de hombres desconocidos para ellos, sino que hubiera hecho ir uno de los tres indios que tambien tengo de la misma nacion, y á quienes puramente considero como agentes mas adecuados para un designio semejante? Mas no es extraño que Cullen haya estado tan distante de estas reflexiones. Un corazon dañado solo dá oidos á las voces con que le hablan las pasiones.

Creeria hacer á Vd. un agravio y desconfiar de su buen juicio, si insistiese mas en persuadirle de la falsedad y de la calumnia con que Culleu intenta denigrarme, creyendo talvez por este medio debilitar los vínculos de amistad que me unen á Vd. Me basta para reposar tranquilo saber que Vd. conoce á Cullen, y por esta persuasion no me he afligido á hacer llegar esta á sus manos, sin embargo que el Sabado 4 del presente por dos paysanos que vinieron ocultos supe que le mandaban el informe contra mi conducta, y que para que yo no lo supiese y me anticipase á escribir á Vd., iban á tener disimuladamente cerrado el puerto dos ó tres dias, como en efecto sucedió, pues atajaron los botes de la carrera hasta la tarde del 6, que recien llegaron.

Vd. no ignora quien es el extrangero Cullen: hombre presuntuoso, ocupado únicamente de sus intereses particulares, olvida totalmente los del pais, y aun los sacrifica como á expensas de ellos pueda atesorar. Todo su anhelo es figurar algo y suponerse superior á todos. Se imagina superior á todo, y se burla del sagrado título de amigo, que hasta los salvages respetan: inmoral en todos respectos, la fidelidad para él es cualidad de hombres de pocos alcances. Vd. y yo hemos sido víctimas de sus felonias. En medio de la amistad con que los honraba, inspiró al finado General Lopez la terrible idea de que era preciso que conociese su posicion ventajosa: que su influjo con todos los Gobiernos era muy superior al de Vd. Entró en el inicuo plan de hacerlo aclamar por los Federales y Unitarios como Gefe del Estado. Para este efecto fué comisionado el infame Canonigo Vidal á que influyese en la union: me puse yo de pormedio para que no se realizase. Este es el crímen que tengo para Cullen que iba á ser el Ministro del Gobierno General de la República. Lleno siempre de esta aspiracion, creyó llegada la oportuninad de verla satisfecha con la cuestion del Vice-Cónsul y Contra-Almirante Francés, é intrigó con cuantos Gobiernos pudo para que no se aprobase su conducta, y si como era regular se obstinaba Vd. hacer que le retirasen las facultades y se las confiriesen al Sr. Lopez. Por la que le adjunto original del Gobernador de Corrientes, verá Vd. todo el veneno que le han hecho concebir contra Vd., como quiso hacerlo conmigo. Este es el plan acordado entre el extrangero Cullen y el malvado Canónigo Vidal, con quien sé que ha estado todo este tiempo anterior en una estrecha correspondencia.

Volviendo, pues, al asunto que le ha dado motivo á la calumnia con que hoy me denigra: le diré á Vd. con toda la franqueza de que soy capaz: Si yo hubiera tenido la fragilidad de desviarme de la marcha circunspecta que he procurado observar siempre, no tendria embarazo en declararselo á Vd., reservadamente como amigo. La confianza que me inspira su amistad me quitaria todo recelo en este caso, y así le juro á Vd. que no ha ocurrido mas que lo que voy á exponerle.

Un paysano del Diamante, José Rodriguez, habiendo estado con algunos vecinos de aquí, les dijo que habiendo ido á Coronda encontró al Corregidor del Sauce, y que este se expresó en términos que manifestaban su desagrado por el nombramiento de Cullen; que hizo acuerdos amistosos de mí, agregando que si no iba á mandar en Santa-Fé, un Gefe de los conocidos como yo, se iba á ganar los montes con sus indios. Con semejante noticia traté de indagar yo mismo á Rodriguez el estado en que se hallaba dicho indio cuando se pronunció de este modo, recelando fuese efecto de alguna embriaguez, mas como me aseguró que estaba en su razon, ya no dudé que podria llegar á realizar aquel designio, y con tanta mas razon lo temí, cuanto que tengo conocimiento de los indios que componen esa tribu, pues ya en vida del finado General Lopez se sublevaron todos, quedando únicamente 30 de pelea, como lo he dicho antes, y que no trepidarian en seguir el ejemplo de los compañeros, ahora que les faltaba el respeto principal.

Estas reflecciones me hicieron ver el deber de impedir este mal á la Provincia de Santa-Fé y me resolví á mandar al mismo José Rodriguez dandole unos pocos reales para que hablase con dicho corregidor y le persuadiese de mi parte que por ningun motivo egecutase el atentado que meditaba haciendole ver los males que seguirian á sus mismos compañeros, y haciendole la protesta de que no temiese nada de Cullen ahora y que si necesitaban algo que yo desde aquí le haria proporcionar todo. No tuve embarazo de tener esta conversacion en presencia de varios individuos entre quienes se hallaba el paisano Bravo que habia ocurrido por una licencia para Santa-Fé, á donde se fué y por él supieron el envio de Rodriguez, porque se lo dijo al hermano: lo prenden en el acto, lo hacen declarar, confiesa lo que habia y mandan prender al referido Rodriguez que se hallaba en Coronda, se le toma declaracion, confiesa lo que habia, mas como semejante declaracion no se uniformaba á los deseos que tenia, lo colgaron hasta hacerlo desmayar y por este medio reprobado le arrancaron una confesion forzada pero favorable á sus negros designios. Esto es todo lo que hay y nada mas.

En fin el resultado es que el estrangero Cullen no me puede pasar y me provoca de todos modos: los respetos de Vd. y el amor á la Patria son los únicos que me contienen de pasar á amarrarlo por pérfido y traidor á la Patria.

Es imposible mientras Cullen mande no esté alarmada esta Proviacia con aquella, porque cansado de sufrir los enviados secretos que hacia Cullen venir á esta haciendo divulgar las especies que yo no miraba como él por la Provincia de mi mando pues que por falta de energía para reprobar á Vd. su conducta con el Cónsul y Contra-Almirante Frances iba á hacer la perecer, mientras que Santa-Fé progresaría por su separacion, permití que se hablase publicamente contra los afrancesados y como á tal se le clasifica á Cullen pues de otro modo ya no era posible contener aquí la irritante opinion contra las pretensiones francesas. Así he logrado poner esta Provincia en un estado de entusiasmo que hasta los mismos estrangeros tomarian las armas contra los franceses. Hice generalizar el lema de *vivan los extrangeros que se someten á las Leyes de la Confederacion y mueran y mueran los que intenten hollarlas.* Esto se lo ha aplicado Cullen gratuitamente á sí mismo, y como todos lo gritan á cuantos paisanos van de aquí los encalaboza: yo tengo que callarme por no dar un escándalo.

Se me olvidaba decirle que el saceso de Rodriguez no lo puse oportunamente en conocimiento de Cullen, porque fué despues que le escribí mi última, y no queria sin su consentimiento interrumpir el silencio que le prometia a Vd. que habia de guardar. Sin embargo, como me aseguran de Santa-Fé que van á dar á luz las declaraciones, yo debo en tal caso no callarme.

Por fin parece que el resultado de estas calumnias va á arrancarle á Cullen la aprobacion de su conducta contra el Vice-Cónsul y Contra-Almirante Frances. Hace dias que la Sala de Santa-Fé se ocupa de este negocio, pero lo está tratando en sesiones reservadas, lo que hace creer mas la intriga de Cullen en ese reconocimiento.

Cullen está en un volcan: la emigracion es tan grande que ha tenido que dar órden para que no se dé licencia á nadie, esto es á ninguna familia.

Si no fueran las ocurrencias del Estado Oriental yo hubiera pasado á esa á informarle personalmente, y así siento no poder decirle todo el mal que nos puede hacer Cullen.

Recibí su muy apreciable de 31 del próximo pasado y la q' me adjuntó para el General Lavalleja caminó á su destino. Yo estoy pronto á marchar á donde Vd. me ordene y con la fuerza que Vd. guste que saque, y á ponerme á las órdenes de quien Vd. quiera: estos son los sentimientos mas vivos y puros de su firme amigo y leal compañero——

PASCUAL ECHAGUE.

P. D. Con una carta de Vd. á Cullen desciende del puesto, porque invocando su nombre fué como se hizo elegir.

Estos importantes documentos no solo realzan honrosamente la conducta pública, sábia, patriótica y leal de S. E. el Sr. General Echagüe, sino que contienen nuevos datos y comprobantes luminosos de la traicion, ferocidad y salvagismo del foragido inmundo unitario reo de lesa-América Domingo Cullen encargado de llevar adelante ese plan infernal de desastres y de sangre, de sangre y sangre para la República, y para todo el Continente Americano.

Resulta, pues, de los documentos fehacientes que hemos publicado, hechos incuestionables que hemos manifestado, y razones que hemos aducido en estas observaciones:

1.° Que el salvage unitario Domingo Cullen procuró suscitar una enemistad funesta con el Exmo. Gobierno de Santiago, arrojando calumniosas infames invectivas contra el Exmo. Sr. Gobernador y Capitan General de aquella Provincia Brigadier de la Nacion D. Felipe Ibarra, y contra su digno Ministro el Sr. D. Adeodato de Gondra.

2.° Que ha patrocinado á los viles asesinos de Barranca-Yaco, procurando á favor de las divisiones y desacuerdos que pérfidamente procuró suscitar entre los Gobiernos confederados, obtener la fatal impunidad de tan horrendo feroz crímen.

3.° Que intentó salvar á los asesinos Reinafés, proponiendo quedase sepultado en un misterio deshonroso y funesto para la República ese inaudito bárbaro atentado de los salvages unitarios, promovido por el mismo traidor feroz Cullen.

4.° Que no pudiendo el salvage Cullen detener el rayo que se despidia contra los asesinos de Barranca-Yaco, en fuerza del pronunciamiento enérgico universal de la opinion pública, depoderio de la justicia y honor nacional, y de la sábia, enérgica y honrosa conducta de NUESTRO ILUSTRE RESTAURADOR DE LAS LEYES se esforzó por medios anárquicos alevosos en detener el castigo de los asesinos, sus viles instrumentos, promoviendo demora, suscitando disconformidad y desacuerdos entre el esclarecido General Lopez y NUESTRO ILUSTRE RESTAURADOR DE LAS LEYES, y procurando neutralizarlo todo, confundirlo y perderlo todo.

5.° Que contrastado en estas infames feroces maquinaciones por la sabiduría y firme patriótica política de NUESTRO ILUSTRE RESTAURADOR DE LAS LEYES, pugnó aun con su ferocidad y alevosia sin ejemplo por entorpecer y enredar este negocio tan importante al bienestar, honor y dignidad de la Confederacion, alegando pretextos fútiles y sofismas pérfidos para evitar el juicio legal de los Reinafes, y conseguir talvez á favor de estas demoras la irritante fatal impunidad de tan execrables asesinos.

6.° Que Cullen conferenció y acordó en Santa-Fé con Francisco Reinafé el bárbaro alevoso asesinato del esclarecido General Quiroga; que al efecto fué muchas veces á aquella ciudad el asesino Reinafé; y que Cullen pérfidamente persuadió al ilustre General Lopez que los reiterados viages de aquel y sus conferencias tenian por objeto asuntos de su particular interes y del servicio, mientras que por otra parte los Reinafés, de acuerdo con Cullen hicieron correr en las Provincias que aquel asesinato habia de quedar impune porque habia sido hecho de inteligencia con el esclarecido General Lopez.

7.° Que el salvage Cullen, no pudiendo salvar á los miserables instrumentos los Reinafes, desbaratado y confundido por la sábia enérgica política de *NUESTRO ILUSTRE RESTAURADOR DE LAS LEYES*, pidió pérfidamente el reconocimiento en clase de Gobernador Provisorio de Córdoba del foragido salvage unitario Pedro Nolasco Rodriguez, adelantándose á contestar, sin ponerse de acuerdo con el Gobierno de Buenos Aires á ese salvage unitario con quien tenia correspondencia y se entendia, como uno de los de la logia infernal anti-Americana.

8.° Que clasificado debidamente el tal Rodriguez por *NUESTRO ILUSTRE RESTAURADOR DE LAS LEYES*, penetrada por él esta nueva alevosia de Cullen é inaudita traicion del mismo al esclarecido General Lopez, y cruzada tan feroz infame maquinacion por la sabia política de *NUESTRO ILUSTRE RESTAURADOR*, insistió todavia en aquella el foragido salvage unitario Cullen, no ya con el objeto de triunfar de la justa firmeza y sábia prevision de *NUESTRO ILUSTRE RESTAURADOR DE LAS LEYES*, sino con el de llevar adelante su plan infernal, promoviendo en este asunto importante un funesto desacuerdo entre los ilustres Generales Rosas y Lopez, empeñando á este en el sosten del salvage unitario Rodriguez.

9.° Que puso en juego resortes infames á tan infernal objeto, que fueron destruidos por la firmeza y prevision política de *NUESTRO ILUSTRE RESTAURADOR* hasta insinuar habilmente este eminente hombre de Estado á su esclarecido amigo y compañero el Sr. General Lopez toda la ferocidad y alevosia del salvage unitario Cullen.

10. Que protejió, combinó y llevó á efecto la fuga por el partido del Rosario del asesino unitario Francisco Reinafé, su miserable instrumento, y que esta infame maldad fué puesta en completa transparencia por *NUESTRO ILUSTRE RESTAURADOR DE LAS LEYES* en su correspondencia al esclarecido General Lopez.

11. Que todavia, despues de esto, se atrevió el salvage unitario Cullen á proponer sin embozo el reconocimiento del foragido unitario Pedro Nolasco Rodriguez, hasta que, en fuerza de la justa,

sábia y digna política de Nuestro Ilustre Restaurador, que hizo una saludable impresion en el ilustre General Lopez, abandonó pavoroso el campo el traidor salvage Cullen, desbaratado en todos respectos en sus feroces alevosas maquinaciones.

12. Que procuró por los medios mas criminales, pérfidos y rastreros enemistar al esclarecido General Lopez con *NUESTRO ILUSTRE RESTAURADOR DE LAS LEYES*, á aquel con el ilustre General Echagüe, y á este eminente Argentino no solo con el esclarecido General Lopez sino tambien con *NUESTRO ILUSTRE RESTAURADOR DE LAS LEYES*.

13. Que tendió la red al ilustre General Quiroga con el bárbaro propósito de enemistarle con *NUESTRO ILUSTRE RESTAURADOR*, como la habia tendido al ilustre General Lopez.

14. Que arrojó pérfidamente, para suscitar la discordia y la mas espantosa anarquia, la idea de nuestra suspirada constitucion nacional, mucho antes de la verdadera oportunidad, y cuando, tratando de ella á destiempo, no es otra cosa que el tizon con que los unitarios salvages han pretendido incendiar á la República, anarquizarla y debilitarla para entregarla.

15. Que traicionó vil, brutal y asquerosamente al ilustre General Lopez, vendiendo la amistad, traficando con el honor, y traicionando con ferocidad sin cuento la Santa Causa de la Confederacion Argentina

16. Que en distintas ocasiones, por reiteradas veces, se esforzó en hacer prevalecer contra el ilustre General Echagüe infames calumnias y diatribas emponzoñadas con tendencia á desacreditarlo, y fomentar la discordia y enemistad entre los ilustres campeones de la Confederacion, siendo confundido y deshecho en tan feroz barbara maquinacion por la sabiduría firmeza, y dignidad de NUESTRO ILUSTRE RESTAURADOR DE LAS LEYES y del esclarecido General Echagüe.

17. Que dirigió sus tiros alevosos contra el benemérito virtuoso federal, General Urquiza, siendo tambien en este respecto confundido y aterrado el salvage Cullen por los mismos eminentes Argentinos.

18 Qué fué el principal instrumento de alevosia, ferocidad, desolacion y sangre en la infame conspiracion contra la independencia de la Confederacion y del Continente Americano, anunciada desde *Lóndres* por el Sr. D. Manuel Moreno en 1833.

19. Que en conformidad á ese plan infernal desenvuelto por la inmunda infame tiranía de los piratas Franceses y asquerosa traicion de los salvages renegados unitarios, no solo perpetró los referidos crímenes y alevosias feroces, sino que atentó contra la preciosa vida de Nuestro Ilustre Restaurador de las Leyes y existen datos para creer que envenenó lenta y gradualmente al esclarecido General Lopez.

20. Que concibió y propuso la infame felonia de *hacer pedazos y quemar* el solemne tratado con la Gran Bretaña garantido por la fé pública de la Confederacion Argentina.

21. Que ligado con los salvages unitarios, de acuerdo con el inmundo unitario traidor Genaro Beron de Astrada conspiró contra la independencia, libertad y honor de la Confederacion en combinacion con los piratas incendiarios Franceses y el foragido cabecilla Rivera

22. Que se mancomunó con los salvages unitarios Pedro Nolasco Rodriguez, Oroño y Salas para anarquizar la Provincia de Córdoba, llevando adelante el plan infernal.

23. Que ha sido publicamente acusado por el Exmo. Gobierno de Santiago de haber fraguado allí una infame rebelion, en combinacion de los asquerosos franceses y del bandido Rivera, por medio del facineroso inmundo frances Juan Pablo Dubué y del traidor unitario Albornos.

24. Que siendo miserable, asqueroso feroz instrumento de los inicuos inmundos franceses enemigos de la Libertad Americana y del salvage vandalo unitario Rivera, y cometiendo crimenes y alevosias sin ejemplo, traicionó con ferocidad, con felonia, con barbara sed de sangre y desastres, la Santa Causa de la Confederacion Argentina, la del Continente Americano, y la de todos los hombres libres del Mundo.

Hemos terminado las observaciones relativas al salvage unitario Domingo Cullen. Pasamos ahora, segun lo ofrecimos al principio, á ocuparnos del infame cabecilla, del traidor á nuestra Santa Causa Americana, del miserable salvage asqueroso unitario Fructuoso Rivera.

(*Continuará.*)

Tenemos la satisfaccion de publicar la importante amistosa carta del Exmo. Sr. Presidente de la República hermana de Bolivia á NUESTRO ILUSTRE RESTAURADOR DE LAS LEYES. Este documento es altamente honroso porque demuestra la política Americana que caracteriza al Exmo. Gobierno de Bolivia, y su simpatia y cordial amistad hácia el nuestro y la nacion Argentina. El nombramiento de un Ministro cerca de este Gobierno que se anuncia oficialmente contribuirá á estrechar esa sincera recíproca amistad, tanto mas cuanto que ya está pronto á partir con destino á Bolivia nuestro Ministro cerca de aquel digno Gobierno, el Sr. General D. Tomas Guido. Estamos informados que este distinguido diplomático será recibido en Bolivia con toda cordialidad, pues el anuncio de su nombramiento habia merecido allí la mas amistosa simpatía.

Ya es tiempo que se consoliden sobre una base sólida de recíproca amistad y comun conveniencia, sobre una base Americana las fraternales relaciones entre Bolivia y la Confederacion Argentina que interrumpió la feroz tiranía de Santa Cruz, y que renacen hoy bajo los auspicios del espléndido triunfo de la Santa Causa de la Libertad é Independencia del Continente Americano.

El virtuoso valiente Ejército de operaciones de la Confederacion Argentina al mando del Ilustre General Echague, su digno esclarecido Gefe, ha penetrado triunfante en el territorio Oriental que vá á libertar de la doble asquerosa tirania del vándalo salvage unitario Rivera y de sus aliados los inmundos piratas franceses enemigos de la América. Por todas partes, á la presencia de los guerreros de la Libertad Americana, han huido pavorosamente las hordas del bandido Rivera, del miserable traidor á su Patria y á la Santa Causa del Continente americano. Por todas partes los patriotas Orientales, entonande el cántico de la Restauracion, de la Independencia, de la libertad, de las Leyes y de la Autoridad legal, se incorporan á las filas del Ejercito Argentino para participar del mas glorioso triunfo. Por todas partes vacila el miserable edificio erigido por la pérfida tirania francesa en la costa Oriental del Rio de la Plata, y los inmundos tiranos franceses y sus salvages instrumentos los foragidos unitarios van á ser abrumados por el inmenso poder de la justicia, de la opinion pública ardorosamente pronunciada por la Santa Causa de la Libertad Americana. Este grandioso infalible resultado se acerca á pasos acelerados. Asoma la aurora de la Libertad y orden legal en la República hermana del Uruguay, anunciando un dia de inmensa gloria para toda la América, dia que brillará esplendoroso sobre las miserables humilladas huestes de la tirania y del vandalage.

Tenemos la satisfaccion de publicar el parte oficial del importante triunfo obtenido sobre una fuerza de mil doscientos indios chilonos, por nuestros bravos federales de la Division del Sud al mando del valiente Coronel D. Nicolas Granada. Esos indios han sido acuchillados, y perseguidos ejemplarmente de muerte llevando el mas completo escarmiento.

Felicitamos al Coronel Granada por esta gloriosa jornada y á los Gefes, Oficiales y tropa que han combatido valerosamente bajo sus órdenes.

La opinion pública que es la reguladora del poder y estabilidad de los Gobiernos, la opinion pública en que se funda la Administracion del esclarecido General Rosas, Nuestro Ilustre Restaurador de las Leyes, está dando testimonios clásicos de su profunda ó incontrastable adhesion, de su acendrada simpatía á la sábia virtuosa enérgica política Americana de este Ilustre querido ciudadano y popular hombre de Estado. En vano los salvages unitarios y sus inmundos aliados los piratas franceses pugnan contra este torrente irresistible. El se hace cada dia mas caudaloso por su propio poder y por la confluencia de los enérgicos sentimientos que se despiertan con vigor en todo el Continente Americano contra los salvages enemigos de su Independencia, honor y Libertad.

¿Que han reportado los asquerosos franceses y salvages unitarios de sus feroces tramas de tenebrosos asesinatos? Notorio es el desastroso fin de los infames reos de lesa America, Domingo Cullen, Manuel Vicente y Ramon Maza vendidos al inmundo oro frances. ¿Que han conseguido con esta ferocidad y alevosia sin ejemplo sino irritar mas y mas la opinion pública que los execra; y concitarse el anatema de todos los hombres libres del mundo?

Los pueblos en masa se han levantado indignados, y al pié de los altares santos en que se han reunido á rendir gracias al Todo-Poderoso por el descubrimiento y castigo de los feroces alevosos asesinos, han reproducido el juramento sagrado de su libertad é independencia, han jurado odio eterno á los pérfidos inmundos tiranos franceses y á sus miserables instrumentos los impios salvages unitarios, han protestado perecer mil y mil veces antes que ceder á las bárbaras exigencias sostenidas por la pirateria y el asesinato, antes que consentir en la humillacion de la República y mengua insanable de la Santa Causa del Continente Americano.

La manifestacion del sentimiento público es solemne, grandiosa y universal. Todas las parroquias de esta Capital, todos los departamentos de Campaña, todas las clases, todos los ciudadanos, todos los pueblos de la República, han acudido á rodear á Nuestro Ilustre Restaurador de las Leyes, inflamados en el mas vivo entusiasmo de honor y libertad. Las numerosísimas reuniones y fiestas populares que han tenido lugar y continuan en la ciudad y campaña, la multitud de enérgicas felicitaciones dirigidas á Nuestro Ilustre Restaurador de las Leyes, que se han publicado en los Diarios, las demostraciones singulares de acendrado patriotismo y adhesion y gratitud á tan eminente esclarecido ciudadano, tantos y tantos objetos grandiosos, espresion sublime que la opinion pública, incontrastable en sus decisiones, ha ofrecido y está ofreciendo ante la América y el Mundo libre, son hechos muy clásicos, son desengaños muy tocantes, son comprobantes muy sólidos que realzando la inmensa gloria de la Confederacion Argentina y de Nuestro Ilustre Restaurador de las Leyes, confunden á la faz del universo á los traidores salvages unitarios é infames piratas franceses enemigos de la Libertad Americana.

Tal es la situacion, tal el temple vigoroso de la Nacion Argentina. Ella resiste y resistirá á todo trance y en todos tiempos la tiranía y la humillacion. Resuelta está á hacer una guerra eterna á los tiranos alevosos enemigos de su Independencia, Honor y Libertad; y á triunfar ó dejar de existir antes que envilecerse en la infamia y someterse á una humillante abominable servidumbre.

Una nacion que transije á costa de su independencia y dignidad se envilece, sacrifica sus derechos, inmola su prosperidad, y traiciona la causa de la Libertad del Mundo, descendiendo del rango de la soberanía á la condicion miserable de la esclavitud, y haciendo víctimas á generaciones inocentes de una injusticia manifiesta, de una infame cobardia, de una degradacion abominable.

Las naciones libres independientes ni pueden ni deben transigir á costa de la misma condicion fundamental de su existencia. Este sacrificio no pueden exigirlo naciones civilizadas: solo puede ser tema de la tiranía conquistadora, enemiga de la libertad del mundo; solo puede ser la exigencia escandalosa de un salvage despotismo, el *ultimatum* de los tiranos que pretenden marchar sobre las ensangrentadas ruinas de la nacionalidad de los pueblos libres.

Ningun Gobierno, ninguna nacion puede ni debe entregar su independencia y honor á trueque de una paz que no es en tal caso sino el humillante sometimiento de esclavos cobardes á la tiranía de un amo cruel y barbaro.

La América desde su gloriosa emancipacion profesa estos principios: los ha sellado con la sangre de los martires ilustres de su independencia y libertad. La Europa culta, la civilizacion del Mundo los ha consagrado con veneracion.

Y ¿serían los Argentinos, los virtuosos y denodados Argentinos los que faltasen á ese axioma de la libertad, perjurando sus juramentos, traicionando á la América y al Mundo libre? ¿Serían ellos, veteranos en los combates y sacrificios por su honrosa independencia, quienes se sometiesen vilmente á la asquerosa tirania de los franceses, preñada de exigencias infames abominables?—NO!—Mil veces NO!—¡Maldicion, anatema á la paz que arrancase de tan salvage humillacion!

Otra debe ser la base del restablecimiento de la amistad con la Francia. La satisfaccion por los gratuitos agravios que ha inferido á la Confederacion Argentina, la reparacion de los perjuicios que le ha causado, la concesion de la justicia que hasta hoy le niega, empleando contra ella agresiones que reunen el doble carácter de tiránicas y piraticas, agresiones inicuas, pérfidas, desconocidas en el Mundo civilizado.

Toda otra base es injusta, tiránica, humillante. Es contraria á la independencia y honor de la Confederacion Argentina. Es un flanco que se abriría á la Independencia del Continente Americano que con razon maldeciria á los Argentinos, si fueran capaces de semejante traicion ó infamia.

Los Franceses exigen ser tratados como la nacion mas favorecida hasta la celebracion de un tratado. Esto es injusto, tiránico, absurdo. Si tal cosa se les concediera, era concederles no solo mas que un tratado, puesto que sin las obligaciones de este, gozarian de todos sus derechos, de los derechos, por ejemplo de que gozan los súbditos Británicos, sino que tambien se les concederia todos los privilegios y beneficios que en todos los futuros tratados que llegase á celebrar la Confederacion Argentina tuviese á bien conceder á naciones amigas, á naciones hermanas de este Continente Americano, por ejemplo, á Chile ó á Bolivia. Y ¿puede darse mayor sometimiento? ¿Puede haber una exigencia mas exorbitante y tiránica? ¿Puede imponerse á una nacion independiente condiciones mas onerosas, mas humillantes? La Confederacion Argentina no solo quedaria entonces eternamente ligada al yugo frances, sino q' habria allanado el camino para q' fuesen sucesivamente amarradas á él las Repúblicas hermanas de América, causando un mal inmenso, y manchándose con una infamia indeleble.

Pero no solo exigen esto los Franceses, los tiranos Franceses enemigos de la Libertad Americana, sino que lo exigen á cañonazos, lo exigen robando á la República la Isla de Martin Garcia, lo exigen asestando entre tinieblas los puñales de los salvages traidores unitarios contra la preciosa vida del ilustre Magistrado de la República, lo exigen incendiando cual piratas los buques surtos en puertos indefensos de la dilatada costa de la República, lo exigen por la fuerza, por el insulto, por la alevosia, por la mas feroz pirateria y vandalage.

¿Y se ha de condescender con esto? ¿Se ha de pasar por todo? Nadie lo espere. Se equivocan miserablemente los alevosos, los rastreros enemigos de la Libertad Americana. Los Argentinos están dispuestos á una guerra perdurable. Han de combatir una y mil veces. Han de perecer antes que envilecerse. Esta resolucion es solemne y se ha de sellar entre rios de sangre, sobre la tumba que se abra en esta tierra clásica de la Libertad á los asquerosos tiranos enemigos de la Libertad y dignidad de la América. Esta resolucion es invariable; la sostiene el Ilustre General Rosas; la sostiene las masas populares; la sostienen la justicia y el ardoroso inconquistable sentimiento Americano de honor y libertad que arde de uno al otro estremo de este dilatado y belicoso Continente. Esta resolucion es incontrastable; no es de un dia ni de una persona; se ha de sostener por los pueblos en todos los tiempos y por todos los medios. ¿Creen los ilusos pérfidos franceses que asesinando alevosamente al esclarecido General Rosas, Nuestro Ilustre Restaurador de las Leyes, ó derribando su Gobierno, ya tienen espedita la senda para esclavizar á los Argentinos? Torpemente se equivocan tambien en esto, como en todos sus cálculos fundados en la iniquidad y alevosia. El Gobierno que sucediese al de Nuestro Ilustre Restaurador, si no hacia la guerra á los asquerosos franceses, si cedia con ignominia á su inmunda tiranía, caeria al dia siguiente de su instalacion arrastrado por el torrente popular de las masas indignadas, y los que hubiesen cometido tan vil traicion, los que hubiesen subscripto cobardemente al baldon de la Patria y de la América moririan miserablemente puñaleados, degollados y arrastrados en medio de la irritacion universal. En las ciudades y en los dilatados campos brotarian por todas partes resistencias enérgicas, resistencias invencibles de la libertad contra la tiranía, de los pueblos contra sus infames feroces opresores. El Ilustre General Rosas, dirigiendo la guerra de la libertad, lanzaria el esterminio contra esos aborrecidos tiranos, y si este héroe denodado del Continente Americano terminaba su existencia gloriosa en brazos de la inmortalidad y del heroismo, su muerte seria mil y mil veces vengada; su nombre excelso seria pronunciado por los pueblos con las lanzas y puñales alzados para exterminar salvages traidores unitarios y barbaros tiranos franceses enemigos de la Libertad Americana.

Los Argentinos libres no se humillarán jamás. Sufrirán un bloqueo eterno, arma impotente para herir su nacionalidad. Si se les ataca, si se les insulta, si les quiere esclavizar harán una guerra eterna. Nada temen sino la ignominia. Nada quieren sino el honor y la libertad.

REVISTA

DE

PERIODICOS EXTRANGEROS.

BOLIVIA.

Tenemos la satisfaccion de publicar el siguiente extracto del—

MENSAJE

DEL

PRESIDENTE PROVISORIO DE BOLIVIA

A LA

REPRESENTACION NACIONAL DE 1839.

Senadores y Representantes del Pueblo Boliviano.

Ha llegado por fin el dia feliz en que vuestra reunion satisface los ardientes deseos de todos los Bolivianos. La Divina Providencia habia reservádo para vosotros la gloria de cicatrizar las profundas heridas de la Pátria y de aplicar eficaces remedios al cúmulo de males que ha sufrido en el largo período de diez años.

La imajinacion se pierde al contemplar las desgracias que la ominosa dominacion del General Santa-Cruz ha ocasionado á Bolivia. Su política siempre contraria á los principios que reconoce el mundo civilizado, como indispensables para la felicidad pública, y siempre en pugna con todo órden republicano, arrojó últimamente la máscara que cubria sus pérfidos designios. Cuando nos estremeciamos al descubrir su plan liberticida, que debia comprometer la tranquilidad pública y la independencia de Bolivia, y cuando todo el mundo

conocia que sus maniobras para legalizar la usurpacion llevaban el sello de la fuerza, solo nos consolaba el convencimiento de que tanta temeridad hallaria su ruina en la resisrencia de los pueblos oprimidos y en el odio de las Repúblicas Americanas que debia concitarse con pretensiones tan insensatas. La série de los acontecimientos ha justificado nuestras esperanzas.

Bolivia, presa de la ambicion de un hombre, que haciéndose el órgano de la voluntad pública queria mudar y destruir todo lo que no era favorable á sus pretensiones, detestaba la intervencion en el Perú, esa quimérica Confederacion y cuanto de hecho establecia el capricho de su mandatario. Pensó pues que le arredraria y le contendria el descontento general y la manifestacion clara de la voluntad y del voto de la Nacion; mas lejos de eso, la conducta del Congreso del año de 1837 que desaprobó el pacto de Tacna, mandando que no se considerase jamas, irritó su amor propio y con la fuerza hizo enmudecer el patriotismo, y trató de ahogar hasta el jemido de los corazones que no podian conformarse con la muerte de la pátria: persiguió cruelmente á todo el que se oponia á sus depravados intentos, y á la vista de las ilustres victimas de la fortaleza de Oruro, arrancó del Congreso reunido en Cochabamba el mismo aborrecido pacto, como bases de la Confederacion.

Este atentado habria consolidado el imperio de la opresion y de la barbarie, si los pueblos de Bolivia entendiéndose entre sí, no hubiesen resuelto destruir por la fuerza, lo que por ella se habia establecido. Sabeis, Señores, que se emplearon mas de ocho meses en combinar, al traves del espionage y de las delaciones, un levantamiento general y simultáneo que, ahorrando sangre, nos pusiese en estado de resistir con el Ejército del Sud la tentativa de sometornos; sin que por entonces esperásemos un hecho de armas en el Norte del Perú, pues se hallaba muy avanzada la estacion de lluvias.

Del 18 de Enero data Señores la obra de la restauracion. En aquel dia destaqué desde Tupiza una columna que ocupando la fortaleza y plaza de Oruro apoyase la espresion de los Departamentos del Norte. El antiguo y leal patriota Teniente Coronel Manuel Rodriguez á quien coloqué á la cabeza de ella, cumplió habilmente las instrucciones que recibió para hacer la reseña á las Capitales de Cochabamba y la Paz, y para ponerse de acuerdo con el benemérito General José Ballivian. En los dias 14, 15 y 16 de Febrero verificaron su pronunciamiento Oruro, la Paz y Cochabamba; entretanto que el ínclito Ejército de mi mando lo habia hecho en Tupiza el 9 del mismo; realizándolo tambien, á su ejemplo, Chuquisaca, Potosí y Tarija en los dias 14 y 15. El General Vice-Presidente repitió el grito unisono de Bolivia en los cantones militares de Puno y Vilque; protejió y respetó la espresion de este Departamento, que luego fué seguida por Arequipa y el Cuzco, en cuya Capital la respetaron tambien, de su órden, las tropas Bolivianas allí existentes.

Afortunadamente el Ejército Unido Restaurador abatia el orgullo de Santa-Cruz con el triunfo mas completo obtenido en Yungay, cuando recobrabamos nuestros legítimos derechos, derribando ese poder efímero adquirido por las vias del crímen. La humanidad debe contemplar con satisfaccion el grande espectáculo de un pais que ha sabido pasar sin violencia del estado de servidumbre al de la libertad, subordinando á la razon su entusiasmo y sus resentimientos, en circunstancias que han cubierto de luto é inundado de lágrimas á otros paises menos dichosos.

Debo, Señores, en honor de la justicia haceros una recomendacion especial en favor de todo el Ejército del Sud y de los cuerpos del Norte, que inflamados del mas acendrado patriotismo se presentaron dóciles á reconquistar la independencia, acometiendo la gloriosa empresa que Bolivia considerará siempre como la base fundamental de su prosperidad futura. Faltaria tambien á un deber sagrado, si no os hablase del mérito contraido por la Guardia Nacional de toda la República, que ardiendo en deseos de recobrar su perdida independencia, corrió á las armas tan luego que oyó el acento nacional con que fué proclamada en el Sud; y sino os hablase muy particularmente de la heroica Provincia de Chichas, donde el patriotismo de sus hijos siempre pronto á distinguirse, me brindó cuerpos organizados de infanteria y caballeria para reforzar el Ejército. Cualquiera rasgo de la munificencia nacional en obsequio de esta provincia, no haria sino recompensar las virtudes cívicas que con tanto esplendor brillan entre sus moradores. El benemérito, honrado y valiente General Carlos Medinaceli, que en gran parte ha sido el promotor de ese entusiasmo, es digno de que su nombre resuene con aplauso en este augusto recinto.

Habiéndome autorizado los pueblos con la facultad necesaria al objeto de sostener las declaraciones consignadas en sus respectivas actas, he suprimido el Consejo de Estado, contra cuya conservacion se habia pronunciado uniformemente la opinion pública desde 1834, por considerar este cuerpo, no solo como inútil sino como perjudicial á la libertad de la Nacion, pues sus atribuciones estaban reducidas á cohonestar las usurpaciones del poder. Los Consejos departamentales tambien han sido suprimidos, no precisamente porque el Gobierno desconozca las ventajas que puede producir la organizacion del poder municipal, del que ellos fueron un remedo imperfecto, sino porque siendo su establecimiento de la atribucion especial de la Soberanía, no era dado al general Santa-Cruz arrogarse su ejercicio como lo verificó al crear aquella institucion. He abolido la oligarquia naciente, y esos insensatos honores establecidos contra la Constitucion y con el mas clásico abuso del Poder. He ratificado tambien la destitucion hecha por los Pueblos: removiendo de sus destinos á aquellas personas cuyas instigaciones y maniobras contra la patria podrian ofrecer inconvenientes y conflictos para el logro de nuestra noble empresa, que es reducida esclusivamente á formar instituciones para lo sucesivo que pongan seguros diques á la arbitrariedad y á la licencia.

Ha sido igualmente uno de los primeros actos de mi administracion mandar que se ponga en libertad á todos los Peruanos, Chilenos y Argentinos, que se hallaban en Bolivia espatriados ó prisioneros; auxiliándoles por el Tesoro Nacional para que pudiesen restituirse á su Pátria, si lo tenian á bien, ó permaneciesen entre nosotros gozando de las simpatías que unen á todos los Americanos, y especialmente á aquellos que son súbditos de Naciones limítrofes y amigas.

La organizacion y arreglo del Ejército han llamado principalmente mi atencion, á fin de ponerlo en estado de resistir cualquier ataque á la independencia y libertad, tan anhelada por los pueblos. Es admirable la uniformidad de sus sentimientos en defensa de la dignidad nacional, y su moral y disciplina son el mas seguro gage de que vuestras deliberaciones serán cumplidas y sostenidas por él. Patriótico y Boliviano nuestro Ejército, jamas se desviará del sendero que le prescribe su deber.

Han pisado ya el suelo santo de la pátria varios Gefes y Oficiales, á quienes una ciega obediencia condujo hasta Yungay, engañados con la idea de que desempeñaban las obligaciones que les imponia la República. Estos valientes son dignos de vuestra consideracion porque han preferido noblemente arrostrar toda clase de fatigas y penalidades, mas bien que abandonar la bandera tricolor, con cuyo precioso talisman los hacia servir el General Santa-Cruz á sus miras personales: ocultándoles con pérfido lenguage la voluntad de sus conciudadanos. Continuan todavia en clase de prisioneros muchos otros por cuya libertad ha hecho y hará el Gobierno dilijentes solicitudes.

He cumplido con el deber de declarar el goce del montepio militar á las viudas del Ilustre General Francisco Lopez y del Sargento Mayor Narciso Nuñez, cuyas familias recomiendo como tambien las de los otros Bolivianos que murieron heróicamente en la Plaza de Oruro por la independencia de la pátria.

Al encargarme los Departamentos de la República el mando Supremo, me impusieron el deber de exitar vuestro celo para que tomeis en consideracion las clásicas infracciones de la carta fundamental, de que acusan uniformemente á la administracion anterior. Volved, Señores, la vista sobre lo pasado, y hallareis que un acto de audacia dió orijen y fué el primer eslabon de la cadena de arbitrariedades, que desterrando de entre nosotros todas las garantias, estableció un régimen de terror: debe por esto responder el General Santa-Cruz como el autor de los escándalos de que tan justamente se ha indignado la Nacion.

Deseando el Gobierno restablecer la paz y buena inteligencia con las Repúblicas vecinas, turbadas por la ambicion del General Santa-Cruz ha creido dar á estas una prueba de las disposiciones pacíficas de Bolivia, constituyendo Enviados, que restablezcan nuestras relaciones exteriores sobre los principios de la mas perfecta y recíproca justicia.

Debe la República á la benevolencia del Gobierno Encargado de las Relaciones Exteriores de la Confederacion Argentina el ofrecimiento generoso de su amistad. Ella será eterna, porque nos ligan muy gratos recuerdos y simpatías indestructibles con aquel pueblo ilustre, cuna de la libertad.

El circunspecto y sábio Gobiorno de la generosa República Chilena, es altamente acreedora á nuestra gratitud y admiracion por tantos, tan nobles y tan esforzados sacrificios que le debe la causa de la Restauracion de los principios liberales en el Perú y Bolivia. El nos ha dirigido con fecha 29 de Abril una comunicacion muy satisfactoria, que el Ministro de Relaciones Exteriores deberá someter á vuestro conocimiento.

Aunque del Gobierno del Perú no se ha recibido todavia comunicacion alguna, nuestro Ministro ha pasado al Cuzco, en donde se hallaba el Gran Mariscal Presidente Provisorio; y es de esperar de este ilustre veterano de la Independencia y del virtuoso pueblo que preside, que no se nos opongan embarazos al restablecimiento de nuestras relaciones de paz, amistad y comercio; dejando salvos el honor y los intereses de ambas naciones.

Chuquisaca, Junio 13 de 1839.

JOSE MIGUEL DE VELAZCO.

Del Restaurador de Chuquisaca fecha 11 de Abril extractamos lo siguiente:—

Los documentos oficiales de los Gobiernos de Salta y Jujuy que acabamos de publicar, serán sin duda alguna leidos por nuestros compatriotas con la satisfaccion y complacencia que nos inspiran las puras intenciones de que siempre hemos estado animados respecto á la prosperidad de la República Argentina; y á los votos ardientes que hemos hecho constantemente por mantener, y aumentar con aquel Pueblo Ilustre, que fué la cuna de la libertad, relaciones de amistad y de comercio. ¡Cómo habiamos de olvidar nunca que los huesos de los atletas de la Independencia tanto Argentinos como Bolivianos blanquean juntos en los campos de Vilcapueyo, Aroma y Sipesipe? ¿Como habiamos de olvidar que nuestros compatriotas perseguidos y proscriptos por la tirania española hallaron una generosa hospitalidad, y asilo seguro en el territorio Argentino? Nuestra industria por otra parte enlazada íntimamente con la de la República Argentina, clamaba sin cesar por esa paz, que es el único elemento que puede hacerla desenvolver y progresar; y tantos intereses, tantas exigencias era imposible que no fuesen satisfechos, desde que se removiese el único obstáculo que se les oponia: llegò por fin ese momento. Bolivia está en paz con la República Argentina. Este anuncio consolador reanima las esperanzas de los Ciudadanos de una y otra República y ya sentimos renacer el movimiento saludable de la industria que hace la dicha de los pueblos.

¡Feliz restauracion! Sus primeros frutos son el aliento del comercio y de las artes. Desapareció la administracion personal que se alimentaba con la desconfianza y los recelos que hacia suscitar entre los Estados limitrofes: acabó la discordia y la guerra que ella promovia y los ciudadanos de todos los Estados existentes en Bolivia, abrazándose mutuamente se dan la enhorabuena, y el ósculo fraternal, que les arranca la naturaleza, porque su orígen es uno, y porque son unas mismas sus simpatias. El Gobierno de Bolivia cuya política no es sino trabajar por el bienestar del pueblo que preside: respetar la independencia de sus vecinos, y no intervenir en sus arreglos domésticos, sean cuales fueren, empieza ya á recoger los frutos de su acertada conducta. Hoy celebra en union del pueblo Boliviano, el restablecimiento de la armonía y de la paz con la República Argentina; luego celebrará un acontecimiento igual con Chile, y con el Perú. Nosotros deseamos ardientemente que se acerque esa época afortunada. No solo los intereses de la patria nos inspiran este deseo: tambien los de nuestros vecinos cuya suerte no nos puede ser indiferente, pues que la ausencia de la paz, es una calamidad que aflige á todos. El honor de la América está tambien interesado en ella, y la opinion castiga cruelmente á esos genios funestos que la perturban. ¡Qué horribles lecciones ha recibido el supuesto protector! Vencido en Yungay, expulsado de Bolivia, la execracion universal le sigue por entre el inmenso Oceano en que ha ido á esconderse. Parece que la tierra indignada de sus crímenes, y regada con tanta sangre como ha hecho derramar su ambicion, no ha podido soportar su azarosa presencia. He ahí el escarmiento mas tocante para cuantos quisieran audaces seguir su ejemplo.

INGLATERRA.

CAMARA DE LOS COMUNES:

Sesion de 5 de Junio.

Sir Stratford Canning.—El comercio de la Inglaterra con Buenos Aires es de un millon de esterlinas, y si comprendemos la exportacion la suma subirá á dos millones. Seria muy de desear que la ansiedad en que se halla el comercio tuviese un termino. Preguntaré al Noble Lord si se puede esperar la cesacion inmediata de ese bloqueo, y si el gobierno de S. M. por negociaciones ò por otro cualquier medio ha adoptado medidas para conseguir este resultado. La respuesta que espero del Noble Lord me dictará la conducta que deba seguir; ella me instruirá si debo ocupar á la Cámara de una manera mas directa con esta importante cuestion.

Lord Palmerston.—Los últimos pliegos que se han recibido anuncian la continuacion del bloqueo. Pero añadiré que el Gobierno de S. M. hace todos sus esfuerzos tanto en Paris como en Buenos Aires para conseguir el arreglo de las diferencias entre las dos partes en disputa.

Sir Stratford Canning. Observaré al Noble Lord que él ha evitado pronunciarse sobre mi pregunta relativa á la probabilidad mayor ó menor de la cesacion del bloqueo.

Lord Palmerston.—Nada puedo decir á este respecto. Diré una sola cosa: el Gobierno de S. M. no ahorra medio para conseguir un arreglo amigable.

Sir Stratford Canning.—El Noble Lord podrá al menos decirnos si la principal causa de la desavenencia no fué una exigencia del Gobierno Frances que queria que los residentes franceses gozasen de los mismos beneficios que gozan los extrangeros mas favorecidos.

Lord Palmerston.—El Gobierno Frances exigió con efecto ese favor hasta la conclusion de un tratado de comercio. (*Times.*)

FRANCIA.

Hacia tres meses que no habia Ministerio en Francia; cada tres ó cuatro dias se planteaba uno, y luego quedaba desbaratado al anunciarse su formacion. No se podia formar del lado derecho, porque era necesario que entrase alguno del lado izquierdo; si se procuraba formar otro del centro izquierdo, se necesitaba un ministro del centro derecho, y si se intentaba formar una coalicion de los dos centros, era menester buscar un presidente de la derecha ó de la izquierda; lo mismo sucedia si se recurria al lado doctrinario, y era imposible acudir al centro legitimista; asi pues, aun que la Cámara de Diputados tiene tantos lados como un decágono, y mas centros que el sistema de Tolomeo, no se ha podido formar una administracion hasta rebentar una revolucion. En Domingo 12 de Mayo, á las 3 de la tarde, una partida de sublevados forzaron la fábrica de M. Lepage en la calle de St. Denis y se apoderaron de 150 fusiles nuevos. Otra partida se dirijió al cuerpo de guardia, junto al Palais de Justice, y le intimaron la rendicion, pero sin aguardar respuesta hicieron una descarga, que mató al centinela, é hirió al oficial y un sargento, y luego se rindieron y fueron desarmados. Otro cuerpo militar en la Plaza de Chaletet fuè atacado y desarmado. Otra partida atacó el Hotel de Ville, defendido por algunos guardias nacionales los que se rindieron. Alentados con estas ventajas principiaron á levantar barreras en las calles, hasta que llamada la tropa, hubo faena por toda la noche para someterlos. Este movimiento cayó como un rayo sobre el palacio, el rey tuvo varios consejos en el curso de la noche, y se formó un ministerio bajo la Presidencia del Mariscal Soult compuesto del modo siguiente:

El Mariscal Soult, Ministro de Relaciones Exteriores y Presidente del Consejo.
El Sr. Teste, Ministro de la Justicia y de los cultos.
El General Schneider, Ministro de la Guerra.
El Almirante Duperré, Ministro de la Marina.
El Sr. Duchatel, Ministro del Interior.
El Sr. Cunin Gridaine, Ministro del Comercio.
El Sr. Dufaure, Ministro de las Obras Públicas.
El Sr. Villemain, Ministro de la Instruccion Pública.
El Sr. Passy, Ministro de Hacienda.

A la mañana siguiente ya habian sido vencidas las barreras, y esparcidos los amotinadores, á excepcion de algunos pocos que se resistieron hasta el mediodia, cuando quedò todo sosegado, y se juntaron las cámaras. No se sabe el número de muertos, pero el número de heridos entrados en los hospitales en la mañana del 14 montaban ya á 200.—No hay en todo esto ni pies ni cabeza.

(*Idem.*)

Paris, 13 de Abril.

Se lee en el *Mensagero* lo que sigue:—

La noche ha sido tranquila. Se habian tomado las disposiciones necesarias para hacer frente á los perturbadores. Muchos destacamentos de tropa de línea han ocupado las casas situadas en las cercanías de las casas que les servian de refugio. Numerosos pelotones de tropa de línea y de la guardia municipal han vivaqueado toda la noche en los baluartes, en los muelles y en las plazas.

A las ocho de esta mañana el General Gerard, en compañía de los Duques de Orleans y de Nemours, ha recorrido todos los puestos y pasado revista á los destacamentos de la tropa y guardia nacional que se hallaban estacionados en los principales puntos.

Desde las cinco de la mañana se veia una inmensa concurrencia en las calles, pero no presentaba síntomas ofensivos: movida solo por curiosidad, recorria las calles que habian sido teatro de los desórdenes, deteniéndose con particularidad en las calles de San Dionisio, San Martin, Genetat, Trainée, en la plaza de la Greve, en los muelles y en las casas de las cercanías donde las balas de la tropa y los insurgentes habian dejado numerosas señales.

La concurrencia no demostraba el menor intento de hostilidad; aunque sí oiamos á muchos trabajadores quejarse de estos sucesos y manifestar sus temores de que por esta causa se retardasen los trabajos.

La mayor parte de las tiendas se iban abriendo como de costumbre; pero los talleres estaban cerrados, habiendose dicho en muchos que los trabajos se suspendian por aquel dia.

A las nueve los diversos parages que hemos citado estaban llenos de curiosos, en términos que apenas se podia transitar por ellos. La isla de la ciudad estaba ocupada por todas partes por la guardia municipal de á pie y de á caballo.

Veiase tambien una grande concurrencia delante de la Morgue y del Hotel-Dieu: ambos establecimientos estaban cerrados. Se habian llevado á la Morgue 14 muertos, y se decia que el número de los heridos trasladados al Hotel-Dieu era de 39: tambien se han conducido heridos á otros muchos hospitales.

Entre siete y 9 de la mañana se tocó la generala en todos los cuarteles.

A las diez los cuerpos de guardia de que se habian apoderado el dia anterior los insurgentes, y ocupados en seguida por las tropas de línea, han sido abandonados por estas, evacuando tambien las casas que ocupaban.

Entonces los ociosos entraron en ellas, y examinaron á todo su placer las localidades: despues algunos individuos, aprovechándose de este abandono, arrojaron los muebles por la ventana, lo que no ha dejado de causar cierta efervescencia, y al mismo tiempo se propagó con la mayor prontitud un terror pánico. En pocos instantes se cerraron todas las tiendas: los promovedores de desórdenes se aprovecharon de este tumulto para renovar sus tentativas.

A las once se reunieron algunas personas: al llegar al mercado de los Inocentes, que sirve de campo á la tropa, trataron de apoderarse del cuerpo de guardia y formar una barricada: pero fueron rechazados por medio de un vivo fuego. Se nos ha asegurado que dos de los revoltosos habian sido heridos; pero no hemos podido verificar el hecho.

Inmediatamente se pusieron fuertes patrullas en movimiento, y recorrieron los cuarteles comprendidos entre la calle del Temple, la casa de la municipalidad y los baluartes hasta la calle Neuve Vivienne, y la línea de las casas que conduce al muelle de la Escuela y á la Greve. De cuando en cuando se repetian las alarmas, y cada vez resultaban algunos accidentes.

A las dos de la tarde.

Continúase tocando la generala en todos los cuarteles.

A la hora en que escribimos estas líneas, se están haciendo barricadas en la calle Neuve Saint-Mery. Se oye un fuego bastante vivo ácia la puerta de San Martin.

A las cinco.

Hasta cerca de las dos y media la muchedumbre ha circulado en los diversos cuarteles que hemos indicado; pero á estas horas se ha dirigido á la calle y claustro de Saint-Mery, la calle de Saint-Avoie y parte de la calle de Lombardos.

De tiempo en tiempo salian algunos gritos de entre los grupos; sin embargo, ninguno era significativo, y no era fácil reconocer por ellos que abrigasen los que componian los grupos miras hostiles. Se hablaba de los acontecimientos del dia, asegurándose que cuando se rompió el fuego en el mercado de los Inocentes, habia muerto una muger.

A las tres y media se llevaron ácia este punto muchas piezas de artilleria: inmediatamente los grupos se dirigieron á otra parte, habiendo sido heridas muchas personas durante la retirada: sin embargo, no tardaron en aglomerarse en mayor número en otra parte. La caballería dió repetidas cargas para disipar los grupos, sin conseguirlo enteramente, porque apenas los disipaban en un punto, cuando se dirigian á otro, siempre sin ninguna demostracion hostil.

Los cañones que habia en la escuela militar, han sido conducidos despues de medio dia, parte á las Tullerías, y parte á los sitios del tumulto.

El número de heridos que han entrado en varios hospitales hasta las cinco, ascendia á 190, á muchos de los cuales se les ha hecho la amputacion en el mismo dia, y su estado promete pocas esperanzas de vida.

A las siete y media.

La noche al parecer debe ser tranquila: todas las posiciones están ocupadas por destacamentos de la tropa de línea y de la guardia nacional: la barricada de la calle Neuve Saint-Mery ha sido destruida sin que haya ocurrido ninguna desgracia.

El Mariscal Gerard, cuya actividad es igual á su adhesion, ha tomado tan acertadas disposiciones que los agitadores no podian sostenerse por mucho tiempo en un punto. Los movimientos de las tropas iban dirigidos á estrechar cada vez mas el círculo de la insurreccion. Estas hábiles maniobras han producido el efecto de limpiar completamente las calles que estaban en poder de los insurgentes.

—La Cámara de los Pares aprobó ayer casi sin discusion un proyecto de ley muy importante acerca del modo de nombrar los individuos del Tribunal de Comercio, y sobre los límites de la jurisdiccion consular.

Antes de la sesion pública se constituyó en Tribunal de Justicia para declarar su competencia acerca de los atentados de los dias 12 y 13 del corriente. Las diligencias preparatorias durarán largo tiempo; y si en los procedimientos deben comprenderse un gran número de acusados, se activarán sin duda los trabajos de la nueva sala, los cuales están muy adelantados en lo exterior.

(*Debats.*)

MOVIMIENTO DE LA POBLACION.

Individuos que solicitan pasaportes.

TERCERA PUBLICACION.

Dia 22.

Da. Francisca Calderon.	Montevideo.
D. José Bivilli	Rio Janeiro.
Juan Kemsley,	id.
Eugenio Chamussy,	id.
Isidora Galloso de Barin, 1 hijo y una sirvienta,	id.
Isabel Bradish, 5 hijos,	id.
Francisco Pelissen,	id.
José Vesano,	id.
José Molina, 1 peon.	San Juan.
Asencio Cáceres, con tropa de carretas, despachada por Don Manuel I Molina.	Córdoba,

SEGUNDA PUBLICACION.

Dia 23.

D. Ignacio Galindez,	Montevideo.
Santiago Batton,	Rio Janeiro.
Nestor Noble,	id.
Dorotea Josefa Rodriguez, una hija, un nieto,	id.
Pastora Fuentes,	id.
Francisco Ambrossoli,	id.
Juan San Juan,	id.
Juan Casas,	id.
Angela Galeano,	id.
Juan Lacroze,	id.
Brigida Cruner, 3 hijos,	id.
Cipriano Calvo,	id.
Francisco Luque,	id.
Bartolomé Cerutti,	Génova
José Pascual Castro,	Córdoba.

PRIMERA PUBLICACION.

Dia 24.

D. Juan Maher,	Montevideo.
Guillermo Ryan,	id.
Francisco Alejandro Seguí,	id.
Eduardo Freyer,	Rio Janeiro.
Ildefonso Gestal,	id.
Juan Rodriguez,	id.
Carolina Thorne de Pereira 1 hijo menor,	id.
Eduardo Furier,	id.
Daniel Gowland,	id.
Maria L. Romero, una niña,	Entre-Rios.

AVISOS NUEVOS.

¡VIVA LA FEDERACION!

¡VIVA NUESTRO ILUSTRE RESTAURADOR DE LAS LEYES!

¡MUERAN LOS TRAIDORES Y SALVAJES UNITARIOS!

Buenos Aires, Agosto 25 de 1839.—
Año 30 de la Libertad, 24 de la Independ.—
y 10 de la Confederacion Argentina.—

Sr. D.

Debiendo celebrarse el dia 15 del entrante Septiembre en la Iglesia de Nuestra Madre y Señora de las Mercedes por los vecinos de la Parroquia de la Catedral al Norte una solemne Misa y Te-Deum como justo homenage rendido al Dios de las verdades por la divina y visible proteccion que dispensa á S. E. Nuestro Ilustre Restaurador de las Leyes librando su preciosa é importante vida del puñal alevoso de los traidores asesinos y salvages unitarios, vendidos y corrompidos por el inmundo oro de los asquerosos Franceses, los que subscriben han solicitado de S. E. como una prueba de su fiel adhesion á la Sagrada Causa de la Confederacion Argentina y á la particular persona de Nuestro Ilustre Restaurador y su digna esposa la Heroina de Nuestra Confederacion Señora Da. Encarnacion Ezcurra de Rosas, en demostracion y gratitud por los eminentes servicios de aquella esclarecida Señora, dar una guardia de honor compuesta de ciudadanos federales, y habiendo obtenido de la benevolencia de S. E. el correspondiente permiso, los infrascritos se hacen el deber de invitar á Vd. como á uno de los dispuestos y decididos por derramar hasta la última gota de su sangre por la Causa de la Libertad é Independencia, honor y dignidad de la Confederacion Argentina, la de toda la América; y como entusiasta defensor de la Ilustre persona á quien hoy muestra gratitud y cordial reconocimiento nos impone el dulce deber de llamarlo Padre de la Pátria: para cuyo efecto se servirá V. concurrir al Cuartel.... á las 8 en punto de la mañana del indicado dia 15 con el uniforme de pantalon y chaqueta azul obscuro, chaleco punzó, corbata negra, divisa de *¡Vivan los Federales! ¡Mueran los salvages unitarios!* en el lado izquierdo del pecho, penacho punzó en el sombrero, y el luto federal (con el cintillo punzó) correspondiente á la finada Heroina la Señora Da. Encarnacion Ezcurra de Rosas, para de este modo dar una justa y debida demostracion de adhesion á esos dos genios que recordará la historia como ejemplo de los libres y baldon de los traidores y salvages unitarios.

Dios guarde á Vd. muchos años.

Valentin de Rezabal.—José Maria Bonco.—José Maria Garcia Arguibel.

Aviso al comercio.

MCRACKAN y Jamieson avisan al comercio que han trasladado su casa de comercio al No. 152 calle de la Universidad. a26—6c.

"THE TIMES"

OF 30 AND 31 MAY 1839.

THE person who has taken the above from the Commercial Room is requested to return them. a24.

Documentos Oficiales.

DUPLICADO.

Palacio de Gobierno en Potosí
á 26 de Febrero de 1839.

A nuestro grande y buen amigo el Exmo. Sr. Gobernador y Capitan General de la Provincia de Buenos Aires Encargado de dirigir las Relaciones Exteriores.

GRANDE Y BUEN AMIGO:—

Diez años hace que esta República ha sufrido males que sobre ella ha hecho pesar la funesta administracion del General Andres Santa-Cruz, que supo abusar astutamente de su sagrada confianza. Mas, si por un exceso de moderacion y por el temor que le inspiraba la idea sola del desorden, pudo sobrellevar sus desgracias interiores, no asi desde que su desenfrenada ambicion se empeñó en destruir el sistema politico Americano para fundar sobre sus ruinas el trono de la usurpacion y de la tiranía.

La invasion de la República Peruana que puso en alarma á todos los Estados del Continente, es con la que violó y con el último desencanto las leyes fundamentales de Bolivia, los pactos mas solemnes que la ligaban con aquella, y los principios mas inconcusos del derecho internacional, bajo el pretesto de una Confederacion contra la que se habia altamente pronunciado, no solo la opinion publica sino tambien el Congreso reunido en el año 37.

Como si tantos y tan humillantes ultrages no fuesen suficientes para agotar el sufrimiento, mal reprimido, de pueblos cansados de demasias: Como si el coloniage á que quedaba reducida Bolivia por esa funesta invencion no pudiese afectar el patriotismo mas debil: Como si fueramos entes envilecidos, indiferentes al bien é insensibles al deshonor, forzó el General Santa-Cruz en desprecio de la Nacion, al mismo Congreso, convocado ultimamente en Cochabamba, á que sancionase la muerte y la ignominia de Bolivia. En situacion tan desesparada no quedaba á los pueblos otro recurso que el de levantarse en masa, para reasumir sus imprescriptibles derechos. Así lo han ejecutado simultaneamente y con un entusiasmo sin ejemplo, encomendándome el Gobierno provisorio de la República, como instruirán á V. E. las actas y documentos que tengo la honra de adjuntar.

Este cambiamiento, que la violencia habia hecho esencialmente necesario á Bolivia, y que los medios y resortes empleados por un poder arbitrario y sin limites no dieron lugar á que se verificase con anticipacion, ha tenido sin duda por objeto principal la terminacion de la guerra fratricida, provocada á despecho nuestro por la política tortuosa y atentatoria de la independencia y seguridad de los Estados Americanos que ha marcado la funesta administracion del General Santa-Cruz. A un suceso tan feliz por sus resultados se ha unido el triunfo glorioso que el ejército Restaurador ha alcanzado en Yungay sobre el usurpador del Perú enemigo implacable de la Nacion Argentina y autor de las desgracias públicas de los Bolivianos. Afortunadamente ha terminado esta época desastroza para las tres Repúblicas, que han concurrido con sus esfuerzos á echar abajo el coloso que se levantaba sobre los despojos de dos Naciones hermanas. Es verdad que para ello se ha prodigado por desgracia la sangre americana: mas esta triste experiencia nos servirá en adelante para prevenir los males que hemos sufrido, y para que se estrechen mas fuertemente las relaciones fraternales que unen á los pueblos, llamados á darse reciprocamente la mano en sus infortunios, por profesar los mismos principios y ser unos mismos sus intereses y las conveniencias que les ofrece su localidad.

Persuadido de que estos son tambien los sentimientos que animan á V. E. y al heroico pueblo Argentino, he dispuesto mandar una mision que pueda sellar con convenciones positivas nuestra amistad sincera y paz inalterable, perturbadas, aunque no mas que en apariencia, por el furor ambicioso de un hijo desnaturalizado.

Con tan cordial como interesante motivo, tengo la complacencia de dirigirme á mi grande y buen amigo el Exmo. Sr. Gobernador y Capitan General de la Provincia de Buenos Aires y de ofrecermele con la mas alta consideracion su mas—

Atento obsecuente servidor—

JOSE MIGUEL DE VELAZCO.

¡VIVA LA FEDERACION!

El Gobernador de Buenos Aires.—

Buenos Aires, Agosto 22 de 1839.—
Año 30 de la Libertad, 24 de la Independencia,
y 10 de la Confederacion Argentina.—

Al Exmo. Sr. Gobernador y Capitan General de la Provincia de Entre-Rios, Ilustre Restaurador del Sosiego Público, Brigadier D. Pascual Echagüe, General en Gefe del Ejército de Operaciones de la Confederacion Argentina, en defensa de su Libertad y contra el traidor unitario Rivera.

El infraescrito ha tenido la complacencia de recibir la apreciable nota de V. E. fecha 2 del corriente en la que se sirve comunicar que el Ejército de su mando se halla en el territorio de la República Oriental, dando principio á sus operaciones militares para destruir el poder del anarquista unitario Rivera, quien no contento con haber derrocado las autoridades legalmente constituidas y anulado sus leyes, posteriormente tuvo la osadia de provocar una guerra con la República Argentina, protegiendo á los envilecidos unitarios en sus inicuas empresas de ataque á la Confederacion, y aliandose á los pérfidos Agentes de la Francia para mejor conseguir el objeto de su abominable plan: que desde los primeros pasos que ha dado el Ejército de la Confederacion Argentina sobre el territorio Oriental se han marcado muy terminantemente los efectos de la opinion pública que condena al caudillo y sus parciales, como la diferencia que media entre los soldados de la Independencia Americana y los esclavos de un déspota aborrecido; porque los buenos Orientales han recibido al Ejército como al Restaurador de su Leyes y Libertades publicas, y los enemigos han huido en todas direcciones, abandonando el campo á los bravos que van á las órdenes de V. E., aun cuando las partidas de estos que se han encontrado con aquellos han sido inferiores en número: que el Ejército vadeó el Uruguay por diferentes pasos sin encontrar la menor resistencia en el Rio ni en la Costa Oriental: que á la mayor brevedad se pondrá en movimiento hácia el Queguay, donde se hallan los enemigos para batirlos, si osasen esperarlo; y que asiste á V. E. la confianza de que muy pronto tendrá el placer de anunciar que la República Oriental se halla libre del malvado que la oprime y degrada, concluyendo con la existencia de este las esperanzas de los salvages unitarios y las ilusiones de conquista que temerariamente abrigaron los ambiciosos piratas franceses, enemigos miserables de la libertad y dignidad de la América.

Intimamente complacido el infraescrito por estos importantes acontecimientos tan honrosos á la causa santa de la Confederacion Argentina, de la República Oriental del Uruguay, y de todo el Continente Americano, que está encargado V. E. de sostener al frente del virtuoso valiente Ejército de su mando, tiene la satisfaccion de felicitarlo cordialmente por la valerosa decision, acertado tino y saber con que tan gloriosamente desempeña esta alta mision en defensa de la Libertad y dignidad americana contra los traidores salvage unitarios é inmundos franceses enemigos del Honor é Independencia de las nacientes Repúblicas de América.

Dios guarde á V. E. muchos años.

JUAN MANUEL DE ROSAS.
FELIPE ARANA.

¡VIVA LA FEDERACION!

El Coronel Comandante Accidental de la division del Sud.—

Tapalquen, Agosto 22 de 1839.—
Año 30 de la Libertad, 24 de la Independencia,
y 10 de la Confederacion Argentina.—

Dá parte á V. E de haber derrotado una fuerza de mil doscientos y tantos indios enemigos que en la madrugada del 20 del presente avanzaron el campamento de la division.

Al Exmo. Sr. Gobernador y Capitan General de la Provincia Nuestro Ilustre Restaurador de las Leyes, Brigadier D. Juan Manuel de Rosas.

EXMO. SR.—

El infraescrito tiene el honor de poner en el superior conocimiento de V. E. que el 20 del presente al amanecer avanzaron los indios enemigos este campamento dirigiendose por varios pasos del arroyo con el objeto de sorprender la tropa q' acababa de pasar la lista de la Diana y aun se mantenia atmada; en el momento de ser sentidos se tocó generala y fueron rechazados á carabinazos, ocupando su debida formacion oficiales y tropa, sin que lograran los enemigos mas ventajas que la de herir gravemente al Sargento Mayor D. Juan José Ocampo, que se incorporaba á su escuadron. En estos momentos empezaron á llegar las caballadas y se dió la orden de montar la tropa con caballos de tiro. Todos los enemigos que habian pasado el arroyo repasaron á la parte opuesta del campamento, se pusieron en retirada habiendo tomado algunas puntas de caballada nuestra y llevandose algunas chinas é indias de los del Tandil que estaban situados arroyo arriba, y sin demorarse mucho se perdieron de vista. La division entonces se puso en marcha al trote y al galope, porque ya no le quedó duda al que firma por todos los avisos que los enemigos no habian internado fuerza por otra parte. A las dos leguas se les dió alcance y ya estaban todos formados sobre una linea con la caballada á la espalda y dando frente á nuestra fuerza que en el momento de avistarlos mudó caballos y marchó hacia ellos por escalones los de la derecha al mando del Teniente Coronel Edecan de V. E. D. Ramon Bustos de tropa de la escolta, y los de la izquierda comandados por el Mayor graduado D. Florencio Villanueva del núm. 3, compuestos los de la escolta de 84 hombres y los del 3 de 120, y el resto de la tropa en reserva con una pieza, y los indios amigos colocados en varias divisiones protegiendo nuestra tropa. Los enemigos cuya fuerza era muy superior á la nuestra, se movieron á un mismo tiempo y todos los escalones se mezclaron con ellos. Los de la escolta conducidos por la mayor bizarria y valor por el Teniente Coronel D. Ramon Bustos y al centro de mas de 500 indios enemigos pelearon con denuedo é intrepidez recomendables. Los del 3 de igual modo resistieron con firmeza los ataques que les hacian. Por todas partes se esforzaban los indios y por todas partes eran acuchillados, y se peleaba con la mayor tenacidad, hasta que dadas las órdenes, y llegado el momento decisivo toda la Division se movió con ímpetu, y despues de resistir el enemigo lo posible esta última carga, volvió la espalda sin poderse rehacer, y la tropa é indios amigos, empezaron á lancearlos y acuchillarlos sin alivio, poniéndolos en completa derrota, y persiguiéndolos de muerte hasta el anochecer la distancia de 18 leguas, dejando un número crecido de muertos, mas de 1,500 caballos de ellos con casi todas las chinas que llevaban, y prisionero un capitan de los indios chilenos y 5 indios mas que existen presos hasta que V. E. disponga de ellos.

Por nuestra parte hemos tenido la sensible pérdida del teniente graduado D. Vicente Ferrer y 18 individuos de tropa muertos, levemente heridos el Teniente Coronel Bustos, y los Capitanes D. Lorenzo Duarte y D. Patrocinio Ricavarren y 34 de tropa, cinco indios amigos muertos y unos pocos heridos.

La fuerza enemiga compuesta de Ranqueles, Chilenos que recien han pasado la Cordillera y restos de Borogas se componia de 1,100 hombres de lanza, y mas de 100 de bola segun las declaraciones contestes del referido capitan é indios prisioneros, tomados por separado á cada uno. La encabezaban los caciques Calfutrú y Rengué, viniendo en su compañia los caciques Ranqueles Pichen, Glan, Pancho, Peine, y Caquegué hijo de Chocori, los Borogas Antevil, Antre hijo de Cañaquil, los Chilenos Guelé capitan, Carupil capitan mayor, Leficurá caciquillo, Tarú capitan, y de los Chilenos recien venidos Quircan, Inal y Callival. De estos han quedado muertos en el campo segun los informes que se han podido tomar, el hijo de Chocorí, el de Peine, el capitanejo André y mas de 150 indios, y muy mal herido el cacique Pichun, cuyo caballo y prendas estas están en nuestro poder y se supone que haya muerto.

El capitan graduado de mayor D. Joaquin Aguilar que conduce la presente nota podrá si V. E. lo tiene á bien informar sobre otros pormenores.

Entretanto el que firma se hace un honor en recomendar á la consideracion de V. E. la valiente comportacion del Teniente Coronel D. Ramon Bustos, y de los Mayores graduados D. Florencio Villanueva, D. Patricio Ponce, y D. Joaquin Aguilar, de los Capitanes de la Escolta Ricavarren y Gaviña, del Ayudante Mayor graduado de Capitan D. Cayetano Ferrat, y de los Tenientes Losardi, Rodriguez, D. Mariano y D. Pastor Lacara, Superi, Villanueva, Sanchez, Serra, Alvarez, y el Porta Estandarte Ortiz-Alcalde; de los Capitanes del 3 Duarte, Acosta, Bernal y Sosa, y Tenientes Burgos, Alvarado, Riesco y Rojas, y el Capitan graduado del 5.° de campaña D. Manuel Portilla, pues todos se han esforzado en llenar sus deberes, como igualmente la tropa de la Division, que se ha portado con la mayor brabura.

Los Caciques é indios amigos han contribuido con su valor y empeño en el buen exito de esta jornada, y se han hecho dignos de la consideracion de V. E.

Dios guarde á V. E. muchos años.

EXMO. SR.—

Nicolas Granada.

¡VIVA LA FEDERACION!

El Juez de Paz, y Alcaldes que subscriben, por sí, y á nombre de los vecinos Federales de la Parroquia de la Catedral al Norte.

Buenos Ayres, Agosto 22 de 1839.—
Año 30 de la Libertad, 24 de la Independencia,
y 10 de la Confederacion Argentina.—

Piden permiso á S. E. el Sr. Gobernador, Nuestro Ilustre Restaurador de las Leyes, para dar una Guardia de Honor compuesta de ciudadanos Federales de Caballeria é Infanteria, y la asistencia de la Brigada de Mar, al objeto que indican.

EXMO. SR.—

Los que subscriben por sí y á nombre de todos los ciudadanos Federales de la Parroquia de la Catedral al Norte sienten un inefable placer al desahogar ante V. E. su corazon oprimido de los mejores sentimientos de adhesion, reconocimiento y amor para con la persona del Padre de la Patria, Nuestro Ilustre Restaurador de las Leyes, y de su muy amada finada consorte.

Núm. 1,062. **Cuenta de la Tesorería General del Sábado 24 de Agosto de 1839.**

	Moneda corriente.	Metálico.	Letras de Recaptura.	Letras por venta de tierras.	Fondos Públicos.	Fondos del 5 p. % del Crédito Públ.	Billetes por reconversion.	Billetes sin conversion.	Deuda diferida.
ENTRADA.									
Existencia de ayer 23	158,862 1	15 2	435,729 3	33,405	884,803 1	3,000,000	052,000	4,415,000	1,614,097 71
Venta de tierras	3,706								
Trasladados de Recaptoría	5,841 4		7,768 4						
	168,853 5	15 2	443,497 7	33,405	884,803 1	3,000,000	052,000	4,415,000	1,614,097 71
SALIDA.									
Billetes renovados							27,000		
Pedido	1,200								
Existencia	167,503 5	15 2	443,497 7	33,405	884,803 1	3,000,000	025,000	4,415,000	1,614,097 71
	168,853 5	15 2	443,497 7	33,405	884,803 1	3,000,000	052,000	4,415,000	1,614,097 71

FELIPE DE EZCURRA.

Núm. 1,063. **Cuenta de la Receptoría General del Sábado 24 de Agosto de 1839.**

DEBE	Mon. corrien.	metálico	Letras.	Fondos públicos.	Fondos para devoluciones.	Deuda diferida.	Fondos.	*HABER.*	Mon. corrien.	metálico	Letras.	Fondos públicos.	Fondos para devoluciones.	Deuda diferida.	Fondos.
Existencia de ayer	404 3	1 2	" " "	13,320	91,557 5	4,622 5		Tesorería General	8,841 4	" "	7,768 4				
Entrada	317 6	" "	7,768 4												
Pedido	6 6														
Contribucion	8,107 6														
Existencia									405 1	1 2	" " "	13,320	91,557 5	4,622 5	
	8,840 5	1 2	7,768 4	13,320	91,557 5	4,622 5			8,840 5	1 2	7,768 4	13,320	91,557 5	4,622 5	

Buenos Aires, Agosto 24 de 1839.

V. B.—BERNAL. ALBARRACIN. Interino por indisposicion del Sr. Contador.—BOZO.

REVISTA
DE
PERIODICOS EXTRANGEROS

ESPAÑA.

El estado de los negocios públicos es muy triste en este desgraciado país. Mientras que la corona está disputada, se hostilizan los partidos entre los que defienden á la Reina, así como entre los que soportan al pretendiente; y con la circunstancia peculiar al carácter Español, que los derrotados, abatidos y aun perseguidos de muerte por un partido entre los carlistas no se pasan á los Cristinos, ni los mas ofendidos entre estos se pasan á aquellos. Hasta esta fidelidad es desgraciada á la nacion, porque la desercion de unos á otros es probable terminaria la lucha, y sin terminar esta los partidos sobre la administracion arruinarán las causas que defienden. Si la España en la presente revolucion tiene la fortuna de faltarse con una nobleza tan inerme, y con un clero tan pasivo, que parece no existe una ni otra clase, tiene tambien la desgracia de ser el juguete de las pasiones bajas. Los nombres que hasta aquí han figurado en el reinado de Isabel II, son de hombres sin los prestigios de una cuna noble, ni de vastas riquezas, ni de influencia personal; y si el duque de Frias, la única excepcion, posee las dos primeras cualidades, se halla enteramente privado de la tercera que es la mas importante, particularmente cuando está auxiliada con talentos probados. En tanta multitud de ministros y diputados que han subido á la tribuna del congreso, no ha habido un verdadero talento político: abogados verbosos, y pomposos declamadores, sin mas doctrina de la que han sacado leyendo la historia de la revolucion Francesa, se han sucedido como por turnos, y sin mas objeto que acusarse los unos á los otros: el exaltado acusa de anticonstitucional al moderado, y este acusa á aquel de anarquista; uno asecha al otro para interpretar mal sus espresiones, mientras que las medidas propuestas por un partido son declaradas ruinosas por otro, olvidándose ambos del bien de la pátria.

No hay crédito ni comercio, ni recursos; un solo ramo mantiene la necesidad, y este es la agricultura, pero el pobre labrador tiene que dividir el producto de sus tierras entre la reina y sus enemigos: dá al Gobierno granos, caballos y mulas, y recibe por todo esto papelotas, para que las pague en lugar de contribuciones; y los facciosos roban los granos, caballos y mulas que le han quedado, haciéndole gran favor cuando le dejan con vida.

Lo mas deplorable en España es la guerra, no por carencia de soldados sino por falta de quien los dirija. Como hayan llegado al grado de Capitan General 9, al de Teniente General 70, y al de Mariscal de Campo 136, nosotros lo ignoramos, y solo sabemos que no se ha empleado en esta guerra general alguno capaz de mandar una division, ó ser victorioso en el mando de alguna. Los progresos de Cabrera en los montes del Bajo Aragon y Valencia movieron al gobierno traer del Ejército del Norte á Oran, pero este veterano general quedó frustrado en cuanto emprendió, hasta que su fatal retirada del sitio de Morella le obligó á quitarle el mando y encasarle. Van Halen, el principal edecan y consejero del conde de Luchana, vino á encargarse del mando, condecorándolo el gobierno con el grado de General; por cuatro ó cinco meses se paseó de Valencia á Murviedro y de Murviedro á Valencia sin ofender al enemigo. Esto, entre tanto, estuvo fortificando el viejo castillo de Segura junto á Montalvan, y alarmados los Zaragozanos instaron al gobierno impidiese la fortificacion de Segura, y el gobierno mandó á Van Halen tomar este castillo. Quince dias gastó en su marcha desde Valencia á Montalvan, lo que Cabrera hubiera hecha en tres. Pidió á Zaragoza cuantos carros de municiones, portrechos, y provisiones pudiesen enviarle para la empresa, y aquel heróico pueblo mandó 760 carros cargados de cuanto pudiera necesitar, con un numeroso tren de artillería de batir; Van Halen hizo un reconocimiento, y aunque el castillo de Segura no es mas que torreon de tiempo del Moro Almansor, y Cabrera no tenia mas de siete batallones, juzgó prudente no intentar cosa alguna contra Segura, aunque tenia bajo su mando mas de 12 mil soldados; lo que comunicó al gobernador de Zaragoza en el parte siguiente:—

"Escmo. Señor.—En consecuencia de lo q' dije á V. E. en mi comunicacion del 7 por conducto del segundo cabo interino de este reino, manifestándome los gefes superiores de artillería é ingenieros, así como los generales y gefes de brigadas, que nos era perjudicial emprender el ataque de Segura por las razones que demuestro en papel separado, siendo la principal en que un largo campamento en estas montañas, sin agua, leña, ni pasto para los caballos y mulas destruiria por el mucho frio hombres y ganado, habiendo quemado el enemigo casi totalmente el pueblo de Segura y cuantas casas ó pajares le circundaban á distancia de media legua; determiné el mismo dia 7 el no verificarlo, pues fue mi opinion desde el momento que vi que el enemigo escusaba la batalla, el estado de defensa en que se encuentra el castillo, y el campamento que debiamos ocupar; no habiendome propuesto nunca hacer otra cosa, si antes no tenia ocasion de batir á la faccion de un modo que la alejara mucho de Segura.

"Desembarazado del tren de batir y de cuantos carros me estorban, me ocuparé en perseguir á la faccion, y en mejor estacion, pues ayer y hoy está nevando sin cesar, podrá ser atacado el castillo de Segura cuya posicion es menos importante para el enemigo y para nosotros destruido como lo está todo el pueblo, inclusa la Iglesia.

"El 8 pasé á Montalvan, dondé introdujé un convoy de raciones y municiones, sin que toda la faccion allí próximá osase incomodarme en el mal terreno de mi tránsito. Hoy destruyo las obras de piedra seca con que habia cerrado á Cortes; y si el tiempo lo permite mañana marcharemos de aquí.—Todo lo que digo á V. E. para conocimiento de S. M."

Esta vergonzosa retirada ha llenado de indignacion á todo el reino, particularmente al Aragon, donde se conocia que eran falsos los pretestos dados por Van Halen, y donde se esperimentó, dos dias despues de aquel parte, el saqueo de muchos pueblos por los facciosos que guarnecian á Segura, llegando dos ó tres mil de ellos hasta la vista de Zaragoza. Indignados los vecinos de esta Capital con la conducta de Van Halen han hecho las mas fuertes esposiciones á la Reina, no por el pequeño, sino por las autoridades civil y eclesiástica, que por su atencion sentimos no poderlas insertar, pero estractaremos fielmente algunos periodos.

"*Del Ayuntamiento.* Señora: Al leer este Ayuntamiento la comunicacion del General D. Antonio Van Halen, no ha podido menos de llenarse de sorpresa y de indignacion.... Escandaloso es decirlo, pero las vergonzosas retiradas de los que se llaman fuertes sin serlo, defendidos por miserables hordas de bandidos, deben cubrir de baldon á los Generales que las han hecho.... Vuestros Generales nos han estado haciendo promesas de triunfos y la conclusion de esta guerra fratricida. Pero ¿qué tristes recuerdos nos dejan los que las hicieron! Ellos deberian responder con sus cabezas del abuso de su autoridad, y de su impericia para desempeñar los cargos que les confirió V. M., con remuneraciones á que lejos de hacerse acreedores antes ni despues de recibirlas, debieran sufrir un juicio rigoroso de su conducta.... Los dos últimos Generales en Gefe que el Gobierno ha envia'o al Ejército del Centro han sido unas personas nulas, cuando no mal intencionadas, han inutilizado todos los esfuerzos que han hecho estas provincias para esterminar á los rebeldes, dejando á estos mas soberbios.... La marcha del Gobierno es opuesta enteramente á los intereses del pueblo y de V. M. En la corrompida corte las desgracias de las provincias se miran y oyen no solo con indiferencia, mas tambien con ironía: en vuestra corte, Señora, no hay mas guerra que la de ambiciones del poder; esto es lo único de que se trata; arrancar el mando al que lo tiene, y ocuparlo el mas intrigante y atrevido.... La guerra no se acabará mientras se prodiguen tan á menos fáciles recompensas que en ninguna manera han sido merecidas.... Sostenerse la lucha porque se ponen al frente de los negocios hombres incapaces en el de paz de ocupar destino alguno: hombres devorados por la sed ardiente de los empleos, grados y decoraciones, aunque sea á costa de la ruina de la Pátria.... No se cree el Ayuntamiento de Zaragoza con facultades para aconsejar á V. M., pero no puede dejar de manifestar, que el Ejército del Centro no puede continuar á las órdenes de su Gefe D. Antonio Van Halen."

De la Junta Provincial. Señora: Los que subscriben conocen bien lo mucho que V. M. se interesa en la felicidad de estos pueblos, sabiendo hasta la evidencia, que tantos desgracias se deben esclusivamente á la imprevision y tenacidad de los diferentes consejeros que rodean á V. M..... No podia ocultarse la impericia que en punto de los facciosos tenia la fortificacion hecha en Segura, amenazando á Montalvan, dominando la carretera de Madrid y facilitando la comunicacion de Cabrera con los facciosos de Navarra y la Mancha; esto parecia haberlo comprendido el general Van-Halen: cuando pidió vastos auxilios á este pueblo, el mismo dia mismo de una semana mandó provisiones de toda especie, un numeroso parque de artillería, y un convoy de mas de 700 carros, que podia compararse al del ejército de Artajerges, facilitado todo con el mayor gusto y gran sacrificio de estos vecinos, por la esperanza de privar al enemigo ese nuevo apoyo de Segura. Mas tan justa esperanza vino luego á destruirse, y aun duró poco como ilusion. Nuestro ejército apenas divisó á Segura, cuando se retiró sin tentar el menor ataque; el enemigo quedó triunfante y orgulloso de tan estraño suceso, efecto de la incapacidad del general Van-Halen, y que deja la mayor parte de esta provincia á merced de Cabrera.... Los que

subscriben descansan en la confianza que V. M. les ha inspirado en todo tiempo, y se persuaden que sus resultados corresponderán á sus deseos; mas si por una fatalidad acaeciese que como en otras ocasiones, no se diese á sus justas quejas la importancia que merecen, ó no se hiciese caso de esta reclamacion que se apoya en la ley, y nace del deseo del mejor servicio de V. M. tengan entendido los ministros, que el mismo principio de la propia conservacion que les obliga hoy á elevar su voz hasta el trono, les pondrá en el caso de acudir á su sa vacion, porque los Aragoneses no morirán con ignominia

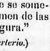
"*Del Clero.* Señora: El gobernador y vicario general de este arzobispado, con el clero de esta ciudad, con el mas profundo respeto á V. M. esponen: Que son testigos y participantes de todas las aflicciones, ansiedades terribles, é incesantes amarguras, que hace años agitan á todos los habitantes de esta siempre heroica ciudad. Parece imposible que una guerra opresora y destrozadora de las vidas y poblaciones, dure todavia en Aragon cuando si no fuese por la imprevision y poca eficacia en la direccion de la misma, hace años no existiria.... Dígnese V. M. oir los ruegos que dirigen á vuestra maternal clemencia las autoridades y habitantes de esta ciudad. Si no son creidas las insinuaciones que los Zaragozanos proponen á V. M para el giro de la guerra en este pais, para todo cuanto espongan en utilidad comun, los cimientos del trono y de la monarquia se verán pronto en gravisimo peligro...Si Zaragoza hubiese sido en tiempo oportuno mas atendida por vuestros ministros, seguro es que no lloraría el Gobernador esponente los males y estravios que ha causado, y cada dia aumenta el cisma espiritual fomentado por el Obispo de Orihuela, protegido por las violencias y rigor inhumano de las facciones. Todos estos feroces males tendrán pronto fin, si Zaragoza llega á ser atendida en todo lo que ruegue á V. M. El Cielo se ha declarado á su favor, y merece ser oida, &a. &a."

Tal es el espíritu de las tres esposiciones dirigidas á la Reina por el pueblo de Zaragoza en 16 de Abril. La consecuencia ha sido el decreto del Gobierno publicado en el dia 18 de Abril:—"S. M. la Reina Gobernadora, conformandose con el parecer de su consejo de Ministros, se ha servido separar del mando del Ejército del Centro y de las capitanias generales de Aragon y Valencia al Teniente General D. Antonio Van Halen, nombrando para reemplazarla interinamente al Mariscal de Campo D. Agustin Nogueras; y ha dispuesto al propio tiempo que se forme consejo de guerra, al que se someta su dilacion el exámen de las operaciones sobre Segura."

(*Repertorio.*)



Introduccion de GANADO



TABLADA DEL NORTE.

Dia 23.

De Moron ha conducido don Laureano Arce 9 cabezas, compradas por don Manuel Campos; á don Francisco Alvarado. Para abasto.

De Cañuelas ha conducido don Manuel Campos 16 cabezas, compradas por el mismo; á don Juan A. Loiza. Para abasto.

Con dos guias, la primera de Cañuelas y la segunda de la Matanza ha conducido don Reimundo Gonzalez 50 cabezas, compradas por don Manuel Moreno; 46 á don Antonio Pereira, 4 á don Jacinto Rodriguez. Para abasto.

De le Guardia de Lujan ha conducido don Francisco Villalva 24 cabezas, compradas por don Sebastian Senturion: 3 á don Fulgencio Godoy, 1 á don José Perafan. 2 á don Exequiel Olguin, 1 á doña Catalina Puebla, 17 á don Pedro Belmudez. Para abasto.

Dia 24.

De la Villa de Lujan ha conducido don Doroteo Morales 30 cabezas, compradas por don Cosme Ramirez; á don Pablo Rodriguez. Para abasto.

Del mismo destino ha conducido don Agustin Correa 32 cabezas, compradas por don Francisco Armero; 10 á don Pedro Colman, 12 á don Francisco Abendaño, 6 á don Felipe Barrientos, 4 á don Fernando Rojas. Para abasto.

De la Matanza ha conducido Benito Velazquez 34 cabezas, compradas por el mismo; á don Santiago Villamayor. Para abasto.

MOVIMIENTO DE LA POBLACION.

Individuos que solicitan pasaportes.

TERCERA PUBLICACION.

Dia 23.

D. Ignacio Galindez,	Montevideo.
Santiago Barton,	Rio Janeiro.
Nestor Noble,	id.
Dorotea Josefa Rodriguez, una hija, un nieto,	id.
Pastora Fuentes,	id.
Francisco Ambrossoli,	id.
Juan San Juan,	id.
Juan Casas,	id.
Angela Galeano,	id
Juan Lacroze,	id.
Brigida Cruner, 3 hijos,	id.
Cipriano Calvo,	id.
Francisco Luque,	id.
Bartolomé Ceruti,	Génova.
José Pascual Castro,	Córdoba.

SEGUNDA PUBLICACION.

Dia 24.

D. Juan Maher,	Montevideo.
Guillermo Ryan,	id.
Francisco Alejandro Segui,	id.
Eduardo Freyer,	Rio Janeiro.
Ildefonso Gestal,	id.
Juan Rodriguez,	id.
Carolina Thorne de Pereira 1 hijo menor,	id.
Eduardo Furier,	id.
Daniel Gowland,	id.
Maria L. Romero, una niña,	Entre-Rios.

PRIMERA PUBLICACION.

Dia 26.

D. Victoriano Suarez, 1 hijo.	Rio Janeiro.
Manuel Rodriguez.	id.
Mariano Sarmvia, con 2 carretas y 8 peones.	Santiago.

Buques que llevan Balija.

"Para Montevideo, Rio Janeiro y Falmouth," paquete de S. M. B. Spider, el Jueves 29 á la una.

AVISOS NUEVOS.

¡ VIVA LA FEDERACION !

Teatro
DE LA
VICTORIA.

17.a FUNCION DE LA 3.a TEMPORADA.
El Martes 27 de Agosto de 1839.

Concluida la sinfonia de órden, se representará la gran Tragedia en 5 actos, conocida por el titulo de—

JUAN DE PADILLA,
ó
Los Comuneros de Castilla.

Concluyendo la funcion con un divertido

SAINETE.

A las 7.

¡ VIVA LA FEDERACION !

BATALLON RESTAURADOR.



De órden del Sr. Coronel Gefe del cuerpo son llamadas al servicio para el entrante mes de Setiembre las compañias de milicia cuarta y cazadores; todos los individuos que las componen se presentarán en este cuartel el 31 del presente para ser abonados, en la inteligencia que el Sr. Coronel no dispensará á los inasistentes. Buenos Aires Agosto 26 de 1839.

P. C.
Juan Bautista Giles.

Ganado al cortar.

SE venden 1,500 cabezas al Norte, partido de San Pedro; en la calle de la Universidad No. 43 se hallará con quien tratar desde las 11 de la mañana hasta las 2 de la tarde. a27—3p.

¡VIVA LA FEDERACION !
¡MUERAN LOS SALVAJES UNITARIOS!
¡MUERAN LOS PIRATAS FRANCESES!

Digno es de un pueblo patriota y justo celebrar aquellos sucesos que preparados vis blemente por el Arbitro Supremo de los hombres, salvan la Pátria, fijan su suerte, y dominan el porvenir. Tal debe considerar todo Argentino la dichosa salvacion de Nuestro Ilustre Restaurador de las Leyes del plan terrible sanguinario que con escándalo de la Pátria y del mundo se lanzaban á ejecutar sus alevosos enemigos. Tan plausible acontecimiento que ha excitado el entusiasmo y regocijo del pueblo, ha llamado tambien la atencion del Ejército de la Provincia, el primero que participa siempre de las emociones patrióticas y de los votos de sus conciudadanos; y creyendo que es un deber sagrado rendir al Todo-Poderoso el tributo de su gratitud por el inesplicable beneficio que nos ha hecho; los Generales, Gefes y Oficiales invitan a sus conciudadanos á la fiesta que han dispuesto celebrar el 30 del presente, dia de Santa Rosa, patrona principal de América, en la Santa Iglesia Catedral, debiendo la comitiva reunirse á las nueve y media de la mañana en la fortaleza para pasar de allí á la casa morada de S. E., y conducir en triunfo su retrato hasta el templo. Previenen tambien que no obstante haberse invitado á los Señores Jueces de Paz para que asociados de los patriotas federales de su distrito asistan á este acto cívico, es esta la unica invitacion que dirigen al público, y á la que, esperan sabrán corresponder los verdaderos federales y amigos del esclarecido Gefe de la Provincia.

¡ VIVA LA FEDERACION!

—

¡VIVA NUESTRO ILUSTRE RESTAURADOR DE LAS LEYES!

¡MUERAN LOS TRAIDORES Y SALVAJES UNITARIOS!

Buenos Aires, Agosto 25 de 1839.—Año 30 de la Libertad, 24 de la Independ.—y 10 de la Confederacion Argentina.—

Sr. D.

Debiendo celebrarse el dia 15 del entrante Septiembre en la Iglesia de Nuestra Madre y Señora de las Mercedes por los vecinos de la Parroquia de la Catedral al Norte una solemne Misa y Te-Deum como justo homenage rendido al Dios de las verdades por la divina y visible proteccion que dispensa á S. E. Nuestro Ilustre Restaurador de las Leyes librando su preciosa é importante vida del puñal alevoso de los traidores asesinos y salvages unitarios, vendidos y corrompidos por el inmundo oro de los asquerosos Franceses, los que subscriben han solicitado de S. E. como una prueba de su fiel adhesion á la Sagrada Causa de la Confederacion Argentina y á la particular persona de Nuestro Ilustre Restaurador y su digna esposa la Heroina de Nuestra Confederacion Señora Da. Encarnacion Ezcurra de Rosas, en demostracion y gratitud por los eminentes servicios de aquella esclarecida Señora, dar una guardia de honor compuesta de ciudadanos federales, y habiendo obtenido de la benevolencia de S. E. el correspondiente permiso, los infrascritos se hacen el deber de invitar á Vd. como á uno de los dispuestos y decididos por derramar hasta la última gota de su sangre por la Causa de la Libertad é Independencia, honor y dignidad de la Confederacion Argentina, de la toda la América; y como entusiasta defensor de la Ilustre persona á quien hoy muestra gratitud y cordial reconocimiento nos impone el dulce deber de llamarlo Padre de la Pátria: para cuyo efecto se servirá V. concurrir al Cuartel....á las 8 en punto de la mañana del indicado dia 15 con el uniforme de pantalon y chaqueta azul obscuro, chaleco punzó, corbata negra, divisa de *¡Vivan los Federales! ¡Mueran los salvages unitarios!* en el lado izquierdo del pecho, penacho punzó en el sombrero, y el luto federal (con el cintillo punzó) correspondiente á la finada Heroina la Señora Da. Encarnacion Ezcurra de Rosas, para de este modo dar una justa y debida demostracion de adhesion á esos dos genios que recordará la historia como ejemplo de los libres y baldon de los traidores y salvages unitarios.

Dios guarde á Vd. muchos años.

Valentin de Rezabal.—José Maria Bonco.—José Maria Garcia Arguibel.

50$ *de gratificacion.*

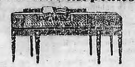
EL Domingo 25, de 6 y media á 7 de la noche, se ha perdido en las inmediaciones de la Plaza de Lorea un caballo obscuro marcado de la propiedad de D. Antonio Magallanes, dicho caballo vá ensillado con silla inglesa, estribos de plata y dos sinchas, frono con chapas de plata y cabezadas de acero barnizado, riendas tableadas tejidas; el que lo haya encontrado lo entregará en la caballeriza de Magallanes que está de la iglesia de San Francisco una y media cuadra para el bajo, en la misma barranca, y recibirá lo dicho. a27—3p.

Se vende



O se cambia por otra en la Ciudad una casa en el pueblo de Chascomus una cuadra de la Plaza Mayor al Oeste, tiene siete piezas todas habitables con dos corrales, frente á dos calles, hace esquina con una que está sin edificar. El que guste tratar por una ú otra cosa ocurra á la calle de la Reconquista núm. 93 que darán rázon de su dueño. a27—3p

Se vende un piano.



DE regulares voces, en quinientos pesos moneda corriente. El que se interese en el, ocurra á la calle de Belgrano No. 149. a24—1p.

A los Militares.

REGLAMENTO para el egercicio y las maniobras de la Caballeria. Dos tomos, uno de ellos de láminas.

Se halla de venta en la *Imprenta del Estado*, calle de Chacabuco No. 19.

☞Su precio, TREINTA Y SEIS PESOS para los Oficiales del Ejército. d28 tfs.

OBRAS
QUE SE HALLAN DE VENTA
EN LA
Imprenta del Estado,
Calle de Chacabuco No. 19.

COLECCION de obras y documentos relativos á la história antigua y moderna de las Provincias del Rio de la Plata, ilustrados con notas y disertaciones por D. Pedro de Angelis.

Recopilacion de Leyes y Decretos, de la Provincia de Buenos Aires, por el mismo.

Memoria sobre la hacienda, por el mismo.

Opúsculos de Chateaubriand, traducidos por el mismo.

Táctica de caballeria, con láminas.

Registro Oficial del año 1837.

Id. id. del año 1838.

El Derecho Civil por el Dr. Alvarez aumentado con varios apéndices, párrafos y notas, por el Dr. D. Dalmacio Velez.

El Derecho Eclesiástico por el Dr. Gmeiner.

Ensayo histórico sobre la revolucion de España, por el Visconde de Martignac.

El Amigo de los Niños, por el abate de Sabattier.

El Cancionero Argentino núm. 4.

Aritmética, por D. Avelino Diaz.

Algébra, por idem.

Geometria, por idem.

Gramática latina, por el P. Horner

Id. id., por Araujo.

Cornelio Nepos.

Catecismo por el P. Astete.

Idem idem añadido.

Caton Cristiano.

El curso completo de humanidad para las aulas de los Padres de la Compañia de Jesus; á saber:—

Coleccion de obras selectas de los mejores autores latinos. 4 tomos.

Arte Retórica por el P. de Colonia.

Lógica por el P. Horvath.

Mitologia, en castellano.

Breve compendio de los usos y costumbres de los Griegos y Romanos.

Geografia astronómica, fisica y política, por D. Francisco Verdejo Paez, aumentada con noticias sobre las Provincias del Rio de la Plata y Brasil.

Librito de oraciones para los alumnos de las escuelas de la Compañia.

Lógica y Metáfisica por el P. Horvath.

Arte de Nebrija, reformado y aumentado con un apéndice por los RR PP. Jesuitas del Colegio de Buenos Aires. a3—tf

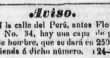
DIVISAS.

CON Retrato á 6 reales una, se hallan de venta en el despacho de esta IMPRENTA, calle de Cangallo número 75.

Se necesita

UN hombre que entienda de cuidar caballos y manejar un carro ingles, y otros quehaceres en una quinta cerca al pueblo. Ocúrrase á esta Imprenta. j15 - tfc.

Para Santiago, Tucuman y Salta.



SALDRA una tropa de carretas el dia que determinen los que tengan carga; se ofrece á plazo segun el destino, y diez pesos menos por carreta del corriente de la plaza. El que guste cargar ó ir de pasage, ocurra á la calle del Perú No. 76. a24—3p

Aviso.

EN la calle del Perú, antes Florida, No. 34, hay una capa de paño fino de hombre, que se dará en 250 pesos ocurriendo á dicho número. a24—2p.

Aviso.



Se ha desaparecido de la puerta de la casa de D. José Miguens, cita en la calle de la Piedad, el Martes 20 á las 5½ de la tarde, un caballo malacara, ensillado. El que lo entregue ó dé noticias de su paradero, ocurra á la calle de las Piedras No. 161, en donde recibirá una buena gratificacion. a24—3c.

Aviso.

SE hace saber que la Sociedad que subsistia en esta Ciudad entre Juan Plowes, Carlos Atkinson y Federico Plowes bajo la firma de Plowes, Atkinson y Ca., como comerciantes y agentes fué disuelta por mutuo convenio el dia 31 de Diciembre próximo pasado, habiendose el dicho Juan Plowes retirado de esta Sociedad; los mencionados Carlos Atkinson y Federico Plowes continuando el establecimiento como anteriormente bajo la misma firma de—

Plowes, Atkinson y Ca.

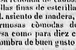
Buenos Aires, Agosto 22 de 1839. a23—3c

Aviso interesante.

Nuevo establecimiento calle de Méjico, del Cuartel de Restauradores dos cuadras para el Rio, al lado del núm. 5.

ANDRES GUELFI tiene el honor de poner en conocimiento del respetable público y en particular del de sus amigos, que acaba de establecer una fábrica de *cuerdas armonicas* de todas clases y colores, sea de tripa como bordonas para toda clase de instrumento, trabajadas con la mayor perfeccion, superiores en su calidad y á precios mas convenientes que las que vienen de las mejores fábricas de Európa. Trabajará igualmente cuerdas para el uso de los sombrereros, para los relojeros y maquinistas.

Los Señores que quieran favorecerme podrán verificarlo en el lugar designado, ó bien sea en la tienda de Peinetas calle de la Victoria al lado de la Confitería de Baldraco, en donde por mayor comodidad de los Señores favorecedores se encontrará un depósito de dichas cuerdas á los mismos precios que en la fábrica; en la inteligencia de que quedarán satisfechos del trabajo, pues en los primeros ensayos se han visto los mejores resultados. a8—15p.



REMATES.

POR J. J. ARRIOLA.

DE MUEBLES FINOS.

El Miércoles 28 del corriente, á las once de la mañana, en la casa calle de Potosí, entre los números 177 y 185, y como perteneciente á una familia que se halla de viage, se rematarán precisamente á la mejor postura.

2 ricas mesas de caoba á betas,
14 idem sillas de caoba, inclusas 2 de brazos idem con asiento de esterilla,
1 sofá de caoba fino forro de crin,
2 ricos espejos grandes dorados con paisage,
2 idem mecheros de plátina con sobrepuesto de plata,
3 floreros de porcelana,
1 mesa redonda de caoba,
12 sillas finas de esterilla doradas,
12 id. asiento de madera,
2 hermosas cómodas de caoba fina,
1 mesa como para diez cubiertos id.,
1 alfombra de buen gusto mediano tamaño,
Esteras de la India, 1 cuja de caoba fina con buenos colchones, almohadones y colgadura de zaraza forrada en coco, colchas &c.
1 escritorio de caoba,
2 roperos y un armario,
2 mesas chicas,
2 mates de plata,
1 buen piano,
1 arpa y cuadros de pinturas, sortijas, caravanas, juegos de botones para hombre y otras alhajas finas todas de brillantes, bandejas buenas, y otros varios muebles, y útiles para uso de casa.

POR EL MISMO.

DE UNA CASA.

El Martes 27 del corriente á las 11½ en punto de la mañana, y para realizar un pago, se rematará precisamente á la mejor postura la aosa de la calle de las Artes No. 231, de San Nicolas cuatro cuadras para el Norte, de 17½ varas de frente y 70 de fondo cercada de pared con ocho habitaciones &c.

—ooo—

! ATENCION---ATENCION!

Gran baratillo

Tienda nueva calle de la Victoria Núm 136.

Pañueles del Tibet de reboso del mejor gusto y calidad, recien recibidos de Montevideo, y se darán á precios muy bajos.

Los efectos que no llevan precio en la nota siguiente, son los que por su escasez han sufrido mas alteracion en sus valores por cuya razon no pueden tener precios fijos, pero se darán con suma equidad respecto de los precios corrientos por mayor——

Pañuelos de seda de la India grandes de vara del mejor gusto, á 20 ps.
Pañuelos de muselina pintados finos á 2 ps., y 20 reales.
Paño negro mezcla de primera, á 80 pesos.
Idem azul del mejor que hay en el pais, á 90 ps.
Idem almendra fino, á 40 ps.
Idem azules finos á 26, 40 y 55 ps.
Bretañas hamburguezas muy finas á 28 ps.
Manchesterinas de mucho gusto para vestidos, el corte á 50 ps.
Cortes de vestido de muselinas pintadas finas á 16 ps.
Cambrais pintados del mejor gusto el corte á 40 ps.
Pañuelos de raso para el cuello de señora de gusto á 5 y 6 ps.
Idem de vapor de algodon de rebozo de gusto á 8 ps.
Cortes para vestido de muselina blanca de cuadros muy fina á 20 ps.
Brines blancos finos á 3 ps.
Idem plomo idem á 3 y medio ps.
Piel blanca de primera clase muy fina á 20 rs.
Cotonias pintadas finas para chaleco á 3 pesos.
Astracan punzó muy fino á 10 ps.
Trué de hilo plomo para chaquetas muy fino á 1½ ps.
Merinos de algodon negros finos á 18 reales.
Pañuelos merinos de reboso de nuevo gusto á 35 ps.
Zarazas de luto finas á 14 rs.
Id. de colores claros finas á 20 rs.
Bramante muy regular á 8 rs.
Camisetas de punto de lana muy finas.
Id. de merino superiores.
Alemanisco de hilo fino á 3½ pesos.
Pañuelos de cambray guarda de colores finos á 12 reales.
Bramante de hilo fina ancho á 3½ ps.
Liverpolinas de mucho gusto, el corte de vestido á 35 ps.
Casinetas de lana, gris y negra á 8 ps.
Medias rayadas muy finas de hombre á 6 pesos.
Id. lisas id. id. de id. á 4 pesos.
Pañuelos de cachimir de algodon de seis cuartas á 7 pesos.
Alepin negro superior para vestidos de vara y tercia de ancho á 12 pesos.
Bramante regular á 6 rls.
Casimir fino medios colores á 16 pesos.
Piezas de Irlandas de hilo de 13 varas muy finas para camisas á 40 pesos.
Estambres para chalecos, colores muy bonitos obscuros á 13 pesos.
Medias de seda negras lisas de primera á 15 pesos.
Pañuelos de algodon asargados de mas de vara con fleco á 20 rs.
Medias de lana grises muy dobles finas.
Cocos para vestidos del mejor gusto.
Percalinas muy finas colores firmes.
Zarazas finas pinta menuda de gusto.
Idem entrefiras regulares y ordinarias.
Idem negras muy finas y regulares.
Muselina blanca lisa muy fina de la India.
Cambrai de yerbas blanco muy fino.
Coco blanco de la India superior.
Bretañas finísimas de yarda de ancho.
Irlandas de puro hilo muy finas.
Bramantes de hilo para sabanas de 1 y media varas.
Crea de hilo superior.
Coleta de hilo muy fina rosada.
Brines de puro hilo blanco muy fino.
Trué de algodon muy fino.
Bramantes de algodon finos y regulares.
Platilla de hilo mezclas finas y regulares.
Cotones y cotonias del mejor gusto.
Brines anchos y angostos para cortinas.
Medias blancas finas de cuchilla y lisas para Señora muy finas.
Idem id. regulares y ordinarias.
Idem id. para hombre lisas de primera.
Idem de colores para muger finas.
Idem negras superiores y finas.
Bayetas de dos frisas y fajuelas.
Listados de cuadros rosados para camisas y vestidos.
Pañuelos listados de cuadros finos.
Pañuelos pintados fondo punzó
Mahones azules de la India finos de 11 varas
Idem amarillos de idem idem de 7½ var.
Franelas amarilla y blanca finas
Lienzo azargado americano muy doble
Idem sin sarga fino ancho de yarda
Idem idem angostos varias clases
Cotines americanos muy dobles.
Ruan de algodon muy ancho para sábanas.
Paño de dama de varios colores fino.
Creguelas muy dobles.
Coletas finas.
Cocos obscuros muy finos del mejor gusto recien venidos de Montevideo.
Pieles del diablo de colores dobles.
Pañuelos alemanes bonitos colores.
Bayetas de pellon de primera.
Pañuelos de espumilla de reboso.
Coletas negras muy finas.
Lienzo de dos anchos finos.
Paños medios colores finos y regulares.
Cantones rayados muy dobles.
Pañuelos de reboso de varias clases.

e24

MEMORIA

SOBRE

Los Pesos y Medidas

De esta Provincia, y sus relaciones con las de otros paises.—Compuesta por el Señor Don Felipe Senillosa, *por comision especial del Exmo. Sr. Gobernador y Capitan General, Ilustre Restaurador de Nuestras Leyes,* **D. Juan Manuel de Rosas.**

SE ha publicado y continua vendiendose esta importante obra en la forma de cuaderno en cuarto menor en esta imprenta á 2 pesos ejemplar.

Hallarán en esta *Memoria* los especuladores y mercaderes de todas clases el conocimiento exacto de las cantidades que recíprocamente se cambian ó permutan; conocimiento sin el cual no puede haber ninguna transacion mercantil bien calculada, y que debe considerarse como la primera base de todas las operaciones de igual naturaleza. Juntamente con la *Memoria*, se han publicado las comunicaciones oficiales y decretos relativos al arreglo y perfecta determinacion de nuestro contraste, y un Apéndice escrito por el mismo autor en que se dan todos los conocimientos necesarios para la construccion y conservacion de las medidas originales. Por ellos, en cualquier punto de la Campaña, en las Provincias, ò en paises extrangeros, pueden construirse nuestras medidas, sin necesidad de tener los originales á la vista.

Suplica

A LA humanidad una señora que habita en la calle de Belgrano No. 298, que se halla postrada en una cama hace el tiempo de 25 años sin poder hacer uso de su persona, en cuyo tiempo ha consumido los pocos bienes que le quedaron de su finado marido, y viendose en suma necesidad implora misericordia de los fieles q' quieran socorrerla con una corta limosna á lo que quedará eternamente agradecida.

Laura Ferreira.

j11—tfg.

Coñac superior

EN medias pipas, hay de venta en el martillo de Tomas Gowland, calle de la Reconquista No. 107. m16--tfs.

Arte de Nebrija.

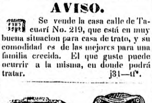
REFORMADO y aumentado con un apéndice por los RR. PP. Jesuitas del Colegio de esta capital, para el uso de sus escuelas. Esta nueva edicion se halla de venta en la IMPRENTA DEL ESTADO, calle de Chacabuco No. 19, encuadernado y á la rústica, segun el gusto de los compradores. j13—tf*

Se vende

UNA casa en la calle de las Piedras No. 312, se compone de 17½ varas de frente y 75 de fondo, con 20 habitaciones de pizo enbaldozado y todas de azotea, 3 patios y huerta: toda ella es hecha à todo costo y está tazada en 15,974 pesos moneda sonante; quien se interesare en la compra puede ocurrir á tratar á la casa de martillo de J J. Arriola calle de la Reconquista No. 14. m16--tfs.

AVISO.

Se vende la casa calle de Tacuarí No. 219, que está en muy buena situacion para casa de trato, y su comodidad es de las mejores para una familia crecida. El que guste puede ocurrir a la misma, en donde podrá tratar. j31—tf*.



AVISO.

WARWICK INGLIS, Tapicero y fabricante de colchones, avisa á las Señoras y Señores de Buenos Aires, que acaba de trasladar su tapicería y fabrica de colchones, de la calle del Perú No. 51, á la de la Federacion No. 58, de la Plaza cuadra y media para el campo, donde espera por su contraccion y esmero merecer la continuacion del patrocinio que tan generosamente se le ha dispensado hasta ahora. a13—15c.

AVISO

EL

mas importante

PARA todas las personas que padezcan de dolores reumáticos complicados con otras causas que afligen á sus dolientes, los cuales por una experiencia sin igual se ofrecen á los padecimientos humanos la mas pronta cierta salud por medio de una tisana la mas suave, de tomar tres veces al dia, por la cual sugetándose á la razon, y al método que ha de guardar la causa, desaparecerá en el término de un mes sea cual fuese su orígen, de ulceras, llagas en la garganta por las cuales padecen los que las sufren los mayores desconsuelos.—Calle de Maypú núm. 76. a22—13tf*.

¡VIVA LA FEDERACION!

Relacion de deudores al ramo de Enfiteusiz por fin de 1838, publicada en cumplimiento del artículo 9 del Superior decreto fecha 8 de Noviembre de 1832.

Independencia.		
D. Narciso del Valle	3	
Manuel Villar y Mauricio García	6	$\frac{3}{10}$
Juan José Unancie	11	$\frac{6}{10}$
Ignacio Lara	6	$\frac{81}{100}$
Loberia.		
D, Antonio Pillado	12	
José María Paez	6	
Juan Otamendi	12	
José María Lahite	12	
Francisco Saenz Valiente	9	$\frac{28}{0000}$
Francisco P. Calderon	12	
Manuel Campos	6	
José María Castro	12	
Nicasio Marchan	12	
José María Peña	12	
Francisco Castañeda y Fernandin Ferreira	6	
Dolores.		
D. Pedro Saenz Valiente	3	$\frac{3}{10}$
Agustin Sierra	1	
Antonio Bullinos	2	
Atanacio Ferreira	1	$\frac{5}{10}$
Manuel Navarro	8	
Gervacio Rosas	0	$\frac{75}{100}$
Juan Claro	4	
Ramon Caldés	2	$\frac{25}{100}$
Victorino Passo	4	
Cirilo Ramos	12	
Mauricio Pizarro	0	$\frac{75}{100}$
Felipe Botet	3	
Martiniano Miguens	1	$\frac{5}{10}$
Ventura Barragan	2	$\frac{5}{10}$
Wenceslao Ramirez	1	$\frac{634}{1000}$
25 de Mayo.		
D. Pedro Morales	15	$\frac{5}{100}$
Pedro Conde	12	$\frac{812}{1000}$
Baudrix y Ford	34	$\frac{566}{1000}$
Mateo Patron	2	$\frac{37}{100}$
Felix I. Frias	8	$\frac{38}{100}$
Silvestre Cabral	1	$\frac{815}{1000}$
Antonio Viera	3	
Gregorio Iramain	12	
José Segura	45	$\frac{33}{100}$
Inocencio Gonzalez	7	$\frac{62}{100}$
Bonifacio Zapiola	5	$\frac{33}{100}$
Pedro J. Guido	16	$\frac{1}{100}$
Florentino Herrero	7	$\frac{75}{100}$
Fabian S. Molina	26	$\frac{82}{100}$
Lucasw Steart	23	$\frac{623}{1000}$
Manuel Noguè	4	$\frac{45}{100}$
Pedro Romero	12	$\frac{2}{10}$
Pedro Roberg	12	$\frac{5}{10}$
Hipólito Lebon	12	
Juan M. Silva	24	
Saturnino Salas	12	
Enrique Olivares	12	
Manuel A, Zapata	12	
Julian G. Salomon	12	
Miguel Echegaray	11½	
Fermin Arriaga	1	
Arroyo Azul.		
D. José Julian Arriola	9	
Francisco María Ramiro	9	
Pedro P. Ponce	4	$\frac{5}{10}$
Ventura Miñana	12	
Justo Barda	12	
Domingo Arevalo	1	$\frac{50}{100}$
Manuel J. Galup	0	$\frac{52}{100}$
Josè I. Cos	6	
Bahia Blanca.		
Marcos Chiclana	12	
Lizardo Quesada	12	
Francisco A. Letamendi	12	
Santiago Perechon	12	$\frac{125}{1000}$
Mariano Pereyra	12	[illegible]
Cándido Pizarro	4	$\frac{25}{100}$
Ciriaco Diaz-Velez	12	
Marcelino Rodriguez	11	$\frac{959}{1000}$
Antonio Sala	12	
Demetrio Reguera	12	
Florencio Escardò	12	
Juan Carreto	12	
Blas J. Osua	10	
Marcelino Galindez	12	$\frac{35}{100}$
José María Somalo	12	
Teodoro Montaño	12	
Miguel Muñoz	12	
José Gerónimo Iraola	12	
Laureano Costa	12	
Sebastian Pizarro	12	
Francisco Diaz	12	
Pastor Frias	12	
Manuel Santacoloma	12	
Tiburcio Ovejero	12	
Venero Casco	12	
Pedro Sidraque	12	
Manuel Baudriz	12	
Marcos A. Muñoa	12	
Pablo Sugo	12	
Santiago Rubio	12	
José E. Soler	12	
Manuel Medrano	12	
Rafael Oromí	12	
Francisco Acosta	12	
Juan M. Alzaga	12	
Arrecifes.		
D. José Elia	8	$\frac{28}{100}$
Pedro Alfaro	17	$\frac{183}{1000}$
Juan J. Vermoelen	12	
Marcelino Caudevilla	23	$\frac{333}{1000}$
Calixto Oyuela	3	$\frac{708}{1000}$
Justa Rodriguez	1	$\frac{5}{10}$
Gregorio Guzman	12	$\frac{5}{10}$
Lucas Sanchez	0	$\frac{15}{100}$
Juan de la Cruz Leon	0	$\frac{5}{10}$
Areco.		
Vera Miguel	0	$\frac{81}{100}$
Manuel Pabon	1	$\frac{5}{10}$

Buenos Aires, Julio 24 de 1839.

Manuel J. de Velez.

V B.—BERNAL.

Se alquila.

EN la calle de Tacuarí frente á la Cruz de San Juan, un Hueco con corredores propio para taller, y muy particularmente para venta de leña, maiz, carbon &a.; pues en este objeto se ha empleado por 2 años; al lado darán razon. a22—3p.

¡VIVA LA FEDERACION!

Aviso de la Policia.

SE vuelve á sacar á Remate el derecho del puente de la Villa de Lujan por lo que resta del presente año y el año entrante de 1840, siendo una de las bases de dicho remate el no obligar á que lo transite el que no quiera hacerlo. Las pèrsonas que gusten hacer propuestas, las dirigirán á la Casa Central del Departamento hasta las 12 del dia 31 del corriente que serán abiertas para ser elevadas al Superior Gobierno para la aprobacion de la mas ventajosa. Buenos Aires, Agosto 21 de 1839.

IMPORTANTISIMO

A LA

HUMANIDAD.



Todos los incurables ó dejados de los médicos, sea del mal que fuere, (á excepcion de tísico è hidrópicos ya inveterados) los demas sean de pujos, evacuaciones, lombrices, epilepsia ó gota-coral, ahogos, arestin ò lepra, mal de San Lázaro, lamparones, aire perlatico, dolores reumáticos, llagas interiores ó exteriores, detenciones de regla, flus blanco y señoras que no tengan sucesion, vómito de sangre ó vómito por crudezas de estómago, mal venéreo, &c., ó sea de la enfermedad que fuere, viéndose con Eduardo Salas, hallarán remedio para sus males en la calle de Cangallo No.498, de la Plaza Nueva de las Artes, siete y media cuadras para el campo en la última puerta de calle á la izquierda, á espaldas del Molino de Viento, y en el patio hay un jardin con muchas figuritas.

☞Esta medicina se puede transportar á los pueblos interiores y á los reinos extrangeros. j16—15p.



ESQUELAS

DE

FUNERALES.

De mucho gusto, tan finas como litografiadas, y a un precio mas moderado, se imprimen en la Imprenta de la Gaceta Mercantil, calle de Cangallo No. 75 donde se podran ver las muestras.

Gratificacion.

A quien de noticia ó bien la presente en la casa No. 12 calle de Potosí, á una india chilena de las venidas de Bahia Blanca, se llama Mercedes, blanca, gruesa y regularmente parecida; llevó un vestido obscuro y pañuelo color café con fleco. Tiene en un brazo dos cicatrices que usan ellos. a22—2pd1.



Arboles y plantas de FLOR Y DE ADORNO.

EN la quinta de Barracas sita al pié de la Barranca de la Convalecencia formando esquina con la calle sola y la que vá al puente, hay de venta injertos de naranjos comunes, imperiales, selecta del Janeiro, monstruosas de Mr. Prudant y otras clases de limon real, limon dulce, Lima dulce del Janeiro, injertos de damazco, de cereros y ciruelas de varias clases, de duraznos, manzanos y perales de muchísimas clases, nísperos de japon, olivos, nogales, almendros avellanos, granados, parras y cepas moscatel y otras, sauces llorones, paraisos y otros árboles de varias edades: muchas plantas de flores y de adorno: entre ellas lilas, alteas rosadas y blancas dobles, alaterno, laurel, rosa doble, brocamelias, tunas de varias clases, mosqueta pomposo, rosales de borbon, vellota y otras, jazmines de Chile y amarillo, madre selva calas y otras muchas plantas. m8—tfc.

AVISO.

TENIENDO el que suscribe que pasar á Montevideo, deja encargado de sus negocios durante su ausencia á D. Felipe Llavallol, y lo avisa al comercio para su inteligencia.

Ignacio Galinde.

a23—3p.

Espiritu de la Biblia.

Y

Moral Universal.

Sacada del Antiguo y Nuevo Testamento

Escrita en toscano por el Abad Martin,

Con las citas al pié,

Traducida al castellano por un clérigo seglar de la Congregacion de San Cayetano.

ACABA de publicarse una segunda edicion de esta recomendable obrita, y se halla de venta en esta Imprenta á 20 reales ejemplar.

Extracto del Prefacio del autor.

Cuanto bueno han dicho los filósofos antiguos y modernos, se halla en los libros divinos con la diferencia de que en ellos se contienen cosas que ningun filósofo ha dicho, ni la humana sabiduria podrá imaginar.

En efecto, solo en ellos es donde el entendimiento se ilustra con verdaderos y sólidos conocimientos: donde el corazon se purifica con la santidad de los preceptos: donde el alma se engrandece con la sublimidad de las ideas: donde, finalmente, todo hombre se ennoblece y eleva á la esperanza de la inmortalidad.

¡O vosotros, venturosos jóvenes, a quienes no ha corrompido todavia, el contagio so alimento de las pasiones! no os dejeis seducir por el pernicioso aliciente de una falaz filosofia, incierta en sus principios, insuficiente en sus medios y desconsoladora en sus fines. Unicamente en la moral cristiana, que es perfectamente conforme à las necesidades y felicidad del hombre, y tan esencial y necesaria en todas las situaciones de la vida, debeis buscar la regla de vuestra conducta la verdadera ciencia y sólida filosofia.

Como no todos los fieles pueden dedicarse al estudio seguido y reflexivo de la sagrada Escritura, aun en la lengua vulgar, ni la mayor parte del pueblo cristiano se halla en estado de adquirir la Biblia, no he encontrado un medio mas acomodado á este fin, que el de reducir á pocas páginas todo lo que nos enseña el Espíritu Santo en el antiguo y nuevo Testamento, respecto al conocimiento de la esencia y atributos de Dios, á lo que le debemos como Señor y Criador Nuestro, y á las obligaciones del hombre para con sus prójimos y para consigo mismo. Por manera que, exceptuando la parte histórica legal de la Biblia, que no á todos es necesaria, se halla en este libro lo mas esencial de las Santas escrituras, que es la parte doctrinal y moral en que se enseña lo que ha de practicar el cristiano para conseguir la vida eterna. Así es que, á muy poca costa y sin grave molestia, puede enterarse a fondo de la religion que profesa, manejando y llevando consigo á todas partes un libro tan manual por su concision y tamaño.

¡Feliz yo si consiguiese hacer de él una obra universal y clásica! Los jóvenes conocerian y amarian una religion tan útil y tan consoladora en los infortunios; una religion, que refrenando todos los movimientos del corazon, los dirige hácia el amor de Dios—orígen de todo bien, y la única que nos hace felices, volviéndonos mejores: una religion, en suma, que todos los grandes hombres del cristianismo, desde muchos siglos hasta el presente, han profesado inviolablemente, haciendo alarde de esta profesion. m13.

Aviso interesante.

Se alquila una casa y se vende otra: la primera á distancia de cuatro cuadras de la Plaza de Lorea, propia para barraca, con cuatro habitaciones, y un almacen: la otra está situada en la calle de Cuyo No. 418, en muy buen estado, por un precio equitativo y cómodo. En la calle de la Federacion No. 394 se entenderán con quien tratar. a24—3p

Estado

DE LAS

VARIACIONES DEL CAMBIO

Y REGULADOR DE LAS ALTAS Y BAJAS QUE HAN SUFRIDO LAS ESPECIES METALICAS.

DESDE

EL 8 DE FEBRERO DE 1826.

HASTA

EL 29 DE FEBRERO DE 1832.

CON el certificado al pié de tres corredores de número, y la ley de 30 de Abril de 1828 sobre pagos en Metálico.

Bajo este epígrafe, se halla de venta en esta imprenta un cuadernito.—Su precio $6.

Adviértese que no quedan sino muy pocos ejemplares, y que tambien se registran en dicho cuaderno las alteraciones durante esta época de los cambios sobre Lóndres y Montevideo.

VOCABULARIO

O YA SEA

Introduccion á la conversacion inglesa

SE ACABA DE PUBLICAR UNA nueva edicion de esta interesante obrita, y se halla de venta en esta Imprenta.

VOCABULARY

OR

Introduction to the Spanish language

A NEW EDITION OF THIS useful little work has just been published and is offered for sale at this Office.

Price—$24 per dozen

$2. 4 rs. single copies.

El Redactor Responsable,

SANTIAGO KIERNAN